

**ARLES**

**VILLE ET ARCHITECTURE AU  
XXe SIECLE**





# SOMMAIRE

<b>AVANT-PROPOS .....</b>	<b>5</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>13</b>
ARLES AU XXE SIECLE : TRANSFORMATIONS URBAINES ET EXPERIENCES ARCHITECTURALES .....	15
LA MATRICE DU CHANGEMENT : LA VILLE DU XIXE SIECLE .....	16
<b>PARTIE 1 .....</b>	<b>21</b>
<b>UNE VILLE PROJETEE DANS LA MODERNITE .....</b>	<b>21</b>
I. L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE.....	23
II. LE TISSU ECONOMIQUE.....	24
III. LA NAISSANCE DE LA VILLE CONTEMPORAINE .....	25
1. <i>Un siècle d'extension urbaine</i> .....	25
2. <i>Les réseaux : équiper et moderniser la ville</i> .....	27
a. L'alimentation en eau potable.....	27
b. L'éclairage public.....	28
c. Le tout-à-l'égout et les réseaux d'assainissement.....	29
3. <i>Aménagements et embellissements urbains</i> .....	29
a. Structuration et monumentalisation de l'espace public par la statuaire et les monuments commémoratifs .....	29
- La constitution d'un panthéon des grands hommes.....	30
- Monuments aux morts et structuration de l'espace public.....	31
b. De nouveaux espaces publics .....	33
- La promenade des Lices : de l'artère des loisirs à la voie administrative .....	33
- La place Lamartine .....	34
- La place Voltaire .....	35
<b>PARTIE 2 .....</b>	<b>37</b>
<b>LA FABRIQUE D'ARLES AU XXE SIECLE : TENDANCES ET ACTEURS.....</b>	<b>37</b>
I. PANORAMA GENERAL DE LA PRODUCTION ARCHITECTURALE ET URBAINE .....	39
1. <i>Où construit-on ?</i> .....	39
2. <i>Que construit-on ?</i> .....	39
3. <i>Selon quelle temporalité construit-on ?</i> .....	39
II. CEUX QUI BÂTISSENT LA VILLE DU XXE SIECLE .....	40
1. <i>Maîtres d'ouvrage</i> .....	40
a. Les « maires-bâtitisseurs » .....	40
b. Les autres maîtres d'ouvrage publics .....	43
c. Les maîtres d'ouvrage privés.....	44
2. <i>Les maîtres d'œuvre : architectes et urbanistes, essai de stratification des générations</i> .....	45
a. Les architectes de la transition .....	45
b. Les architectes de l'expérimentation .....	46
c. Les architectes-reconstructeurs .....	48
d. Les architectes de la « ville croissante » .....	50

<b>PARTIE 3</b> .....	<b>55</b>
<b>UN SIECLE D'EXPERIENCES URBAINES ET ARCHITECTURALES</b> .....	<b>55</b>
I. HABITER LA VILLE : LE DEFI DU LOGEMENT A ARLES AU XXe SIECLE.....	57
1. <i>Le premier XXe siècle : entre hôtels particuliers, architectures pittoresques et expériences de la modernité</i> .....	57
2. <i>Les opérations de reconstruction (1946-1965) : le logement collectif à l'épreuve des recompositions urbaines</i> .....	59
3. <i>Formes du logement à Arles pendant les années de croissance (1950-1980)</i> .....	63
a. Le logement social, un laboratoire architectural et urbain .....	63
b. Les immeubles en copropriété : un programme revisité .....	66
c. La « maison d'architecte » : un lieu d'audaces d'architecturales et d'expressions d'individualités.....	68
II. EQUIPER LA VILLE .....	70
1. <i>Administrer</i> .....	70
a. Les équipements publics : des édifices-palais aux temples du fonctionnalisme.....	70
b. Les équipements techniques .....	72
2. <i>Eduquer : les écoles du XXe siècle</i> .....	73
3. <i>Soigner</i> .....	78
4. <i>Rassembler</i> .....	80
a. Architecture religieuse .....	80
b. Architectures du loisir .....	82
5. <i>Echanger et accueillir. Le temps des architectures commerciales</i> .....	84
 <b>CONCLUSION</b> .....	 <b>89</b>
<i>L'architecture du XXe siècle à Arles : une architecture à découvrir, un patrimoine en devenir</i> .....	91
 <b>SOURCES</b> .....	 <b>93</b>
I. SOURCES D'ARCHIVES .....	95
1. <i>Archives nationales. Centre d'archives contemporaines (Fontainebleau)</i> .....	95
2. <i>Centre d'archives d'architecture du XXe siècle (Paris)</i> .....	95
3. <i>Musée de la Poste (Paris)</i> .....	95
4. <i>Médiathèque de l'architecture et du patrimoine (Charenton-le-Pont)</i> .....	95
5. <i>Archives départementales des Bouches-du-Rhône (Marseille)</i> .....	95
6. <i>Archives municipales d'Arles (Arles)</i> .....	99
7. <i>Archives municipales de Tarascon (Tarascon)</i> .....	104
8. <i>Archives privées</i> .....	104
9. <i>Service du Patrimoine de la ville d'Arles (Arles)</i> .....	104
10. <i>Service régional d'inventaire (Marseille)</i> .....	104
II. SOURCES IMPRIMEES.....	105
1. <i>Contexte local et régional</i> .....	105
2. <i>Approches monographiques</i> .....	105
III. BIBLIOGRAPHIE .....	106
1. <i>Arles et le contexte régional</i> .....	106
a. <i>Etudes historiques</i> .....	106
b. <i>Approches monographiques</i> .....	107
2. <i>Histoire de l'architecture et de la ville au XXe siècle</i> .....	108
a. <i>Ouvrages généraux</i> .....	108
b. <i>Dictionnaires et chronologies</i> .....	108
c. <i>Etudes historiques</i> .....	109
d. <i>Approches thématiques</i> .....	110
IV. BASES DE DONNÉES.....	110
V. SOURCES ORALES .....	110

# AVANT-PROPOS



Les présents documents (Rapports de synthèse, Répertoires, Dossiers monographiques, Album cartographique) constituent le résultat de l'étude d'inventaire de la production architecturale et urbaine de la période 1900-1980 sur les communes d'Arles et de Tarascon (Bouches-du-Rhône) lancée par la DRAC PACA (Direction régionale des affaires culturelles Provence Alpes Côte d'Azur) en 2008. Elle a été réalisée, entre 2008 et 2010, par une équipe chargée d'étude composée de :

- Eléonore Marantz-Jaen, historienne de l'architecture ;
- Frédérique Bertrand, titulaire du diplôme d'architecte, prestataire graphique ;
- Arlette Hérat, urbaniste, maître-assistante à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille.

### Objectifs de l'étude

L'étude d'inventaire de la production architecturale et urbaine de la période 1900-1980 sur les communes d'Arles et de Tarascon a constitué une étude pilote dont l'objectif premier était la connaissance et la mise en valeur d'une production abondante et hétérogène, qui reste méconnue et souvent insuffisamment prise en considération.

Elle comprenait plusieurs actions concomitantes :

- réaliser un inventaire de cette production architecturale et urbaine, le plus exhaustif possible, sans pré-requis stylistique, typologique ou programmatique ;
- identifier ce corpus (date, acteurs, maîtres d'ouvrage), dans la mesure du possible, en le documentant ;
- faire une lecture analytique du corpus<sup>1</sup>, afin de faire émerger des édifices (ou des groupes d'édifices) remarquables ;
- étudier de manière plus approfondie, les édifices (ou groupes d'édifices) identifiés comme étant particulièrement intéressants, c'est à dire passer de l'échelle de la « *production architecturale et urbaine* », à celle du « *patrimoine architectural et urbain* ».

---

<sup>1</sup> Cette lecture analytique de la production architecturale et urbaine de la période 1900-1980 sur les communes d'Arles et de Tarascon s'est faite sur la base d'une critériologie raisonnée permettant de mettre en lumière la portée des édifices, des groupes d'édifices ou des espaces générés pendant la période concernée. Cette lecture analytique s'est faite tant sur le plan d'une histoire générale de l'architecture et de la ville (positionnement morphologique, formel ou stylistique, contribution à l'histoire des techniques, positionnement socioculturel dans la production de la période), que sur le plan d'une « micro-histoire » de l'architecture et de la ville, appréhendée dans sa dimension régionale (mise en lumière de témoignages architecturaux et urbains remarquables, contribution à la connaissance des acteurs de la production architecturale et urbaine régionale du XXe siècle). Ces deux échelles d'analyse se sont nourries mutuellement.

Cette étude devait donc permettre de générer un socle de connaissances ainsi que les outils nécessaires à sa diffusion, afin de le mettre à la disposition des différents acteurs impliqués dans la gestion et la préservation de ce patrimoine. L'un des objectifs était d'enrichir la connaissance sur des espaces en cours de protection (ZPPAUP de Tarascon, Secteur sauvegardé d'Arles). Les connaissances acquises permettront également de sélectionner les ensembles majeurs en vue de leur labellisation au titre du patrimoine du XXe siècle.

### **Méthodologie générale**

La méthode mise en œuvre par l'équipe chargée d'étude a été la suivante :

- Identification et repérage du corpus d'étude par une enquête de terrain ;
- Identification et documentation du corpus d'étude grâce à une recherche documentaire ;
- Élaboration des outils de diffusion du socle de connaissances généré.

### **Difficultés rencontrées**

Certaines difficultés ont conduit à faire des choix méthodologiques importants. Les principales tiennent à l'objet de l'étude en lui-même :

- la dualité de l'objet d'étude<sup>2</sup> a conduit à générer des outils de connaissance indépendants pour chacune des deux communes.
- l'importance du secteur géographique concerné fait que l'inventaire, s'il atteint l'objectif de donner une représentation fidèle de la production architecturale et urbaine de la période 1900-1980, sur les communes d'Arles et de Tarascon, ne prétend pas à l'exhaustivité<sup>3</sup>. Concernant la commune d'Arles, cela a eu une conséquence supplémentaire, d'ordre méthodologique : ayant choisi de distinguer l'agglomération de l'ensemble de commune, nous avons élaboré deux répertoires : l'un concernant l'agglomération (« Arles-agglomération ») ; l'autre concernant le reste du territoire communal (« Arles

---

<sup>2</sup> L'étude portait sur deux communes, Arles et Tarascon. Ce sont des communes limitrophes, qui ont en commun certains épisodes historiques (comme les destructions subies pendant la Seconde < guerre mondiale et la Reconstruction qui a suivi). Mais il n'en demeure pas moins que ces deux villes sont très différentes l'une de l'autre, chacune ayant conservé sa spécificité au cours du XXe siècle. Leur proximité géographique laissait également augurer que des acteurs communs interviendraient dans les deux villes. Cela est le cas pour certains d'entre eux (Pierre Vago, l'agence d'architecture Van Migom-Pélissier, et, dans une moindre mesure, Emile Sala), mais cela ne constitue pas une généralité. En conséquence, l'idée de pouvoir aborder Arles et Tarascon comme un seul objet d'étude s'est rapidement relevée peu pertinente. Chacune des deux villes devait être étudiée à sa propre échelle, comme une entité indépendante. Bien entendu, la dualité de l'objet d'étude n'a pas empêché de développer une approche comparatiste. Cette approche comparatiste a même parfois été particulièrement enrichissante. Par exemple, elle nous a permis de mettre en lumière le fait que Pierre Vago n'aborde pas la reconstruction des deux villes de la même façon. Les solutions architecturales et urbaines qu'il propose à Tarascon sont assez différentes de celles qu'il met en œuvre à Arles. Cette double lecture a donc enrichi considérablement la lecture que l'on peut avoir de l'œuvre de cet architecte-urbaniste.

<sup>3</sup> Le problème s'est révélé particulièrement aigu pour Arles, première commune de France par sa superficie. Même si nous avons essayé de couvrir l'ensemble de ce territoire (agglomérations, hameaux et constructions isolées, situées hors territoire et hors hameaux), il est évident que nous ne pouvons prétendre à l'exhaustivité sur cette question.

hors-agglomération »). Enfin, nous avons rapidement pris le parti de nous appuyer sur les études qui avaient déjà été réalisées afin de pas traiter les sujets qui avaient déjà fait l'objet de travaux et de nous concentrer uniquement sur ce qui avait été peu, ou pas, abordé<sup>4</sup>.

- le fait que l'inventaire doive être établi sans pré-requis typologique ni stylistique nous a rapidement confrontées à une difficulté majeure : comment aborder la question du logement individuel groupé, c'est à dire celle des lotissements de maisons individuelles ?<sup>5</sup> Cette typologie a été éliminée de l'inventaire, bien que quelques exceptions aient été faites quand les opérations semblaient particulièrement intéressantes ou représentatives.

Enfin, concernant la ville de Tarascon, s'est ajoutée une difficulté d'ordre documentaire : la série contemporaine des Archives municipales n'était pas encore classée au moment où nous avons effectué nos recherches<sup>6</sup> ; par conséquent nous renvoyons au nom des dossiers sans pouvoir fournir aux lecteurs les cotes correspondantes.

### **Le socle de connaissances constitué**

L'étude d'inventaire de la production architecturale et urbaine de la période 1900-1980 sur les communes d'Arles et de Tarascon a permis de recenser 398 édifices ou opérations dont 315 se trouvent à Arles (235 dans l'agglomération et 80 hors de l'agglomération) et 83 à Tarascon. D'un point de vue typologique, cette production architecturale et urbaine est conforme à ce que l'on observe à l'échelle du pays : elle est dominée par le logement (qui représente plus de la moitié des réalisations), l'architecture publique (qui représente près d'un cinquième des réalisations) et l'architecture d'utilité publique (qui en représente un peu plus du dixième)<sup>7</sup>.

---

<sup>4</sup> Ainsi, nous avons peu travaillé sur la question de l'architecture agricole, celle-ci ayant déjà été partiellement documentée par une étude menée par les services de l'inventaire sur les coopératives agricoles et par un pré-inventaire établi par le Parc régional de Camargue. De la même manière, concernant Salin-de-Giraud, qui pourrait faire l'objet d'une étude en soi, nous n'avons pour ainsi dire pas travaillé sur les cités ouvrières Solvay et Péchiney, déjà documentées par les études menées par les historiens Xavier Daumalin et Philippe Mioche ou encore par l'étude préalable à la mise en place d'une ZPPAUP menée par Thierry Dourousseau. Par contre, nous nous sommes concentrées sur la production architecturale et urbaine « périphérique » de Salin-de-Giraud (c'est à dire postérieure ou concernant les équipements publics), qui s'est d'ailleurs révélée particulièrement intéressante.

<sup>5</sup> Nous nous sommes en effet trouvées en porte-à-faux par rapport à ce corpus pour plusieurs raisons. La première tient au fait que notre étude s'arrêtant en 1980, nous ne prenions en compte qu'une partie de ce phénomène (le moment où le phénomène des lotissements de maisons individuelles devient un phénomène massif). La seconde est que le logement individuel groupé constitue un corpus extrêmement abondant, difficile à appréhender sur le terrain et surtout ne présentant généralement qu'un intérêt architectural limité.

<sup>6</sup> Cela montre d'ailleurs l'utilité de telles études, qui, sans avoir la prétention de constituer des études générales, posent quelques jalons quant à l'histoire de la ville et, d'autre part, permettent parfois de faire une sorte de pré-classement de fonds d'archives.

<sup>7</sup> La répartition typologique du corpus comprend douze catégories : Logement (individuel, collectif, mixte) ; Architecture publique (équipements administratifs, scolaires, sportifs, etc.) ; Architecture d'utilité publique (équipements techniques, de santé, socioculturel, etc.) ; Architecture commerciale ; Architecture commémorative ; Architecture du loisir ; Architecture industrielle ; Architecture agricole ; Architecture religieuse ; Génie civil ; Architecture du secteur tertiaire ; Architecture des jardins.

PROGRAMMES/SECTEURS	ARLES TARASCON	+	ARLES	TARASCON
Logement	209 soit 52 %		167 soit 53 %	42 soit 51 %
Architecture publique	66 soit 18 %		49 soit 16 %	17 soit 20 %
Architecture d'utilité publique	45 soit 11 %		35 soit 11 %	10 soit 11 %
Architecture commerciale	25		21	4
Architecture commémorative	13		7	6
Architecture du loisir	13		11	2
Architecture industrielle	9		8	1
Architecture agricole	8		8	0
Architecture religieuse	6		5	1
Génie civil	2		2	0
Architecture du secteur tertiaire	1		1	0
Architecture des jardins	1		1	0
<b>TOTAL</b>	<b>398</b>		<b>315</b>	<b>83</b>

### Les outils de diffusion du socle de connaissances

Au-delà de cette lecture statistique se cache une réalité architecturale dont rendent compte les différents supports de diffusion du socle de connaissances mis au jour, ceci afin de le rendre accessible aux partenaires de cette étude :

- Base de données (de type FileMaker) et répertoires recensant et renseignant l'ensemble du corpus inventorié<sup>8</sup> ;
- Cartographie informatique documentée permettant une lecture spatiotemporelle et thématique de ce patrimoine<sup>9</sup> ;
- Dossiers monographiques proposant une analyse poussée des éléments patrimoniaux jugés comme les plus significatifs : onze dossiers concernent la commune de Tarascon ; 23 concernent la commune d'Arles<sup>10</sup>.
- Rapports de synthèse offrant une lecture globale, contextualisée et analytique du patrimoine architectural et urbain de la période 1900-1980 des communes d'Arles et de Tarascon<sup>11</sup>.

<sup>8</sup> Trois répertoires ont été élaborés à partir d'une base de données. Ils correspondent chacun à un secteur géographique : Tarascon ; Arles (agglomération) ; Arles (hors agglomération). Chacun de ces répertoires est organisé par secteur géographique (selon la sectorisation admise dans les deux villes), puis par ordre alphabétique. Chaque édifice ou opération y est présenté sous la forme d'une fiche comprenant quatre pages (Page 1 : Identification, informations historiques et éléments de lecture analytique ; Page 2 : Iconographie ancienne et actuelle ; Page 3 : Documents graphiques et sources ; Page 4 : Note de synthèse et valeur patrimoniale).

<sup>9</sup> La cartographie comprend une cartographie historique, c'est à dire une carte d'évolution urbaine pour chaque commune et des cartes thématiques (Carte générale programmes, Carte logement indiquant les différentes typologies, Opérations de reconstruction, Architecture scolaire indiquant les différentes typologies).

<sup>10</sup> Les dossiers monographiques sont des dossiers documentaires complets. Chacun est consacré à un édifice ou à une opération qui est apparue comme particulièrement intéressante. Nous les avons « amélioré » depuis notre précédent comité de pilotage. Ils s'organisent en trois parties : contexte ; description ; notices biographiques.

## REMERCIEMENTS

L'équipe chargée d'étude remercie particulièrement :

- DRAC PACA : Sylvie Denante, Hélène Riblet.
- SDAP des Bouches-du-Rhône : Philippe Mercier, Gilles Bouillon.
- Ville de Tarascon : Aldo Bastié, Frédérique Gachet, Charles Fabre, Suzette Laffont, Emeline Roucaute, Valérie Virat.
- Ville d'Arles : Jean-Marc Bernard, Odile Caylux, Antoine Lemaire, Christian Mourisard, Marie-Annick Poulin, Sylvie Rebuttini et le personnel des archives municipales d'Arles Bouzid Sabeg, Hervé Schiavetti.
- Archives des Bouches-du-Rhône : Olivier Gorse, Emmanuelle Reibold.
- Service de l'inventaire : Brigitte Fournel, Laurent del Rosso.
- CAUE 13 : Thierry Duroiseau, Nicolas de Barbarin.
- CAUE 30 : Madame Llanta.
- ARO HLM PACA : Philippe Oliviero.
- UNICIL : Monique Jérôme, Monsieur Zocco, Monsieur Copello.
- DDTM 13 : Lysiane Bouvard-Dagois, Jean-Louis Livrozet.
- 13 Habitat : Olivier Caron, Marc Vallère.

Toutes les personnes ayant eu la gentillesse de nous recevoir, de nous ouvrir leurs établissements ou leurs maisons ainsi que leurs archives :

Monsieur et Madame Arnal, Monsieur et Madame Abram, Monsieur et Madame Bank, Monsieur et Madame Benkemoun, Christine Blanchet, Jean-Lucien Bonillo, Jacqueline Buffat, Jean Chauchard, Jérôme Delbès, Monsieur et Madame Gillot, Madame Gégère, Monsieur Grosso, Pierre Guesnot, Mario Fabre, Loïc Hardy, Monsieur Huby, Agnès Lhere, Jean-Bernard Memet, Monsieur Nicolas, Laurent Noet, Daniel Pinson, Benoît Pouvreau, Paul Quintrand, Françoise Sala, Monsieur et Madame Smith, Monsieur et Madame Tuloup, Georges Vaché, Eric Van Migom, Josette Van Migom, Philippe de Vivies.

Ainsi qu'Audrey Ferrer, Dominique Gérard, Viviane Hamon, Stéphane Jaen, Magali Tur.

---

<sup>11</sup> Pour les deux villes, les synthèses obéissent au même plan directeur, même si elles comportent certaines variantes de détail au niveau du contenu.



# INTRODUCTION



### **Arles au XXe siècle : transformations urbaines et expériences architecturales**

Arles est une ville qui connaît de profondes mutations au cours du XXe siècle : sa physionomie évolue considérablement, peut-être plus qu'à toute autre période de son histoire. Perceptible dès la première moitié du XXe siècle, cette mutation tend à s'accélérer au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Cela résulte de faits historiques, d'évolutions sociales et culturelles et de mutations économiques.

En l'espace de quelques décennies, l'agglomération s'étend au-delà de ses limites et, à plusieurs reprises, déborde les frontières géographiques (fleuve, canaux et infrastructures) qui, un temps, l'avaient contrainte. Ce développement sans précédent – l'agglomération double ou triple sa superficie – modifie irrémédiablement le paysage arlésien. Correspondant à un mouvement général d'urbanisation induit par les mutations sociales et économiques du monde occidental, il est amplifié par une conjoncture locale relativement favorable. A l'urbanisation des faubourgs qui enserrant la ville ancienne s'ajoute bientôt celle de nouveaux quartiers parfois relativement éloignés du centre historique. Arles apparaît ainsi comme un terrain d'observation privilégié des différentes formes urbaines qui caractérisent la ville du XXe siècle. D'autant plus qu'à l'émergence de nouveaux territoires s'ajoute un renouvellement partiel du tissu historique faisant suite aux destructions de la fin de la Seconde guerre mondiale et au jeu de recomposition urbaine qu'elles impliquent.

Les changements que l'on observe à l'échelle de la ville donnent lieu à une multitude d'expériences architecturales qui, elles aussi, viennent illustrer les principales tendances de l'histoire de l'architecture de la période récente. A l'historicisme de certains édifices construits au tournant des XIXe et XXe siècles, succèdent quelques « fantaisies » pittoresques ou formulées dans une élégance proche de l'Art nouveau. Pendant l'Entre-deux-guerres, l'aspiration à une certaine modernité donne lieu à toute une série de déclinaisons formelles se nourrissant tout autant de culture classique, du répertoire vernaculaire que des dernières tendances de la création contemporaine, notamment de l'Art déco. Après la Seconde Guerre mondiale, dans le contexte particulier de la Reconstruction, une certaine uniformité architecturale succède à cet éclectisme. La rigueur, et dans une certaine mesure la radicalité des constructions des années 1950, provoquent une réaction de la part des architectes de la génération suivante. Ainsi, au cours des deux décennies suivantes, toute une série de recherches innovantes intègrent les nouvelles données de la création architecturale : à la technicité, à la monumentalité ou au fonctionnalisme de certains bâtiments répond le caractère organique ou brutaliste d'autres, illustrant ainsi le dynamisme

d'une « école architecturale méridionale » mais aussi quelques tendances plus générales relevant de la postmodernité.

### La matrice du changement : la ville du XIXe siècle

Les mutations que l'on observe au XXe siècle prennent leurs sources dans le siècle précédent. Le XIXe siècle marque le basculement de la ville dans l'ère industrielle comme l'a analysé Paul Allard en constatant que « l'agroville de la première moitié du XIXe siècle laisse place à une cité ouvrière à la veille de la Première Guerre mondiale »<sup>12</sup>. Ce basculement est engendré par l'arrivée du chemin de fer à Arles, avènement qui projette la ville dans le présent, dans le siècle de l'industrie.

L'ère du transport ferroviaire commence par la mise en service de la ligne de Avignon-Marseille (1848), dont la concession est d'abord accordée à Paulin Talabot et à ses associés (Richard, Chaponnière, Rey de Foresta) avant d'être assumée par la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée (PLM) à partir de 1857. Elle se concrétise également par la construction, à partir de 1844, et par la mise en service progressive, à partir de 1848, des ateliers du PLM (1845-1856). Ces derniers ne tardent pas à devenir l'un des principaux employeurs de la ville<sup>13</sup>. Les nouvelles infrastructures ferroviaires modifient en profondeur l'économie arlésienne. En premier lieu parce que le transport par rail entraîne le déclin du port fluvial sur lequel reposait la richesse d'Arles depuis plusieurs siècles<sup>14</sup>. Ensuite parce que la mise en service des ateliers du PLM, avec celle du chantier naval de Barriol (1882), participe au développement d'une activité relevant de l'artisanat ou de la petite industrie. Au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, Arles s'affirme ainsi comme une petite ville ouvrière. Ce phénomène est accentué par le fait qu'une grande partie de la population agricole qui, jusqu'alors, résidait dans l'agglomération, quitte la ville pour s'établir en Camargue où sont entrepris d'importants travaux d'irrigation et de drainage des sols. Il faut également souligner que l'industrialisation se développe jusque dans le terroir avec l'industrie chimique à Salin-de-Giraud (usine de la Compagnie Alais, Frogès et Camargue, future Péchiney et usine Solvay) qui génère des cités ouvrières.

<sup>12</sup> ALLARD Paul, « Le temps des mutations », ROUQUETTE Jean-Maurice (dir.), *Arles, histoire, territoires et cultures*, Paris, Imprimerie nationale, 2008, p.839-p.885.

<sup>13</sup> Les effectifs des ateliers du PLM passent de 1 200 en 1872, à 1 800 en 1920 puis 1 000 en 1933. Les ateliers ferment définitivement le 31 décembre 1984. Concernant leur histoire, se reporter à : JOUGLAS M.-F., « Cent ans dans les ateliers d'Arles », *Revue générale des chemins de fer*, août 1956 ; GIL Michèle, REDARES Bruno, *Arles, les ateliers du chemin de fer*, Arles, 2000 ; GREGOIRE Coralie, « Les ateliers d'Arles, activité industrielle et ferroviaire (1848-1984) », *Industries en Provence*, n°9, avril 2002.

<sup>14</sup> En 1878, la création du port de Saint-Louis, à 41 kilomètres au sud de la ville, sonne définitivement son glas. En 1904, Port-Saint-Louis-du-Rhône deviendra une commune à part entière.

Différents mouvements démographiques – d'une part l'arrivée d'une main d'œuvre ouvrière en partie extérieure à la ville et, d'autre part, le départ d'une partie de la main d'œuvre agricole – expliquent que la population d'Arles augmente peu au XIXe siècle. Elle passe de 21 000 habitants en 1810 à 22 367 en 1851, puis à 26 267 en 1866, avant d'atteindre 31 000 habitants en 1910. Malgré cela, Arles est confirmée dans son statut de chef-lieu administratif en devenant une sous-préfecture des Bouches-du-Rhône.

Le XIXe siècle correspond également à l'affirmation d'Arles en tant que ville patrimoniale : la redécouverte de la ville antique et, dans une moindre mesure celle de la ville moderne, est l'une des principales préoccupations des érudits arlésiens<sup>15</sup>. Cet intérêt se manifeste par des publications<sup>16</sup> mais aussi par la création de la Commission archéologique arlésienne (1832) ou encore l'organisation de la XLIIIe session du Congrès archéologique de France (1876). D'abord, intellectuelle, cette redécouverte va bientôt se matérialiser par le dégagement de monuments romains<sup>17</sup> : théâtre (entre 1823 et 1883) ; amphithéâtre (en 1826 puis entre 1845 et 1857) ; thermes (fin du XIXe siècle).

Les mutations économiques, sociales et culturelles qu'expérimente Arles entraînent une évolution considérable de sa physionomie. De nouvelles infrastructures qui, pour la plupart, sont liées aux nouveaux modes de transport, marquent fortement le paysage : construction du canal d'Arles à Bouc (1834) ; construction d'un pont ferroviaire au nord de la ville (ligne Arles-Lunel, 1865) ; construction du pont de Trinquetaille (concours en 1842, inauguration en 1875) ; réalisation de la route nationale Avignon-Arles (1856, service des

<sup>15</sup> DURAND Isabelle, *La conservation des monuments antiques. Arles, Nîmes, Orange et Vienne au XIXe siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002 ; DURAND Isabelle, « La redécouverte du patrimoine antique à Arles au XIXe siècle : deux exemples (l'amphithéâtre et le théâtre) », *Provence historique*, LII, 2002, p.505-p.516 ; DURAND Isabelle, « La conservation du patrimoine monumental : la grande « affaire » du XIXe siècle », ROUQUETTE Jean-Maurice (dir.), *Arles, histoire, territoires et cultures*, Paris, Imprimerie nationale, 2008, p.909-p.919.

<sup>16</sup> Parmi ses publications, figurent celles de Pierre Véran (*Annales de la ville d'Arles ou Recherches pour servir à l'histoire de la ville*, 1790 ; *Recherches historiques faites dans les auteurs anciens et modernes pour servir à l'histoire de la ville d'Arles et de celle de Marseille*, 1805), de Jean-Didier Véran (*Notes archéologiques sur Arles dont les fouilles du théâtre antique avec plans*, 1823 ; *Mélanges archéologiques*, s.d.), de Jean-François Noble-Lalauzière (*Abrégé chronologique de l'histoire d'Arles*, 1808), d'Emile Garcin (*Dictionnaire historique et topographique de la Provence ancienne et moderne*, 1835), d'Honoré Clair (*Monuments d'Arles antique et moderne*, 1837) ou encore de Jean-Julien Estrangin (*Etudes archéologiques, historiques et statistiques sur Arles*, 1838).

<sup>17</sup> Les travaux de fouilles et de dégagement sont successivement dirigés par :

- Michel-Henri Penchaud (1772-1833), architecte cumulant les fonctions d'architecte de la ville de Marseille (1803-1807 puis 1812-1833), d'architecte en chef du département (1808-1833) et de « conservateur des monuments antiques » (à partir de 1808) ;
  - Charles-Auguste Questel (1807-1888), membre de la Commission des Monuments historiques de 1848 à 1879, inspecteur général des Monuments historiques à partir de 1862 ;
  - Henri Révoil (1822-1900), architecte des Monuments historiques de 1849 à 1900 ;
  - Camille Formigé (1845-1926), architecte des Monuments historiques de 1871 à 1916 ;
  - Jules Formigé (1879-1960), architecte des Monuments historiques de 1920 à 1948.
- Ces travaux sont souvent réalisés par des praticiens locaux parmi lesquels figurent :
- Jean-Baptiste Nalis (1791-1834), architecte-géomètre de la ville jusqu'en 1834 ;
  - Guillaume Véran (1803-1885), architecte entré en 1820 au service du cadastre, il est nommé architecte de la ville d'Arles en 1834 puis, en 1845, inspecteur des travaux des Monuments historiques.
  - Auguste Véran (1839-1927), architecte de la ville et inspecteur travaux des Monuments historiques de 1862 à 1920 ;
  - Léon Véran (1869-1946), architecte ordinaire des Monuments historiques de 1920 à 1937 (ses attributions concernent d'abord l'ensemble du département à l'exception d'Arles puis, en 1928, elles sont étendues à la ville).

Ponts et Chaussées) ; aménagement de digues le long du Rhône pour se protéger contre les crues (1861-1862, service des Ponts et Chaussées)<sup>18</sup>. Les édiles s'emploient également à améliorer les réseaux de la ville tant en termes d'alimentation en eau potable (l'eau du Rhône est pompée à partir de 1850) qu'en termes d'éclairage public (en 1849, le gaz se substitue à l'huile, même si l'éclairage au gaz ne devient permanent qu'en 1881). Au-delà de cet effort d'équipement et de modernisation, Arles participe, à son échelle, au mouvement général d'urbanisation qui caractérise de XIXe siècle français. Cela se traduit d'abord par l'élaboration des premiers documents d'urbanisme<sup>19</sup>, puis se concrétise par la conduite de travaux d'aménagement et d'embellissement urbains.

Même si l'évolution urbaine extra-muros reste très limitée (Mouleyrès, Chabourlet, Trébon), Arles commence à déborder de son périmètre historique, en témoigne la démolition des remparts qui s'accélère à partir du milieu du XIXe siècle<sup>20</sup>. Simultanément, plusieurs interventions modifient en profondeur la trame urbaine. Certaines interventions répondent à des impératifs d'ordre fonctionnel comme le percement de la rue du Vauxhall (1857-1870, actuelle rue Jean Jaurès) et de la rue Gambetta (1883-1902)<sup>21</sup>. D'autres opérations ont pour vocation de mettre en valeur les monuments antiques récemment dégagés : construction du grand mur de soutènement circulaire autour de l'amphithéâtre (1847) ; prolongement de la rue de la Calade (1898) ; aménagement d'un jardin public au sud du théâtre antique (1840, futur jardin d'été) ; restauration et mise en valeur de l'Obélisque de la place de la République par la construction d'une fontaine (1866, arch. : Henri Révoil). Enfin, certaines initiatives témoignent de la volonté d'embellir la ville. Quelques-unes restent à l'état de projets comme l'aménagement de jardins publics à proximité de la porte Cavalerie (1865, 1870). D'autres ne sont réalisées que très partiellement comme la place destinée à mettre en valeur l'église de la Major (1876, arch. : Auguste Vèran). Enfin, certaines sont menées à leur terme, marquant la naissance de la ville d'agrément : érection de la fontaine Amédée Pichot (1886-1887, arch. : Joseph Flandrin, mosaïque : Paul Balze, sculpt. : Auguste-Nicolas Cain) ;

<sup>18</sup> Le système de gestion des digues qui fut mis en place après la grande inondation de 1856 a prévalu pendant près d'un siècle.

<sup>19</sup> Le plan d'alignement établi par le géomètre Tranquille Frézel (1766-1831) en 1810-1811 à la demande du maire Joseph Louis Marie de Grille (maire de 1808 à 1813) constitue le premier document d'urbanisme de la ville contemporaine. Expertisé par l'architecte du département, Michel-Robert Penchaud, puis soumis à l'examen du conseil municipal en février 1812 et révisé en novembre 1816, ce plan est approuvé par ordonnance royale en mai 1822. Bien que révisé à plusieurs reprises, notamment en 1845-1846, le plan sert de document de référence pendant une bonne partie du XIXe siècle. Voir THAON Bernard, « L'urbanisme arlésien : des ordres urbains discrets », ROUQUETTE Jean-Maurice (dir.), *Arles, histoire, territoires et cultures*, Paris, Imprimerie nationale, 2008, p.921-p.938.

<sup>20</sup> En plus de certaines portions de rempart, plusieurs portes de la ville sont détruites : de la porte Cavalerie, dont la démolition qui avait été décidée en 1866 devient effective en 1877, il ne reste bientôt que deux tours latérales ; la porte du Marché-Neuf, dont la cohérence avait déjà été largement entamée en 1839, est définitivement mise à bas en 1876.

<sup>21</sup> CREISSEN Claire-Lise, « Une entreprise urbaine au XIXe siècle : le percement de la rue Gambetta », BAUDAT Michel (dir.), *Espace et urbanisme d'Arles des origines à nos jours*, actes du colloque du Groupe archéologique arlésien, 28 novembre 1998, Arles, 2000, p.93-p.109.

aménagement de la promenade des Lices (à partir de 1840) ; aménagement du jardin d'été (1863-1864, arch. : Auguste Vérant).

Comme dans beaucoup d'autres villes au cours du XIXe siècle, l'effort d'embellissement urbain arlésien se conjugue avec une politique de « rattrapage » monumental qui se traduit par la construction d'une série d'édifices publics : théâtre municipal (1839-1840, arch. : Bourdon) ; abattoirs municipaux (1846-1850, arch. : Guillaume Vérant) ; gare (1848) ; caserne d'infanterie Calvin (1853-1856, arch. : Guillaume Vérant) ; maison du garde du site des Alyscamps (1860, arch. : Auguste Vérant) ; usine hydraulique (1863-1867, arch. : Auguste Vérant) ; caserne de gendarmerie (1870, arch. : Auguste Vérant) ; Hôtel des Postes (1898-1900, arch. : Auguste et Léon Vérant)<sup>22</sup>. Quelques nouvelles églises viennent compléter ce corpus déjà conséquent : église Saint-Vincent-de-Paul (1857, arch. : Auguste Vérant) ; église Saint-Pierre-de-Trinquetaille (achevée en 1861-1862 par Auguste Vérant selon un projet dressé par son père en 1841) ; église du Bon Pasteur (1899, arch. : Auguste Vérant).

A la fin du XIXe siècle, Arles est donc un petit centre urbain, conscient de sa richesse patrimoniale, mais également prêt à basculer dans la modernité. Le XXe siècle l'y précipitera.

---

<sup>22</sup> Répertoire Arles agglomération, p.91-p.94 ; Dossier monographique n°1.



# PARTIE 1

## UNE VILLE PROJETEE DANS LA MODERNITE



## I. L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE

L'évolution démographique de la ville au cours du XXe siècle a été en partie analysée<sup>23</sup>. Elle peut être retracée au moyen de différents types de sources : documents administratifs, documents d'urbanismes, enquêtes statistiques, guides touristiques. Ces sources sont parfois contradictoires, comme n'est souvent le cas dans le domaine des données statistiques. Elles permettent toutefois de retracer les grandes tendances de l'évolution démographique d'Arles depuis le milieu du XIXe siècle :

Année	Population
1859	24 816 habitants <sup>24</sup>
1879	26 367 habitants <sup>25</sup>
1882	Population agglomérée : 16 000 habitants <sup>26</sup>
1899	24 567 habitants <sup>27</sup>
1911	31 010 habitants <sup>28</sup>
1921	31 014 habitants <sup>29</sup>
1931	32 485 habitants dont 18 533 habitants résidants dans l'agglomération <sup>30</sup>
1936	29 165 habitants dont 17 940 habitants résidants dans l'agglomération <sup>31</sup>
1941	Population évaluée à plus de 35 000 habitants dont 30 % environ vivent en dehors de l'agglomération <sup>32</sup>
1945 et/ou 1946	35 017 habitants dont 30 138 habitants résidants dans l'agglomération <sup>33</sup>
1954	37 443 habitants <sup>34</sup>
1962	41 932 habitants ou 41 961 habitants ou 42 353 habitants <sup>35</sup>
1968	45 774 habitants <sup>36</sup> ou 46 136 habitants <sup>37</sup>
1975	50 059 habitants <sup>38</sup> ou 50 335 habitants <sup>39</sup>
1982	50 500 habitants <sup>40</sup>

<sup>23</sup> CASTELLANI Eric, « Du début du XXe siècle à la Seconde Guerre mondiale : des dynamiques fluctuantes », ROUQUETTE Jean-Maurice (dir.), *Arles, histoire, territoires et cultures*, Paris, Imprimerie nationale, 2008, p.945-p.964 ; COURTET France, « Le développement urbain et démographique de la ville d'Arles de la fin de la guerre à nous jours », ROUQUETTE Jean-Maurice (dir.), *Arles, histoire, territoires et cultures*, Paris, Imprimerie nationale, 2008, p.993-p.1020.

<sup>24</sup> DIRECTION GENERALES DES POSTES, *Dictionnaire des Postes*, Noyon, 1859.

<sup>25</sup> VERNE Jules, *Géographie illustrée de la France*, 1879.

<sup>26</sup> Cadastre de 1882, cité par BENOIT Fernand, « Arles », MASSON Paul (dir.), *Les Bouches-du-Rhône. Encyclopédie départementale. Troisième partie : le sol et ses habitants. Tome XIV : monographie communales Marseille, Aix, Arles*, Paris/Marseille, Librairie honoré Champion/Archives départementales des Bouches-du-Rhône, 1935.

<sup>27</sup> JOANNE Adolphe, *Dictionnaire des communes du département des Bouches-du-Rhône*, 1899.

<sup>28</sup> CASTELLANI Eric, art. cit., p.946.

<sup>29</sup> CASTELLANI Eric, art. cit., p.946.

<sup>30</sup> BENOIT Fernand, « Arles », MASSON Paul (dir.), *Les Bouches-du-Rhône. Encyclopédie départementale. Troisième partie : le sol et ses habitants. Tome XIV : monographie communales Marseille, Aix, Arles*, Paris/Marseille, Librairie honoré Champion/Archives départementales des Bouches-du-Rhône, 1935, p.583.

<sup>31</sup> AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 70, *Notice concernant la commune d'Arles* ; AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 65, *Mouvement démographique de la commune d'Arles 1960-1965*.

<sup>32</sup> VAGO Pierre, *Projet d'Aménagement et de Reconstruction, Rapport et conclusions de l'enquête documentaire*, 1947.

<sup>33</sup> AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 70, *Notice concernant la commune d'Arles* ; AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 65, *Mouvement démographique de la commune d'Arles 1960-1965*.

<sup>34</sup> AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 65, *Mouvement démographique de la commune d'Arles 1960-1965* ; COURTET France, art. cit., p.993.

<sup>35</sup> Les données concernant l'année 1962 varient selon les sources : 41 932 habitants (INSEE, Recensement de la population) ; 41 961 habitants (COURTET France, art. cit., p.993) ; 42 353 habitants (AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 65, *Mouvement démographique de la commune d'Arles 1960-1965*).

<sup>36</sup> INSEE, Recensement de la population.

<sup>37</sup> COURTET France, art. cit., p.993.

<sup>38</sup> INSEE, Recensement de la population.

<sup>39</sup> COURTET France, art. cit., p.993.

<sup>40</sup> INSEE, Recensement de la population.

Pour la période qui nous intéresse, deux phénomènes méritent d'être soulignés. Le premier est l'inversion, dans les années 1930, du rapport entre population rurale (résidant sur le territoire communal hors agglomération) et population urbaine (résidant dans l'agglomération) : en 1936, à Arles, le chiffre de la population urbaine dépasse celui de la population rurale, suivant de près l'évolution générale de la population française<sup>41</sup>. Le second est la très forte augmentation de la population au cours des trois décennies qui suivent la fin de la Seconde Guerre mondiale : en l'espace de trente ans, entre 1945 et 1982, la population arlésienne passe de 35 000 habitants à 50 000 habitants.

Au cours du XXe siècle, exode rural et croissance démographique vont donc se conjuguer. Elles constituent la matrice d'une extension et d'une évolution urbaines sans précédent.

## II. LE TISSU ECONOMIQUE<sup>42</sup>

L'industrialisation d'Arles, amorcée pendant la seconde moitié du XIXe siècle, se confirme au cours de la première moitié du XXe siècle. Elle s'appuie sur plusieurs secteurs d'activité : le chemin de fer (ateliers du PLM ; Régie départementale des chemins de fer et tramways électriques des Bouches-du-Rhône<sup>43</sup> ; Compagnie des chemins de fer de Camargue<sup>44</sup>) ; les chantiers navals (chantiers de Barriol fondés en 1882 ; chantiers maritimes du Rhône créés en 1919) ; l'exploitation du sel et les industries chimiques qui y sont liées (usine de la Compagnie Alais, Frogès et Camargue, future Pechiney installée à la fin du XIXe siècle ; usine Solvay qui s'installe à Salin-de-Giraud en 1896) ; la mécanique et les industries agricoles (usine de production de phosphate de Schoesing Frères et Compagnie créée en 1911 ; la construction métallique (Constructions métalliques de Provence créées en 1924) ; la fabrication du papier (papeterie Etienne ouverte en 1911).

A l'exception des industries chimiques qui se développent à Salin-de-Giraud, la plupart de ces activités industrielles sont implantées dans les faubourgs : les Alyscamps (ateliers du PLM) ; Trinquetaille (usine Schoesing Frères et Compagnie, papeterie Etienne, Constructions Métalliques de Provence) ; Barriol (chantiers navals). Elles sont à l'origine de leurs développements.

---

<sup>41</sup> Ce phénomène est observable, à l'échelle nationale, à partir de 1931.

<sup>42</sup> Cette évolution de l'économie arlésienne au XXe siècle s'appuie sur les travaux d'Eric Castellani et de France Courtet sur le sujet : CASTELLANI Eric, « Du début du XXe siècle à la Seconde Guerre mondiale : des dynamiques fluctuantes », ROUQUETTE Jean-Maurice (dir.), *Arles, histoire, territoires et cultures*, Paris, Imprimerie nationale, 2008, p.945-p.964 ; COURTET France, « Le développement urbain et démographique de la ville d'Arles de la fin de la guerre à nos jours », ROUQUETTE Jean-Maurice (dir.), *Arles, histoire, territoires et cultures*, Paris, Imprimerie nationale, 2008, p.993-p.1020.

<sup>43</sup> Fondée en 1873, la Régie départementale des chemins de fer et tramways électriques des Bouches-du-Rhône emploie 200 personnes dans son atelier arlésien en 1912.

<sup>44</sup> Créée en 1889, la Compagnie des chemins de fer de Camargue emploie 195 personnes en 1919.

A la prospérité des années 1900-1920 succède la crise économique des années 1930. L'économie arlésienne est touchée par la mauvaise conjoncture nationale et internationale, même si certaines entreprises (chantiers navals, entreprises mécaniques, papeteries Etienne) résistent mieux que d'autres. Eric Castellani décrit l'Arles de la fin des années 1930 non comme « une ville-usine » mais comme « une ville moyenne et rurale qui s'est engagée dans des expériences industrielles dont certaines se sont révélées des réussites »<sup>45</sup>.

Une autre page de l'histoire de l'économie arlésienne s'ouvre au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. A l'image du pays, Arles voit son activité agricole décliner (le nombre d'ouvriers agricoles passe de 5 565 en 1946 à 3 437 en 1962), son activité industrielle stagner (elle occupe environ un tiers de actifs) et son activité tertiaire se développer. Pendant les Trente Glorieuses, Arles conforte sa vocation de ville culturelle et patrimoniale, confirme son assise administrative et développe sa fonction commerciale.

### III. LA NAISSANCE DE LA VILLE CONTEMPORAINE

#### 1. Un siècle d'extension urbaine

La principale caractéristique d'Arles réside dans le territoire très étendu de la commune (75 000 hectares). Arles possède une structure urbaine éclatée composée d'une agglomération et de hameaux éparpillés sur le territoire communal. Ces derniers témoignent du poids du secteur rural dans l'économie locale ainsi que d'une industrialisation réalisée au plus près des ressources naturelles à exploiter (les salins). En 2004, Arles compte 52 000 habitants, dont 36 000 sont recensés dans l'agglomération, soit 70 %. Ce taux était de 54 %<sup>46</sup> en 1911 et de 57 %<sup>47</sup> à la Libération. La zone agglomérée est donc celle qui accueille l'essentiel de la croissance démographique de la seconde moitié du XXe siècle.

Pour autant, parmi les différents hameaux qui maillent le territoire arlésien certains ont été institués en véritables noyaux villageois au cours du XXe siècle. Ils ont connu à ce titre une politique d'équipement public (école, mairies annexes, bureaux de Poste, équipements sportifs, etc.) systématique. Leur développement reflète cependant des rythmes de croissance différents, illustrés dans le tableau qui suit.

---

<sup>45</sup> CASTELLANI Eric, « Du début du XXe siècle à la Seconde Guerre mondiale : des dynamiques fluctuantes », ROUQUETTE Jean-Maurice (dir.), *Arles, histoire, territoires et cultures*, Paris, Imprimerie nationale, 2008, p.964.

<sup>46</sup> NOÏQUE J.-A., *L'industrie arlésienne entre les deux guerres mondiales*, Mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Provence, 1991.

<sup>47</sup> ROUSSET-COURTET France, *Le développement urbain d'Arles de 1945 à nos jours*, Thèse de doctorat de 3<sup>ème</sup> cycle, Université de Provence, 1966.

<b>Croissance faible au cours du XXe siècle</b> Évolution du secteur agricole	Albaron, Gageron, Gimeaux, Le Paty, Le Sambuc, Saliers
<b>Croissance planifiée : 1<sup>ère</sup> moitié du XXe siècle</b> Industrialisation	Salin-de-Giraud
<b>Croissance régulière au cours du XXe siècle</b> Agriculture / attractivité résidentielle	Mas-Thibert
<b>Croissance forte 2<sup>ème</sup> moitié du XXe siècle</b> Attractivité résidentielle	Moulès, Raphèle, Pont-de-Crau* (*inclus dans l'agglomération)

Dans sa forme actuelle, l'agglomération est marquée par la forte présence de la ville ancienne, mais aussi par l'importance spatiale prise par l'extension des faubourgs au cours du XXe siècle. Cependant, celle-ci reste encore contrainte par le Rhône, qui reste pourvoyeur de richesses (terres fertiles, transports des marchandises) mais aussi de risques (inondations) ; le réseau de canaux et de roubines, mis en place afin développer l'activité agricole ; le réseau ferré, dont certaines lignes sont aujourd'hui désaffectées ; la voie rapide entre Saint-Martin-de-Crau et Nîmes (1970).

Le tissu urbain arlésien évolue considérablement au cours du XXe siècle. La première moitié du siècle est marquée par le développement des faubourgs où se constitue un réseau pavillonnaire. Les Alyscamps, Chabourlet, Mouleyrès, Monplaisir, Trinquetaille s'imposent comme de nouveaux quartiers résidentiels. Leur développement repose sur une logique d'offre foncière, passant par le morcellement de grandes propriétés, et non sur une quelconque planification urbaine<sup>48</sup>. A l'échelle de la ville, cela se traduit par l'apparition d'une tache urbaine discontinue à la périphérie du centre ancien.

La Seconde Guerre mondiale laisse une ville meurtrie. Les bombardements aériens alliés de l'été 1944, qui accompagnent les combats pour la Libération de la Provence, visent principalement les voies de communication et les infrastructures de transport. Par conséquent, le secteur de Cavalerie, situé au nord de la ville ancienne, et le faubourg Trinquetaille sont particulièrement touchés. Le centre ancien, notamment les abords de l'amphithéâtre, enregistrent des destructions plus ponctuelles. À la Libération, Cavalerie et Trinquetaille font l'objet d'opérations de reconstruction de grande envergure. S'y ajoutent des

<sup>48</sup> Il n'existe pas, semble-t-il, de document d'urbanisme pour la première moitié du XXe siècle, même s'il est fait mention dans les archives d'une étude commencée pendant les années 1920 et entrant dans le cadre des lois Cornudet de 1919 et 1924 instituant les Plans d'aménagement, d'extension et d'embellissement des villes dans les communes de plus de 10 000 habitants.

opérations plus ponctuelles dans le centre ancien ainsi que dans des zones de compensation (Chabourlet, Le Trébon-Monplaisir).

Le dernier demi-siècle voit une expansion généralisée de la ville. Les faubourgs ceinturant la ville ancienne – dont le développement s'était amorcé avant la Seconde Guerre mondiale – s'étendent et se densifient. Compte tenu de l'offre foncière, les activités économiques se concentrent essentiellement au nord, dans le quartier du Trébon-Monplaisir. Cela entraîne une extension résidentielle dans cette direction. Pendant les années 1950, Arles se développe également vers le sud-ouest (Chabourlet) et vers le sud-est (Alyscamps-Bigot). Le faubourg de Trinquetaille poursuit son urbanisation au nord-ouest. Les décennies suivantes marquent un étirement de la ville vers l'est (Griffeuille) et le sud (Barriol, Fourchon), à la faveur d'importantes opérations de planification urbaine : Zone Industrielle (ZI) et Zone à Urbaniser en Priorité (ZUP) de Barriol ; zone commerciale de Fourchon ; ZUP de Griffeuille.

Vers 1980, la ville se heurte à des limites physiques : à l'est, elle bute sur le canal du Vigueirat ; au nord et au nord-ouest, elle atteint les limites communales ; au nord de Trinquetaille, elle est limitée par l'ancienne ligne de chemin de fer. Arles est désormais contrainte par ses frontières administratives, géographiques et topographiques. Toutefois, les derniers mouvements, après 1980, montrent un développement en îles, comme à Pont-de-Crau ou à Gimeaux.

## **2. Les réseaux : équiper et moderniser la ville**

Au regard de cette formidable croissance urbaine, les édiles arlésiens n'ont eu de cesse d'équiper et de moderniser la ville, en la dotant de réseaux performants au niveau de l'alimentation en eau potable, de l'éclairage public ou encore de l'assainissement.

### *a. L'alimentation en eau potable*

Depuis le milieu du XIXe siècle, l'alimentation en eau potable était assurée par le pompage de l'eau du Rhône au moyen d'une machine à vapeur. Elle était ensuite stockée dans des réservoirs construits dans la partie haute de la ville, puis distribuée. Entre 1863 et 1867, une nouvelle usine hydraulique avait été construite par Auguste Véran, rue du docteur Fanton.

En 1903, un nouveau dispositif de pompage et de traitement de l'eau est mis en service. Installé à proximité de la Porte Cavalerie, il est doté de bassins de décantation

(procédé Puec-Chabal) qui permettent de fournir une eau de meilleure qualité. En 1938, la rénovation et l'exploitation de l'ensemble des installations (dégrossisseurs, pré-filtres et filtres) sont confiées, après concours, à la Compagnie des eaux et de l'ozone. L'usine est alors remaniée pour recevoir le matériel de stérilisation par l'ozone (mis en service en avril 1940). Pendant les hostilités, la station fonctionne de manière satisfaisante jusqu'au 25 juin 1944, date du premier bombardement aérien allié. Les suivants (17 juillet et 6 août 1944) la détruisent presque complètement (quatre-vingt-huit points d'impact de bombes de gros calibres sont recensés dans l'enceinte de la station). Les bassins de décantation étant réparables, des ouvrages provisoires sont établis rapidement. Bien que précaires, ils permettent de fournir à la population arlésienne une eau filtrée, mais stérilisée par javellisation.

Au lendemain du conflit, l'édification d'une nouvelle usine des eaux (1951-1952, détruite, arch. : Pierre Vago) figure parmi les opérations de reconstruction prioritaires<sup>49</sup>. Fournir une eau potable de bonne qualité à la population vivant dans les hameaux fait également partie des préoccupations de la municipalité. Cette dernière lance d'importants travaux d'adduction – utilisant l'eau fournie par la nouvelle usine des eaux – vers les hameaux qui sont géographiquement proches de l'agglomération, à savoir Pont-de-Crau, Mas-Thibert et Raphèle. Elle améliore également les réseaux existants dans les quartiers de Vittier, de Gabelle et de Gallègues. Enfin, elle met en service des installations de décantation, filtration et stérilisation des eaux du Rhône dans quatre hameaux de Camargue.

#### *b. L'éclairage public*

L'éclairage au gaz, qui vient progressivement se substituer à l'éclairage à l'huile à partir de 1849, ne devient permanent dans l'agglomération arlésienne qu'en 1881. En 1905, l'électricité commence le remplacer. Elle ne lui succède définitivement qu'en 1920, grâce à la mise en service de la centrale électrique de Pont-de-Crau. S'ensuit la construction de différents « postes électriques » dans la ville, dont celui de Trinquetaille en 1929.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'éclairage public urbain est modernisé dans le centre-ville et ses abords (boulevards des Lices et Emile Combes) ainsi que dans les quartiers nord de l'agglomération (avenue de Stalingrad et route de la Crau). Mais l'essentiel des efforts porte sur l'électrification du territoire rural de la commune : on assiste à la construction de soixante-quatorze postes de transformation, de 46 kilomètres de

<sup>49</sup> L'usine des eaux (1951-1952, arch. : Pierre Vago) est documentée par les dossiers d'archives dont les références suivent : AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 72 ; CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Vago, 064 lfa 230/5, 064 lfa 283/5.

ligne haute-tension, de 174 kilomètres de lignes basse-tension. L'éclairage public électrique fonctionne dans les hameaux du Paty et de Gimeaux à partir du début des années 1950<sup>50</sup>.

### *c. Le tout-à-l'égout et les réseaux d'assainissement*

La partie agglomérée de la ville ainsi que ses faubourgs proches sont équipés du tout-à-l'égout entre 1930 et 1933<sup>51</sup>. Ce réseau d'assainissement fait l'objet de travaux de réfection au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (par exemple au niveau des rues Frédéric Chevillon, Marcel Sembat, Pierre Saxy). Il faut attendre les années 1950 pour qu'il soit étendu aux quartiers plus excentrés (Gabelle, Grand Gallègues, hameau de Pont-de-Crau, parties méridionales des quartiers des Alyscamps et de Monplaisir) et à certains hameaux (Le Sambuc, Mas-Thibert<sup>52</sup>).

## **3. Aménagements et embellissements urbains**

Si les Arlésiens prennent conscience de la richesse patrimoniale de leur ville au XIXe siècle, Arles ne devient une ville d'agrément qu'au siècle suivant : délaissant peu à peu ses activités agricoles, artisanales et industrielles, elle s'ouvre au tourisme, notamment culturel. Arles demande le label de station touristique en 1922 et l'obtient en 1929. Dès lors, sa vocation touristique n'a cessé de se renforcer. Dans le paysage urbain, cela se traduit par :

- la structuration et la monumentalisation de l'espace public par la statuaire et les monuments commémoratifs ;
- les travaux d'embellissement et l'apparition de nouveaux espaces d'agrément ;

### *a. Structuration et monumentalisation de l'espace public par la statuaire et les monuments commémoratifs*

Riche d'un patrimoine monumental pluriséculaire, Arles a peu cédé à la vogue de structuration et de monumentalisation des espaces publics par la statuaire et les monuments commémoratifs, tout au moins comparativement à d'autres villes françaises. Au XIXe siècle, l'eau a toutefois été célébrée dans la ville par la construction de fontaines : fontaine de la place de la République (alors place Royale, 1866-1867, arch. : Henri Révoil) ; fontaine Amédée Pichot (1886-1887 ; arch. : Joseph Flandrin sculpt. : Paul Balze). Sculpture et eau sont également associées au travers de la Niobé (1897, sculpt. : Hippolyte Lefebvre) du

<sup>50</sup> PRIVAT Charles, *Construction et reconstruction en Arles. Bilan de 10 années*, s.d. circa 1950-1955, AM ARLES, Dossier Reconstruction, document non coté.

<sup>51</sup> BENOIT Fernand, « Arles », MASSON Paul (dir.), *Les Bouches-du-Rhône. Encyclopédie départementale. Troisième partie : le sol et ses habitants. Tome XIV : monographie communales Marseille, Aix, Arles*, Paris/Marseille, Librairie Honoré Champion/Archives départementales des Bouches-du-Rhône, 1935.

<sup>52</sup> PRIVAT Charles, *Construction et reconstruction en Arles. Bilan de 10 années*, s.d. circa 1950-1955, AM ARLES, Dossier Reconstruction, document non coté.

jardin d'été qui est présentée au centre d'un bassin. Au XXe siècle, le temps est désormais à la célébration des grands hommes. Cela se traduit par l'édification de monuments commémoratifs qui, à Arles comme dans la plupart des communes françaises, sont placés en des points névralgiques du centre-ville, contribuant ainsi à structurer et à donner du sens à l'espace urbain.

#### - La constitution d'un panthéon des grands hommes

Dans l'agglomération arlésienne, l'acte fondateur en la matière est la construction du monument à Frédéric Mistral sur la place du Forum<sup>53</sup>. Inauguré le 30 mai 1909 en présence du poète, il a été réalisé grâce à une souscription publique lancée par un Comité présidé par Jules Charles-Roux (1841-1914). La statue en bronze représentant Frédéric Mistral en pied est une œuvre du sculpteur toulousain Théodore Rivière (1857-1912). Mistral est debout, en veston, coiffé d'un chapeau félibréen. Il s'avance, le visage tourné vers la droite, son pardessus sur le bras gauche. Cette statue, dont le modèle avait été exposé à Paris, au Salon, est placée sur un socle en pierre sur lequel est apposé un médaillon représentant *Mireille*, réalisé par le sculpteur Claude-André Férigoule (1863-1946). Dessous est gravé le premier vers du poème de Mistral (*canto une chato de Prouvençau : je chante une jeune fille de Provence*). La statue de Mistral a été déboulonnée le 26 mars 1942, endommagée en 1945, puis refondue au sortir de la Seconde Guerre mondiale grâce à une souscription publique. Près de quarante ans après sa construction, le monument est donc inauguré une seconde fois le 3 juillet 1948.

Frédéric Mistral n'est pas la seule figure locale à être célébrée dans l'espace public arlésien. Un monument en l'honneur du docteur Upar<sup>54</sup> (s.d. circa 1915-1927, arch. : Auguste et Léon Véran, sculpt. : Bouvas) trouve ainsi naturellement sa place dans le jardin d'été. Un autre est édifié en 1963 sur la place de la Major en l'honneur des poètes Jouse d'Arbaud et marquis de Baroncelli-Jaron (1963, arch. : Van Migom-Pélissier). Il est constitué d'une colonne rudentée dressée sur un piédestal dont les quatre faces présentent des inscriptions<sup>55</sup>. Les mêmes architectes participent à la création de la stèle érigée dans le jardin d'été, en 1969, en l'honneur de Vincent Van Gogh (1969, arch. : Jacques Van Migom, sculpt. : William Earl Singer). Ces monuments, essaimés dans le centre-ville, constituent un panthéon des grands hommes ayant contribué à la construction de l'identité de la cité.

<sup>53</sup> Répertoire Arles agglomération, p.111-p.114.

<sup>54</sup> Le docteur Upar est un médecin philanthrope ayant, entre autres, soigné Vincent Van Gogh (1853-1890).

<sup>55</sup> Dédicace du monument ; texte de Baroncelli-Jaron ; signature des architectes Jacques Van Migom et Jean Pélissier ; texte de Jouse d'Arbaud.

A ce corpus s'ajoutent quelques œuvres de sculpteurs locaux, notamment celles de Gaston de Luppé (1872-1939), arlésien d'adoption qui signe par exemple l'allégorie de la *Victoire* du monument aux morts du boulevard des Lices (1924, arch. : J.-A. Gibert, sculpt. : Gaston de Luppé)<sup>56</sup>. En 1950, suite à un don de sa fille, plusieurs œuvres de Gaston de Luppé – dont un *Hercule Farnèse* et deux figures masculines – sont installées dans le jardin d'hiver<sup>57</sup> (elles se trouvaient récemment encore dans le jardin d'été où il semble qu'elles aient été transférées vers 1976, après la destruction du jardin d'hiver). Paradoxalement, l'œuvre constituant le témoignage le plus prégnant de la constitution d'une identité collective au travers d'œuvres sculptées est apposée sur une façade privée – celle de l'hôtel Jules César<sup>58</sup> aménagé par Etienne Bentz à la fin des années 1920 – mais visible par tous depuis le boulevard des Lices. Elle évoque la prestigieuse histoire de la cité puisqu'il s'agit d'un bas-relief d'assez grandes dimensions, représentant Jules César en buste.

#### - Monuments aux morts et structuration de l'espace public

Au lendemain des deux conflits mondiaux, à la célébration des grands hommes se substitue celle des soldats morts au combat. Dans l'agglomération arlésienne, plusieurs monuments aux morts sont ainsi successivement élevés sur le pourtour de la ville ancienne à partir des années 1920. Le premier est le monument aux morts du boulevard des Lices (1924, arch. : J.-A. Gibert, sculpt. : Gaston de Luppé)<sup>59</sup>, qui est érigé en 1924 selon le projet établi par le sculpteur Gaston de Luppé et par l'artiste-peintre J.-A. Gibert qui, dans ce projet fait œuvre d'architecte. Le monument possède un socle en béton, paré de pierre locale, portant les dédicaces. Il sert de piédestal à une allégorie de la *Victoire* sculptée par Gaston de Luppé. D'autres sont érigés dans l'enceinte du cimetière : l'un, érigé en l'honneur de régiments des soldats d'Afrique du Nord morts pendant la Première Guerre mondiale, met en scène un zouave (1897, sculpt. : Claude-André Férigoule) ; l'autre, en offert à la ville d'Arles par le protectorat du Maroc en l'honneur des soldats marocains morts pour la France, prend la forme d'un petit édifice orientalisant ; le dernier – une colonne tronquée sur un piédestal – a été érigé en l'honneur des soixante-seize victimes de l'explosion de la poudrerie de Beaussencq le 3 juin 1918. Enfin, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, un monument aux morts de la Résistance (1950, arch. : Jacques Van Migom, sculpt. : J. Ballanche)<sup>60</sup>, érigé en 1950, le long de boulevard Émile Combes, sous les rochers, face à l'entrée du cimetière d'Arles. Réalisé à l'initiative d'un comité présidé par le maire de la ville, Charles Privat, ce monument est constitué d'un socle aux lignes très pures, dessiné par Jacques Van Migom,

<sup>56</sup> Répertoire Arles agglomération, p.253-p.256.

<sup>57</sup> AM ARLES, M 70.

<sup>58</sup> Répertoire Arles agglomération, p.217-p.220.

<sup>59</sup> Répertoire Arles agglomération, p.253-p.256.

<sup>60</sup> Répertoire Arles agglomération, p.73-p.76.

sur lequel repose un bas-relief symbolisant la *Résistance*, dû à J. Ballanche. Ce relief prend la forme d'un bloc de pierre brut vertical d'où émergent trois énigmatiques silhouettes masculines : le premier personnage, hiératique et stylisé, est représenté debout ; il soutient un camarade blessé tandis qu'à leurs pieds git un résistant mort au combat. Dans le cas arlésien, ces deux monuments aux morts contribuent à doter les axes qui enserrant le centre historique – axes qui, dans la ville contemporaine, se substituent au tracé des anciens remparts – de l'appareil monumental qui leur faisait jusque-là défaut.

D'autres monuments aux morts sont également construits hors de l'agglomération, notamment dans les hameaux où, élevés sur les places ou aux carrefours des principales artères de circulation, ils participent de manière décisive à la structuration de l'espace public. Le premier à être construit est celui de Moulès (1920, arch. : R. Morand)<sup>61</sup>. Réalisé par l'architecte R. Morand en pierre de taille demi-dure (carrières de Montpaon), il adopte une typologie courante : au-dessus d'un piédestal où sont gravés les noms des hommes tombés au champ d'honneur, se dresse un obélisque orné d'inscriptions évoquant les principales batailles et de palmes symbolisant la victoire. Le second, et le plus prestigieux d'entre tous, est le monument aux enfants de Salin-de-Giraud (1921, arch. : Paul Jaubert, sculpt. : Louis Botinelly)<sup>62</sup>. Ce groupe sculpté est une œuvre due à l'architecte marseillais Paul Jaubert et à son compatriote, le sculpteur Louis Botinelly (1883-1962). Sur un piédestal qui prend les dimensions d'un obélisque, il met en scène un poilu qui avance d'une allure triomphante. A la base, une figure féminine, allégorie de la France, présente les lauriers des vainqueurs. Le dernier monument à être érigé sur le territoire communal est celui de Mas-Thibert (1921-1922, arch. : Alexandre Béchard, sculpt. : Jean Mérignargues)<sup>63</sup>, fruit de la collaboration entre l'architecte Alexandre Béchard et le sculpteur nîmois Jean Mérignargues. Variante originale autour d'un modèle classique de monument commémoratif, l'obélisque est ici orné d'une palme représentant la victoire et surmonté par un coq représentant la France. Réalisé en pierre d'Estailade, il est précédé d'une statue en pied représentant un poilu qui, pour sa part, est en marbre de blanc de Carrare.

Ces monuments, qui répondent au besoin conjoncturel d'honorer les victimes des deux conflits mondiaux, renforcent la vocation publique des places ou artères sur lesquels ils sont élevés.

<sup>61</sup> Répertoire Arles hameaux, p.97-p.100.

<sup>62</sup> Répertoire Arles hameaux, p.293-p.296.

<sup>63</sup> Répertoire Arles hameaux, p.75-p.78.

*b. De nouveaux espaces publics*

Si la constitution d'un corpus sculpté contribue à structurer l'espace public arlésien, il n'en demeure pas moins qu'elle se subordonne souvent à des opérations de plus grande envergure, et notamment à quelques travaux d'embellissement ou, tout au moins, à l'aménagement de nouveaux espaces publics. Bien que peu nombreux, ces derniers contribuent à façonner le visage de la ville contemporaine. En témoignent la transformation de la promenade des Lices, de la place Cavalerie ou de la place Voltaire.

## - La promenade des Lices : de l'artère des loisirs à la voie administrative

La transformation la plus spectaculaire concerne la promenade des Lices qui, dès le début des années 1920, est confirmée dans sa fonction de nouvelle artère de loisir. Sa création remonte pourtant au XIXe siècle. Elle résulte des transformations successives de l'ancienne promenade de La Lice (actuel boulevard Georges Clémenceau) ainsi que de son prolongement (actuel boulevard des Lices). Longeant la ville sur sa face sud, se substituant au tracé des anciens remparts, elle constitue dès le milieu du XIXe siècle une importante voie de circulation en même temps qu'un lieu de promenade. Elle possède donc déjà une double dimension, urbaine et sociale. En conséquence, elle commence à se parer d'un écrin monumental – le théâtre municipal est érigé en 1839-1840 à l'angle de la rue Gambetta (arch. ; G. Boudon) – et végétal – un premier jardin public (futur jardin d'été) est aménagé en 1840, en bordure de la route de Marseille, à proximité de la porte de Laure. Au cours des années 1860, ce jardin est agrandi (1864-1867, arch. : Auguste Vérant) afin de mettre en valeur des monuments récemment dégagés (la Tour de Roland et le théâtre antique) et de conserver un peu de nature dans une ville en pleine extension. Aussi, le principe retenu est celui d'un jardin à l'anglaise, cherchant à reproduire la nature et à jouer avec le relief existant.

Pendant les premières décennies du XXe siècle, la promenade des Lices se voit confirmée dans sa fonction d'espace d'agrément par la construction d'un kiosque à musique (1902, arch. : Adolphe Logerot)<sup>64</sup>, mais surtout par la poursuite de l'aménagement de la portion de l'avenue Victor Hugo comprise entre l'ancien hospice de la Charité et la caserne Calvin qui est végétalisée (plantation d'une double allée de micocouliers). Au début des années 1920, sous la direction de Jean-Marie Liégeois, les services municipaux procèdent à l'élargissement du trottoir sud de cette portion du boulevard. Grâce à un ouvrage en encorbellement, ils rétablissent un alignement urbain (le trottoir était plus large au niveau de la caserne Calvin) et créent une esplanade face à l'entrée du jardin d'été.

<sup>64</sup> Répertoire Arles agglomération, p.229-p.232.

Pendant l'Entre-deux-guerres, le défi de Joseph Morizot – maire de 1919 à 1932 – va être de transformer la promenade des Lices en une artère monumentale, dédiée à la promenade et aux loisirs. Si l'érection du monument aux morts (1924, arch. : J.A. Gibert, sculpt. : Gaston de Luppé)<sup>65</sup> participe de cette intention, la construction de la salle des fêtes (1930-1932, arch. : Gaston Castel, Marius Dallest)<sup>66</sup> et l'aménagement d'un nouveau jardin public (« jardin d'hiver », 1929-1932, arch. : Gaston Castel, Marius Dallest, détruit) en sont les manifestes. Se mettant en valeur l'un l'autre, ils sont construits en contrebas du boulevard des Lices, dans les anciens jardins de l'Hospice de la Charité et l'ancien enclos Roubaud qui avaient été acquis par la municipalité en 1904-1907. Ils fonctionnent aussi en réponse aux vestiges monumentaux et au jardin d'été qui leur font face, au-delà du boulevard : à la silhouette de la Tour de Roland répond celle du portique de la salle des fêtes ; aux lignes alambiquées du parc à l'anglaise qu'est le jardin d'été, répondent les lignes du parc à la française qu'est le jardin d'hiver.

Au cours de la seconde moitié du XXe siècle, la promenade des Lices va renforcer sa dimension administrative, dimension qu'elle possédait depuis le milieu du XIXe siècle grâce à la présence de la caserne Calvin (1853-1856, arch. : Guillaume Véran). En 1933, cette évolution est inaugurée par la construction du nouvel immeuble de la recette des finances (actuel immeuble du service des emplacements de marché, 1933, arch. : non déterminé) en lieu et place d'une agence commerciale de la compagnie ferroviaire PLM<sup>67</sup>. Mais elle se confirme surtout au lendemain de la Seconde Guerre mondiale avec l'édification du nouvel Hôtel des Postes (1959-1960, arch. : Albert Grégoire, Eugène Chirié)<sup>68</sup> et, une décennie plus tard, avec celle de la cité administrative (1974-1979, arch. : Van Migom-Pélissier, Emile Sala)<sup>69</sup> qui regroupe plusieurs services de l'Etat (Police, Gendarmerie nationale, Impôts, Sécurité sociale et allocations familiales).

#### - La place Lamartine

L'aménagement de la place Lamartine, qui constitue la jonction entre le centre historique de la ville d'Arles, le quartier de la gare et des faubourgs septentrionaux en pleine extension, aurait dû être la seconde « affaire » des aménageurs arlésiens au XXe siècle. Or, force est de constater que cela ne fut pas le cas, et que le secteur a souffert pendant toute la période d'une certaine négligence. Pourtant, comme pour la promenade des Lices, des actions avaient été engagées dès le XIXe siècle. Certaines contribuent à créer une amorce

<sup>65</sup> Répertoire Arles agglomération, p.253-p.256.

<sup>66</sup> Répertoire Arles agglomération, p.285-p.288 ; Dossier monographique n°5.

<sup>67</sup> Elle-même avait été aménagée quelques années auparavant dans une annexe de la chapelle des Carmélites.

<sup>68</sup> Répertoire Arles agglomération, p.213-p.216.

<sup>69</sup> Répertoire Arles agglomération, p.189-p.192.

de tissu urbain : projets d'aménagement de jardins publics à proximité de la porte Cavalerie (1865, 1870, arch. : Auguste Véraan) ; construction de la caserne de gendarmerie (1870, arch. : Auguste Véraan). D'autres, comme la destruction partielle de la Porte Cavalerie en 1877 afin d'ouvrir plus largement la ville ancienne vers le nouveau pôle de transport, sont plus contestables, même si la transformation de ce quartier réputé pour être l'un des plus mal bâtis de la ville était réclamée avec force par une partie de la population.

La place Lamartine a surtout été mise à mal par les bombardements aériens alliés de l'été 1944. La reconstruction qui s'en est suivie, nous y reviendrons, n'a pas permis de donner à ce carrefour névralgique de la vie arlésienne la dimension publique qui aurait dû être la sienne. Pourtant, Pierre Vago avait fait un véritable effort de planification prévoyant l'édification d'hôtels de tourisme et de commerces. Toutefois, la présence de la nouvelle usine des eaux (1951-1952, détruite, arch. : Pierre Vago) et de la gare (1949-1952, ing. : Folcher)<sup>70</sup> lui ont conservé une vocation utilitaire ayant empêché tout développement commercial ou toute affirmation comme espace d'agrément.

#### - La place Voltaire

Parmi les espaces publics du centre historique qui ont été les plus modifiés au cours du XXe siècle figure la place Voltaire dont le visage a radicalement changé.

La place Voltaire, telle que nous la connaissons aujourd'hui, est en effet le fruit de sa reconstruction – partielle au regard du projet initial – au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Elle occupe un emplacement différent de celui qu'elle occupait avant les destructions engendrées par les bombardements alliés de l'été 1944 dans le quartier de la Cavalerie. La place Voltaire formait initialement une patte d'oie triangulaire, au milieu de la rue Voltaire, au niveau de l'intersection avec la rue Augustin Tardieu. Y débouchaient en outre la rue du Quatre septembre, la rue Portagnel et la rue Condorcet. Lors de la reconstruction du quartier, la place est agrandie sur son côté oriental, jusqu'à former un espace public rectangulaire. Par conséquent, elle voit sa physionomie (plan rectangulaire et non plus triangulaire) et son orientation (est-ouest et non plus nord-sud) changer. Il faut toutefois préciser que dans le projet de reconstruction initial, la place Voltaire devait avoir un gabarit plus resserré, du fait de sa clôture par un bloc d'habitation à son extrémité ouest. Ce dernier n'ayant pas été réalisé, elle perd l'échelle, adaptée à celle du quartier, que Pierre Vago avait projetée pour cet espace d'agrément.

---

<sup>70</sup> Répertoire Arles agglomération, p.563-p.566.



## **PARTIE 2**

# **LA FABRIQUE D'ARLES AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE : TENDANCES ET ACTEURS**



La production architecturale et urbaine arlésienne du XXe siècle est, comme ailleurs en France, abondante et hétérogène. Avant de les évoquer, il est utile de donner quelques précisions d'ordre général.

## **I. PANORAMA GENERAL DE LA PRODUCTION ARCHITECTURALE ET URBAINE**

### **1. Où construit-on ?**

L'exceptionnelle extension urbaine que connaît Arles au XXe siècle explique que la plupart des réalisations architecturales se trouve dans les quartiers périphériques du centre ancien, à savoir Le Trébon-Monplaisir, Trinquetaille, Chabourlet, Les Alyscamps-Bigot, Mouleyrès-Griffeuille, Barriol et Plan-du-Bourg. Toutefois, le centre-ville arlésien reste le théâtre de nombreuses opérations de reconstruction consécutives à la Seconde Guerre mondiale.

### **2. Que construit-on ?**

A la question « Qu'a-t-on construit au cours du XXe siècle à Arles ? », la réponse est sans surprise : ce que l'on a construit à Arles au XXe siècle est conforme à ce que l'on observe à l'échelle du pays. En effet, la production architecturale du XXe siècle y est dominée par le logement qui représente plus de la moitié des réalisations, les équipements qui en représentent le tiers, ainsi que les architectures à vocation commerciale qui concernent environ un dixième de la production architecturale globale.

### **3. Selon quelle temporalité construit-on ?**

En termes de découpage chronologique, Arles ne fait pas non plus exception. Son architecture et son urbanisme évoluent selon une temporalité qui est conforme aux grandes tendances nationales. Toutefois, compte tenu des bornes chronologiques de notre étude (1900-1980), nous dégagons trois phases – certaines sont concomitantes mais répondent à des logiques différentes – permettant d'appréhender de manière cohérente l'histoire de l'architecture et la ville à Arles au XXe siècle : la période 1900-1939, que l'on peut appeler le « premier XXe siècle », correspond à l'entrée dans le siècle (jusqu'en 1914) puis à l'Entre-deux-Guerres ; la période de la guerre, de la Libération et de la Reconstruction (1939-1965) ; la période 1950-1980, que l'on peut appeler « second XXe siècle », correspond, peu ou prou, aux Trente glorieuses.

## II. CEUX QUI BÂTISSENT LA VILLE DU XX<sup>e</sup> SIECLE

Avant d'aborder la ville et son architecture, il est nécessaire de présenter les acteurs impliqués dans ses diverses transformations, qu'il s'agisse des maîtres d'ouvrage (commanditaires) ou des maîtres d'œuvre (architectes et urbanistes).

### 1. Maîtres d'ouvrage

#### a. Les « maires-bâtisseurs »

Parmi les maîtres d'ouvrage publics ayant pris part à la production architecturale et urbaine d'Arles au XX<sup>e</sup> siècle figure en premier lieu le pouvoir municipal, incarné par les différents maires de la ville<sup>71</sup>.

**Honoré Nicolas (1846-1908)** assume cette fonction de 1900 à 1908. Ingénieur de profession, Honoré Nicolas est particulièrement sensible aux questions architecturales et urbaines. Il initie notamment l'installation de la Bourse du travail dans l'ancien hôpital de la Charité (1901)<sup>72</sup>. Il est également à l'origine de la construction du kiosque à musique de l'esplanade des Lices (1901-1903, arch. : Adolphe Logerot)<sup>73</sup> et de celle de la nouvelle usine hydraulique de la place Lamartine (1903-1907, arch. : Auguste Véran). Il engage la réfection complète du théâtre municipal qui avait été construit en 1839-1840 par l'architecte G. Gourdon<sup>74</sup>. Parallèlement à ces opérations à forte portée symbolique, Honoré Nicolas engage un plan d'équipement scolaire rendu nécessaire par l'application des lois Ferry. Honoré Nicolas dote ainsi la commune de six nouvelles écoles, constructions neuves auxquelles s'ajoute la rénovation des infrastructures existantes<sup>75</sup>. Honoré Nicolas prolonge son effort en faveur des équipements publics par la construction de bâtiments administratifs, notamment de bureaux de Poste<sup>76</sup>. C'est également sous son mandat que l'on procède à la couverture de la roubine du Roy dans le secteur de la place Lamartine et que l'électricité

<sup>71</sup> Cette chronologie documentée s'appuie sur les recherches menées par Remi Venture sur les maires d'Arles (VENTURE Rémi, « Notices biographiques des maires d'Arles », ROUQUETTE Jean-Maurice (dir.), *Arles, histoire, territoires et cultures*, Paris, Imprimerie nationale, 2008, p.1197-p.1209), sur nos propres recherches et sur un entretien avec Jean-Maurice Rouquette (octobre 2010). Odile Caylux l'a enrichie de ses connaissances.

<sup>72</sup> CAYLUX Odile, MENCHERINI Robert, *De la Charité à la solidarité ouvrière. Histoire de la Bourse du travail d'Arles*, Arles, Actes Sud, 2011.

<sup>73</sup> Répertoire Arles agglomération, p.229-p.232.

<sup>74</sup> AD 13 3 O 5/2.

<sup>75</sup> Cet effort d'équipement scolaire se traduit par la construction des groupes scolaires de Mas-Thibert (1901-1903, arch. : Adolphe Logerot), de Port-Saint-Louis-du-Rhône<sup>75</sup> (1901, arch. : Auguste et Léon Véran), de Moulès (1903-1904, arch. : Adolphe Logerot), de Salières (1903-1908, arch. non déterminé, certainement Adolphe Logerot), de Salin-de-Giraud (1905, arch. : Edouard Hannon, Jules Brunfaut), du quartier du Trébon (1901-1904, arch. : Adolphe Logerot) qui sont notamment construits sous sa mandature. Celui de Saint-Martin-de-Crau (1866-1867, arch. : Auguste Véran) – hameau qui fait alors partie intégrante de la commune d'Arles – est agrandi par la construction d'une classe supplémentaire (1901-1903, arch. : Adolphe Logerot). Les logements des institutrices de l'école maternelle de la rue Augustin Tardieu sont rénovés (1901, arch. : Adolphe Logerot) ; des travaux sont entrepris dans le cours supérieur de jeunes filles (1901-1906, arch. : Adolphe Logerot) et de garçons (1903-1906, arch. : Adolphe Logerot).

<sup>76</sup> Sous la mandature d'Honoré Nicolas, un bureau de Poste est construit à Raphèle (1901-1902, arch. : Adolphe Logerot) ; un second est aménagé à Mas-Thibert (1906, arch. : non déterminé, certainement Adolphe Logerot) ; une maison commune est édifiée à Salin-de-Giraud (1907, arch. : non déterminé).

commence à être utilisée pour l'éclairage public (1905). Honoré Nicolas marque donc de son empreinte le visage de la cité qui, sous sa houlette, entre dans le XXe siècle.

Son successeur, **Jean Granaud (1858-1934)**, occupe le poste de maire entre 1908 à 1919, dans un contexte peu favorable à la conduite d'une véritable politique monumentale<sup>77</sup>. Malgré cela, il soutient le développement des faubourgs par la création de lotissements municipaux, notamment dans le quartier de Chabourlet. Sous son mandat, une nouvelle écluse est mise en service sur le canal d'Arles à Bouc (1909-1910). La réalisation la plus marquante de sa mandature reste la construction du monument à Frédéric Mistral (1909, sculpt. : Rivière et Férigoule)<sup>78</sup> qui est érigé sur la place du Forum, à l'initiative de Jeanne de Flandreysy. Inauguré en présence de l'écrivain et de nombreuses personnalités, ce monument, sans transformer l'urbanisme arlésien, en renouvelle le sens.

**Joseph Morizot (1868-1935)** est celui qui, occupant le fauteuil de maire de 1919 à 1932, va véritablement faire basculer Arles dans la modernité. En premier lieu, il fait de l'amélioration des réseaux l'une de ses priorités (éclairage public électrique à partir de 1920, tout-à-l'égout installé au début des années 1930). Ensuite, Joseph Morizot conduit une politique d'embellissement urbain, dans le but d'améliorer la vie de ses concitoyens mais aussi de renforcer la vocation touristique d'Arles. Son action se concentre sur la promenade des Lices qui, étendue, élargie et dotée d'un nouvel écrin monumental, s'affirme comme une véritable artère des loisirs pendant l'Entre-deux-guerres. Par ailleurs, Joseph Morizot s'efforce de contrôler la croissance urbaine. Si le Plan d'aménagement, d'extension et d'embellissement étudié au cours des années 1920 n'aboutit pas<sup>79</sup>, le maire reste vigilant quant aux modalités de développement des faubourgs, empêchant une extension anarchique du tissu résidentiel au profit d'actions concertées. Joseph Morizot accueille par exemple favorablement le projet de lotissement du quartier des Alyscamps initié par M. Chevalier en 1925. Il donne également son accord pour qu'y soit édifiée la première cité d'Habitation à Bon Marché (HBM) de la ville<sup>80</sup>. Joseph Morizot trouve également dans la ferveur commémorative des années 1920<sup>81</sup> un moyen efficace de structurer l'agglomération arlésienne ainsi que les différents hameaux. Enfin, comme Honoré Nicolas, Joseph Morizot

<sup>77</sup> Quatre des onze années du mandat de Jean Granaud correspondent à la Première Guerre mondiale.

<sup>78</sup> Répertoire Arles agglomération, p.111-p.114.

<sup>79</sup> Cette initiative s'inscrit dans un mouvement national de planification urbaine impulsée par la loi Cornudet (votée le 14 mars 1919, circulaire d'application publiée le 5 mars 1920) qui oblige les villes de plus de 10 000 habitants à se doter de nouveaux outils d'urbanisme : les Plans d'Aménagement, d'Extension et d'Embellissement.

<sup>80</sup> La cité HBM Richepin (1930-1933, arch. : Gaston Castel). Répertoire Arles agglomération, p.339-p.342.

<sup>81</sup> Sous sa mandature, pas moins près d'une dizaine de monuments aux morts sont élevés. Ces monuments aux morts se situent boulevard des Lices (1923-1924, arch. : J.-A. Gibert, sculpt. : Gaston de Luppé), dans le cimetière (trois monuments dont les dates de construction ni les auteurs ont pu être déterminés), à Saint-Martin-de-Crau (1920-1921, sculpt. : Constant Roux), à Moulès (1920), à Salin-de-Giraud (1921, arch. : Paul Jaubert, sculpt. : Louis Botinelly) ou à Mas-Thibert (1922, arch. : A. Béchar, sculpt. : Jean Mérégnargues)

s'emploie à améliorer le niveau d'équipement municipal en construisant des bâtiments administratifs et scolaires<sup>82</sup> parmi lesquels figurent l'école des métiers Louis Pasquet (actuel lycée Pasquet, 1927-1929, arch. : Gaston Castel et Jean Rasonglès)<sup>83</sup> et le collège et l'école primaire supérieure de filles (actuel collège Ampère, 1932-1934, arch. : Gaston Castel et Henri Lyon)<sup>84</sup> dont l'élaboration est confiée à l'architecte départemental Gaston Castel (1886-1971) et à ses collaborateurs. Cette œuvre conséquente, tant sur le plan urbain qu'architectural, fait de Joseph Morizot le second « maire-bâisseur » d'Arles au XXe siècle après Honoré Nicolas.

**Noël Masson (1859-1937)** ne laisse pas une telle trace dans la cité. Pendant son mandat très court (1932-1934), la ville perd même l'un de ses principaux équipements commerciaux puisque la halle de la « poissonnerie » de la Roquette est détruite pour créer la place Paul Doumer.

**Sixte Quenin (1870-1957)**, maire de 1934 à 1936, n'a pas non plus le temps d'initier une action conséquente en termes de dotation monumentale ou de transformation urbaine. Signalons toutefois qu'il fait procéder à l'aménagement d'un dispensaire dans l'ancienne usine de eaux de la rue du docteur Fanton (1935, arch. : Henri Gourraud et Jean-Marie Liégeois).

Il en est de même pour ses successeurs – **Joseph Imbert (1903-1945)**, maire de 1936 à 1940 ; **Pierre Du Lac (1908-1955)**, maire au titre d'une délégation spéciale de 1941 à 1944 ; **Pierre Boudin (1899-1998)**, maire de 1944 à 1945 – que la Seconde Guerre mondiale prive de toute perspective dans ce domaine. Il revient toutefois à Joseph Imbert d'initier deux programmes importants qui aboutiront après la Seconde Guerre mondiale : la construction d'un nouvel hôpital et celle d'un Hôtel des Postes<sup>85</sup>.

**Cyprien Pilliol (1915- ?)**, maire de 1945 à 1947, lance les études et les premières opérations de reconstruction (1944-1965, architecte en chef : Pierre Vago).

<sup>82</sup> En témoignent l'aménagement d'un bureau de poste à Albaron (1919-1924, arch. : non déterminé), l'aménagement de l'espace Chiavary (1929-1931) ou encore la construction d'un hangar, d'une écurie et d'un logement destiné au palefrenier (1927-1930, arch. : Jean-Marie Liégeois). Concernant les établissements scolaires, les écoles de la Roquette (1921-1925, arch. : Henri Gourraud), de Gimeaux (1926-1928, arch. : Jean-Marie Liégeois) et du Mouleyrès (1932-1934, arch. : Jean-Marie Liégeois) sont construites sous la mandature de Joseph Morizot ; celle de Mas-Thibert est agrandie (1931-1933, arch. : Jean-Marie Liégeois).

<sup>83</sup> Répertoire Arles agglomération, p.233-p.236 ; Dossier monographique n°3.

<sup>84</sup> Répertoire Arles agglomération, p.197-p.200 ; Dossier monographique n°6.

<sup>85</sup> En 1936, Joseph Imbert lance le projet de construction d'un nouvel équipement hospitalier à Arles, projet qui ne se concrétisera que plusieurs décennies plus tard avec la construction de l'hôpital qui portera son nom sur le plateau de Fourchon (1971-1974, arch. : Paul Nelson, André Remondet, Pierre Devinoy) ; en 1938, Joseph Imbert demande à la Direction régionale des Postes d'étudier l'opportunité de construire un nouvel Hôtel des Postes, ce sera chose faite au début des années 1950 avec l'Hôtel des Postes du boulevard des Lices (1952-1954, arch. : Albert Grégoire et Eugène Chirié).

Toutefois, c'est à son successeur – **Charles Privat (1914-1990)**, maire de 1947 à 1971 – que revient le statut de maire œuvrant à la renaissance de la ville. Dans l'histoire récente d'Arles, le long mandat de Charles Privat – de 1947 à 1971 – correspond à la reconstruction et à la modernisation de la ville après la Seconde Guerre mondiale ainsi qu'à son développement pendant les années de croissance. Porté la vague démographique et l'extension urbaine qui en résulte, l'héritage architectural de cette période est important, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Il concerne tout autant le logement – logements sociaux ou non, logements individuels ou collectifs – que les équipements, en particulier sportifs (centre sportif et scolaire Fernand Fournier, 1952-1964, arch. : Van Migom-Pélissier)<sup>86</sup> et éducatifs (près de quinze écoles maternelles et primaires sont édifiées à Arles entre 1950 et 1963) de la ville<sup>87</sup>. A l'échelle du siècle, Charles Privat est sans conteste le maire qui va initier et soutenir les mutations architecturales et urbaines les plus profondes.

Son successeur – **Jacques Perrot (1926- ?)**, maire de 1971 à 1983 – accompagne pour sa part l'extension et la modernisation de la ville pendant la décennie 1970. S'il engage les premières opérations de piétonisation du centre-ville (rue de la République et rue l'Hôtel de ville), c'est également sous sa mandature qu'est édifié, non sans quelques controverses, le parking des Lices (1976, arch. : Eugène Manolakakis et associés)<sup>88</sup> à proximité immédiate de la ville ancienne. Poursuivant l'effort d'équipement de son prédécesseur, il dote la ville de nouvelles structures administratives dont les plus importantes sont la Chambre de Commerce et d'Industrie (1972-1974, arch. : Van Migom-Pélissier)<sup>89</sup> construite dans le quartier de Barriol et la Cité administrative (1974-1979, arch. : Van Migom-Pélissier, Sala)<sup>90</sup> qui vient se substituer à la caserne Calvin.

### *b. Les autres maîtres d'ouvrage publics*

Si l'action municipale est décisive dans la transformation de la ville d'Arles au XXe siècle, d'autres maîtres d'ouvrages publics jouent également un rôle important. Tout au long du siècle, les initiatives municipales sont en effet relayées et soutenues par le **département** et l'**Etat** qui participent à la construction de tous les équipements publics ainsi qu'aux principales opérations d'urbanisme.

<sup>86</sup> Répertoire Arles agglomération, p.311-p.314 ; Dossier monographique n°7.

<sup>87</sup> Après la reconstruction de la ville (1944-1965, architecte en chef : Pierre Vago), le principal défi de Charles Privat, qui est instituteur de profession, est de faire d'Arles une ville-modèle en termes qu'équipements scolaires.

<sup>88</sup> Répertoire Arles agglomération, p.261-p.264.

<sup>89</sup> Répertoire Arles agglomération, p.831-p.834 ; Dossier monographique n°22.

<sup>90</sup> Répertoire Arles agglomération, p.189-p.192.

En plus de contributions financières décisives, les différents services du département des Bouches-du-Rhône et de l'Etat font parfois bénéficier la ville de leurs moyens techniques et humains. Ainsi, ils confient – ou imposent – la maîtrise d'œuvre de certains projets à des hommes de l'art issus de leurs rangs. Pendant les années 1930, en tant qu'architecte en chef du département, Gaston Castel (1886-1971) se voit confier la construction de l'école des métiers Louis Pasquet (actuel lycée Pasquet, 1927-1929, arch. : Gaston Castel et Jean Rasonglès)<sup>91</sup> puis du collège et de l'école primaire supérieure de filles (actuel collège Ampère, 1932-1934, arch. : Gaston Castel et Henri Lyon)<sup>92</sup> que le Conseil général des Bouches-du-Rhône finance en grande partie. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, à Arles comme dans toutes les villes sinistrées du pays, le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme nomme l'architecte en chef en charge de la reconstruction – Pierre Vago (1910-2002) – et conserve un droit de regard sur les propositions de ce dernier. Au cours des années 1950, la construction du nouvel Hôtel des Postes (1959-1960, arch. : Albert Grégoire et Eugène Chirié)<sup>93</sup> revient à Albert Grégoire (1916- ?) et Eugène Chirié (1902-1984) qui appartiennent au corps des architectes du ministère des Postes, Télégraphes, Téléphones (PTT). Plus tard, la construction du nouvel hôpital d'Arles (1971-1974, arch. : Paul Nelson, André Remondet, Pierre Devinoy)<sup>94</sup> sera confiée à Paul Nelson (1895-1979), André Remondet (1908-1998) et Pierre Devinoy, architectes agréés par le ministère de la Santé. Autant d'exemples qui témoignent du jeu de truchement qui s'opère tout au long du siècle, entre la maîtrise d'ouvrage municipale et les instances départementales et nationales.

### *c. Les maîtres d'ouvrage privés*

Du côté de la maîtrise d'ouvrage privée, à l'exception de la **Compagnie de produits chimiques Alais, Frogès et Camargue** et de la **société Solvay** qui sont à l'origine de la création et du développement de la petite cité industrielle de Salin-de-Giraud entre 1880 et 1914, il faut attendre la seconde moitié du XXe siècle pour qu'un certain nombre d'acteurs privés ou parapublics viennent relayer les initiatives municipales. Cela se vérifie notamment dans le domaine du logement collectif : des organismes tels que l'**Office public d'HLM des Bouches-du-Rhône (OPHLM, puis OPAC Sud, puis 13 HABITAT)**, la **Société d'Economie Mixte du Pays d'Arles (SEMPA)**, la **Société anonyme d'HLM Provence-Logis**, la **Société coopérative (puis anonyme) Famille et Provence** ou encore la **LOGIREM** participent à la fabrique de la ville, à la faveur des groupes d'habitation qu'ils construisent à la périphérie de la ville ancienne.

<sup>91</sup> Répertoire Arles agglomération, p.233-p.236 ; Dossier monographique n°3.

<sup>92</sup> Répertoire Arles agglomération, p.197-p.200 ; Dossier monographique n°6.

<sup>93</sup> Répertoire Arles agglomération, p.213-p.216.

<sup>94</sup> Répertoire Arles agglomération, p.861-p.864.

## 2. Les maîtres d'œuvre : architectes et urbanistes, essai de stratification des générations

### a. Les architectes de la transition

En ses qualités de praticien libéral, d'architecte municipal et d'inspecteur des travaux des Monuments historiques du département<sup>95</sup>, **Auguste Véran (1839-1927)** avait été le principal acteur des transformations de la cité au cours de la seconde moitié du XIXe siècle. A partir de 1896, il est secondé par son fils **Léon Véran (1869-1946)**, architecte formé à l'École Nationale des Beaux-arts de Paris et diplômé par le gouvernement. Au tournant du XXe siècle, les deux hommes signent quelques réalisations – le nouvel Hôtel des Postes (1898-1900)<sup>96</sup>, l'hôtel particulier situé n°1 boulevard Georges Clémenceau (1899) – qui s'inscrivent délibérément dans le répertoire historiciste et éclectique qui avait dominé la production architecturale des dernières décennies du XIXe siècle, même si quelques touches Art nouveau – notamment les lignes souples des ferronneries du n°1 boulevard Georges Clémenceau – témoignent d'une certaine sensibilité à l'air du temps. Si Auguste Véran cesse officiellement ses activités au début des années 1920, on ne lui connaît guère de réalisations postérieures à 1900. Par contre, son fils Léon Véran « hérite » de certaines de ses attributions<sup>97</sup> et fait fonctionner l'agence paternelle jusqu'à la fin des années 1930. La production personnelle de Léon Véran semble peu conséquente<sup>98</sup>. A Arles, Léon Véran construit toutefois l'église de Saliers (1929-1931)<sup>99</sup> dans un style proche du gothique primitif ou encore le Crédit rural (rue Plan de la cour, 1927)<sup>100</sup>. Il est également le collaborateur d'**Alphonse Defrasse (1860-1939)** – Grand Prix de Rome (1886) et architecte de la Banque de France – lors de l'aménagement de la succursale arlésienne de la Banque de France (1923-1925, arch. : Alphonse Defrasse, arch. coll. : Léon Véran)<sup>101</sup> dans l'hôtel Léautaud de Donines en 1923-1925.

**Adolphe Logerot (1843- ?)** succède à Auguste Véran au poste d'architecte municipal vers 1900. Dès 1901, il étudie le projet du kiosque à musique (1903, arch. : Adolphe Logerot)<sup>102</sup> de l'esplanade des Lices qui sera construit en 1903. L'année précédente (1902), il avait dirigé la rénovation du théâtre municipal (1839-1840, arch. : G. Boudon). En 1906, il aménage un bureau de Poste à Mas-Thibert (1906, arch. : Adolphe Logerot)<sup>103</sup>. Mais il laisse surtout à la ville quatre groupes scolaires – Mas-Thibert (1901-1903, arch. : Adolphe

<sup>95</sup> Auguste Véran exerce à partir de 1867. Il devient architecte municipal et inspecteur des Monuments historiques du département en 1862.

<sup>96</sup> Répertoire Arles agglomération, p.91-p.94 ; Dossier monographique n°1.

<sup>97</sup> Léon Véran est architecte ordinaire des monuments historiques à partir de 1920.

<sup>98</sup> Tout au moins dans l'état actuel des connaissances.

<sup>99</sup> Répertoire Arles hameaux, p.163-p.166.

<sup>100</sup> Répertoire Arles agglomération, p.99-p.102.

<sup>101</sup> Répertoire Arles agglomération, p.141-p.144.

<sup>102</sup> Répertoire Arles agglomération, p.229-p.232.

<sup>103</sup> Répertoire Arles hameaux, p.43-p.46.

Logerot)<sup>104</sup>, quartier du Trébon (1901-1904, arch. : Adolphe Logerot, détruit ?), Moulès (1903-1904, arch. : Adolphe Logerot)<sup>105</sup>, Saliers (1903-1908, arch. : Adolphe Logerot)<sup>106</sup> – dont le traitement architectural est conforme à l'esthétique "Ille République".

L'architecte **Henri Gourraud** lui succède peu avant la Première Guerre mondiale et, à ce titre, se voit confier plusieurs programmes scolaires. Dès 1914, il étudie un projet d'école de maréchalerie, projet non réalisé mais qui servira de matrice à la future école de métiers Louis Pasquet (1927-1929, arch. : Gaston Castel, Jean Rasonglès)<sup>107</sup>. Par contre, ses projets d'école de garçons de La Roquette (1921-1925, arch. : Henri Gourraud, construite en partie sous la direction de Jean-Marie Liégeois)<sup>108</sup> et de groupe scolaire à Gimeaux (1928-1929, arch. : Henri Gourraud, construite sous la direction de Jean-Marie Liégeois)<sup>109</sup> se concrétisent, mais sous la direction de son successeur, Jean-Marie Liégeois.

#### *b. Les architectes de l'expérimentation*

**Jean-Marie Liégeois (1890-1942)** prend la direction du service architecture de la ville le 1<sup>er</sup> janvier 1922. L'année précédente, en raison du développement et des transformations de la ville, la municipalité avait décidé de recruter un ingénieur à plein-temps (les architectes dits « municipaux » auxquels elle faisait appel jusqu'alors étaient des praticiens libéraux et non des employés municipaux). Le choix se porte sur un ingénieur travaillant comme contremaître aux ateliers PLM : Jean-Marie Liégeois. Natif de Nîmes, ce dernier s'est formé à l'école des Arts et Métiers d'Aix-en-Provence avant d'intégrer l'école spéciale des Travaux publics de Paris. Jusqu'en 1937<sup>110</sup>, toutes les questions d'architecture, d'urbanisme et de travaux publics relèvent de sa compétence : construction et entretien des bâtiments municipaux ; planification urbaine (étude du plan d'aménagement, d'extension et d'embellissement, lotissements des faubourgs, construction de maisons à bon marché) ; travaux d'assainissement et d'hygiène de la ville (adduction d'eau potable, tout-à-l'égout). Technicien expérimenté, Jean-Marie Liégeois seconde efficacement Joseph Morizot puis ses successeurs dans les mutations arlésiennes de l'Entre-deux-guerres. Au sein d'un service municipal désormais structuré, il est secondé dans sa tâche par des dessinateurs ayant le statut de « d'architectes adjoints », poste occupé par **Eugène Laplace** jusqu'en 1924, puis par **Emile Roux** (1897-1963) jusqu'en 1944.

<sup>104</sup> Répertoire Arles hameaux, p.63-p.66.

<sup>105</sup> Répertoire Arles hameaux, p.85-p.88.

<sup>106</sup> Répertoire Arles hameaux, p.159-p.162.

<sup>107</sup> Répertoire Arles agglomération, p.233-p.236 ; Dossier monographique n°3.

<sup>108</sup> Répertoire Arles agglomération, p.147-p.150.

<sup>109</sup> Répertoire Arles hameaux, p.23-p.26.

<sup>110</sup> Jean-Marie Liégeois prend sa retraite pour raisons de santé en 1937.

En dehors des architectes municipaux<sup>111</sup>, les praticiens locaux sont rares. L'expérience de l'entrepreneur **Julien Chavoutier (1906-1980)** mérite toutefois d'être signalée car, spécialiste du béton armé, il livre quelques maisons individuelles intéressantes<sup>112</sup>. Pour le reste, ce sont des architectes « extérieurs », souvent originaires de Marseille et actifs sur le plan régional, qui interviennent à Arles.

Au début des années 1920, quelques-uns s'illustrent dans la construction des monuments aux morts : **R. Morand** signe celui de Moulès (1920, arch. : R. Morand)<sup>113</sup> ; le nîmois **Alexandre Béchard** réalise celui de Mas-Thibert (1921-1922, arch. : Alexandre Béchard, sculpt. : Jean Mérignargues)<sup>114</sup> en collaboration avec le sculpteur Jean Mérignargues ; le phocéén **Paul Jaubert** celui de Salin-de-Giraud (1921, arch. : Paul Jaubert, sculpt. : Louis Botinelly)<sup>115</sup> en collaboration avec le sculpteur Louis Botinelly (1883-1962).

Mais le principal d'entre eux est **Gaston Castel**, architecte en chef du département des Bouches-du-Rhône. Dans le cadre des prérogatives de sa fonction, il dresse les plans de l'école des métiers Louis Pasquet (actuel lycée Pasquet, 1927-1929, arch. : Gaston Castel, Jean Rasonglès)<sup>116</sup> et du collège et école primaire supérieure de jeunes filles (actuel collège Ampère, 1932-1934, arch. : Gaston Castel et Henri Lyon)<sup>117</sup> avec ses adjoints **Jean Rasonglès (1905- ?)** et **Henri Lyon (1885- ?)**. En tant que praticien libéral, cette fois en collaboration avec **Marius Dallest (1880-1956 ?)**, il conçoit la salle des fêtes (1929-1930, arch. : Gaston Castel, Marius Dallest)<sup>118</sup> et aménage ses abords en créant un solarium, un théâtre de verdure et un jardin public (le « jardin d'hiver », 1929-1932, arch. : Gaston Castel, Marius Dallest, détruit). Enfin, en tant qu'architecte attiré de l'Office Public d'Habitation à Bon Marché (OPHBM) du département des Bouches-du-Rhône, il conçoit la cité HBM Richepin (1930-1933, arch. : Gaston Castel)<sup>119</sup>. Ces quatre réalisations majeures permettent à Gaston Castel d'introduire un renouveau formel dans le paysage urbain arlésien. Elles illustrent avec brio l'éclectisme qui caractérise la création architecturale de l'Entre-deux-guerres.

<sup>111</sup> Ces architectes dits « municipaux », à l'exception de Jean-Marie Liégeois, ne sont pas des employés municipaux. Ils travaillent tous pour une clientèle privée parallèlement aux commandes de la ville.

<sup>112</sup> Signalons par exemple la villa que Julien Chavoutier construit pour son propre usage en 1933, au numéro 20 de la rue Pierre Saxy dans le quartier Monplaisir. Répertoire Arles agglomération, p.539-p.542.

<sup>113</sup> Répertoire Arles hameaux, p.97-p.100.

<sup>114</sup> Répertoire Arles hameaux, p.75-p.78.

<sup>115</sup> Répertoire Arles hameaux, p.293-p.296.

<sup>116</sup> Répertoire Arles agglomération, p.233-p.236 ; Dossier monographique n°3.

<sup>117</sup> Répertoire Arles agglomération, p.197-p.200 ; Dossier monographique n°6.

<sup>118</sup> Répertoire Arles agglomération, p.285-p.288 ; Dossier monographique n°5.

<sup>119</sup> Répertoire Arles agglomération, p.339-p.342 ; Dossier monographique n°4.

Son compatriote marseillais **Etienne Bentz (1868-1942)** donne pour sa part toute la mesure de son talent dans la transformation de l'ancien couvent de la Charité (dit aussi « Hospice de la Charité ») en hôtel de tourisme (hôtel Jules César, 1927-1928, arch. : Etienne Bentz)<sup>120</sup>.

Si l'architecte parisien **Jacques Van Migom (1907-1980)** s'installe à Arles en 1937 suite à sa nomination comme architecte ordinaire des Monuments historiques des Bouches-du-Rhône, les commandes qu'il reçoit avant la Seconde Guerre mondiale restent modestes (maison d'habitation rue Georges Bizet, 1939). Par contre, dès la fin du conflit, il s'impose comme l'un des principaux acteurs de la scène architecturale locale.

### *c. Les architectes-reconstructeurs*

A Arles comme dans beaucoup de villes françaises, la période de la Reconstruction (1944-1965) induit une forte activité constructive et, par conséquent, favorise l'accès à la commande pour de nouveaux maîtres d'œuvre. De fait, la reconstruction de la ville se fait sous la houlette de l'architecte parisien **Pierre Vago** qui a été nommé architecte en chef de la reconstruction de la partie est du département des Bouches-du-Rhône par le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU). Ce fervent défenseur du Mouvement moderne, bien qu'ayant encore peu construit, jouit alors d'une renommée internationale grâce à son implication dans l'édition architecturale. Conformément à l'usage, il définit les grandes lignes de la reconstruction d'Arles au moyen d'un plan de Reconstruction et d'Aménagement (1947-1951) et, pour le mener à bien, mobilise autour de lui une équipe d'architectes d'opération qui, pour la plupart, sont installés à Arles depuis peu.

Parmi eux, figurent deux praticiens aguerris : **Georges Imbert (1896-1975)** et **Eugène Squélard (1886-1952)**. Le premier est parisien. Ancien collaborateur de Charles Letrosne (1868-1939), il a effectué la première partie de sa carrière à Reims et en région parisienne. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il est engagé comme architecte par la Compagnie Alais, Froges et Camargue pour diriger les travaux de l'usine Péchiney à Salin-de-Giraud. Georges Imbert s'installe alors à Arles, ville dans laquelle il effectue la seconde partie de sa vie professionnelle. Architecte pragmatique, bâtisseur expérimenté, son architecture se caractérise par une certaine rigueur tenant à l'expression des capacités structurelle du béton armé. Mais le raffinement de certains détails<sup>121</sup> suffit souvent à adoucir la rigueur formelle de l'ensemble. Le parcours et la manière de l'architecte belge Eugène

<sup>120</sup> Répertoire Arles agglomération, p.217-p.220.

<sup>121</sup> Au groupe scolaire Monplaisir, on remarque le profil aérien des piliers de l'ossature, l'élégante courbure formée par le porte-à-faux du brise-soleil ou encore la légèreté des arcs surbaissés du préau

Squélard sont comparables<sup>122</sup>, mais sa participation à la Reconstruction est limitée du fait de son décès en 1952.

La Reconstruction est surtout marquée par l'affirmation de jeunes praticiens encore peu expérimentés mais bénéficiant d'une solide formation. Diplômé de l'Ecole des Arts décoratifs, promu plus jeune architecte ordinaire des Monuments historiques de France à trente ans, **Jacques Van Migom** devient ainsi le principal animateur de la Reconstruction au plan local : en plus de bénéficier de la confiance de Pierre Vago avec qui il collabore fréquemment, il coordonne – au titre d'architecte chef de groupe – la reconstruction de la partie orientale du quartier Cavalerie et signe lui-même – au titre d'architecte d'opération – les plans de plusieurs îlots. Pour sa part, **Léon Hoa (né en 1912)** participe à la reconstruction d'Arles depuis son agence marseillaise. A la fois architecte et ingénieur, Léon Hoa avait en effet rencontré Pierre Vago à Marseille où, comme lui, il s'était réfugié en 1942. Comme Eugène Squélard, il ne participe que partiellement à la Reconstruction : en 1952 il met un terme à sa carrière française en repartant pour la Chine – son pays d'origine – où il mène, entre autres, d'importants travaux d'urbanisme.

Notons que d'autres hommes de l'art participent à la reconstruction d'Arles, en tant que collaborateurs de Pierre Vago ou de Jacques Van Migom. N'exerçant pas toujours de fonction officielle, ils n'apparaissent pas forcément dans les organigrammes mais participent pourtant à la mise au point et à la mise en œuvre des projets (vérification des mémoires, surveillance et direction des travaux). Pierre Vago est ainsi assisté par l'architecte **Armand Roux** et l'ingénieur **Jean Landriot**, qui sont en quelque sorte ses représentants sur place. Jacques Van Migom a pour collaborateur **Jean Pélissier (1927-2003)** qui, étudiant à l'école régionale d'architecture de Lyon (atelier Bourdeix), travaille dans son agence à partir de 1947. Jacques Van Migom compte également parmi ses assistants le jeune **Paul Quintrand (né en 1929)**, qui en 1951, en attendant le résultat de son admission dans la section architecture de l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux-Arts (ENSBA) de Paris, « gratte » ponctuellement sur les projets de reconstruction, ainsi que son fils aîné, **Michel Van Migom (1934-2007)** qui, se destinant à l'architecture, fréquente assidument l'agence paternelle où l'un de ses premiers travaux concerne les façades sur le Rhône des nouveaux immeubles de Trinquetaille.

---

<sup>122</sup> Des raisons de santé conduisent cet architecte belge déjà dans la force de l'âge à s'installer à Arles. Il y effectue lui aussi la fin de sa vie professionnelle.

*d. Les architectes de la « ville croissante »*

Dès le début des années 1950, les architectes-reconstructeurs vont étendre leur activité à d'autres types de commandes que les opérations de reconstruction à proprement parler. Bien que Parisien, **Pierre Vago** réalise ainsi plusieurs programmes de logements sociaux (groupe HLM Montmajour, 1950-1953, arch. : Pierre Vago<sup>123</sup> ; groupe HLM Trinquette, 1955-1958, arch. : Pierre Vago<sup>124</sup> ; cité LEPN, 1954, arch. : Pierre Vago<sup>125</sup>) pour le compte de maîtres d'ouvrage locaux. Il fait en cela figure d'exception puisque, jusqu'au milieu des années 1970, l'essentiel de la production architecturale est due à quelques praticiens arlésiens.

**Jacques Van Migom** est le principal d'entre eux : installé à Arles depuis la fin des années 1930, il est le fondateur et le principal animateur de la plus importante agence d'architecture locale pendant la seconde moitié du XXe siècle : l'agence Van Migom-Pélissier. Bénéficiant de l'intense activité constructive de l'après-guerre, Jacques Van Migom développe rapidement son agence. **Jean Pélissier**, qui était son stagiaire depuis 1947, devient son collaborateur (1954) puis son associé (1957). En 1963, **Michel Van Migom** rejoint leur équipe. Passant de sept personnes en janvier 1949 à près de vingt au début des années 1970, l'agence Van Migom-Pélissier constitue une œuvre conséquente, tant en termes quantitatif (plus de 150 réalisations sont inventoriées à ce jour) qu'en termes qualitatif. En effet, Jacques Van Migom et ses associés élaborent un langage architectural original basé sur une utilisation rationnelle de la pierre de taille locale associée à des éléments préfabriqués. Au cours des années 1960, ils mettent au point un procédé de construction, le modèle Prétaillé, à partir duquel ils déclinent toute une série de modèles adaptés aux programmes de logement. A Arles, avec près de 15 000 logements répartis dans une dizaine de groupes d'habitation édifiés au Trébon, aux Alyscamps, à Griffeuille, à Barriol ou à Salin-de-Giraud, ils s'illustrent particulièrement dans le domaine du logement social. Avec une dizaine de résidences en copropriété édifiées entre 1958 et 1976<sup>126</sup>, l'agence Van Migom-Pélissier renouvelle également la typologie de l'immeuble d'habitation de standing. Les équipements publics<sup>127</sup> – groupes scolaires, équipements sportifs,

<sup>123</sup> Répertoire Arles agglomération, p.491-p.494.

<sup>124</sup> Répertoire Arles agglomération, p.693-p.696.

<sup>125</sup> Répertoire Arles agglomération, p.315-p.318 ; Dossier monographique n°13.

<sup>126</sup> Résidence Monplaisir (1958-1959, arch. : Van Migom-Pélissier) ; résidence Le Central (1964, arch. : Van Migom-Pélissier) ; résidence Van Gogh (1964-1965, arch. : Van Migom-Pélissier) ; résidence Provence (1964-1965, arch. : Van Migom-Pélissier) ; résidence La Bonne Mère (1964-1966, arch. : Van Migom-Pélissier) ; résidence Lou Mireio (s.d. circa 1965-1970, arch. : Van Migom-Pélissier ?) ; résidence Montmajour (1965-1967, arch. : Van Migom-Pélissier) ; résidence Les Iris (1973, arch. : Van Migom-Pélissier) ; résidence Clémenceau (1973-1975, arch. : Van Migom-Pélissier) ; résidence Héritier (1973-1975, arch. : Van Migom-Pélissier) ; résidence Daudet (1976, arch. : Van Migom-Pélissier).

<sup>127</sup> Groupes scolaires : collège Van Gogh (1967-1970, arch. : Van Migom-Pélissier) ; groupe scolaire Griffeuille (1968-1969, arch. : Van Migom-Pélissier) ; groupe scolaire de Barriol (1974-1977, arch. : Van Migom-Pélissier) ; Equipements sportifs : centre sportif et scolaire Fernand Fournier (1948-1964, arch. : Van Migom-Pélissier) ;

bâtiments administratifs, équipements de santé et d'utilité publique – constituent un autre terrain d'expression privilégié. En quelques décennies, l'agence Van Migom-Pélissier, qui réalise également des programmes commerciaux<sup>128</sup>, marque donc de son empreinte le centre-ville (opérations de reconstruction) et les abords nouvellement urbanisés de la ville.

Face au quasi-monopole de l'agence Van Migom-Pélissier sur la scène locale, les autres praticiens libéraux peinent à s'imposer. Seuls réussissent **Georges Imbert** et son successeur **Emile Sala (1913-1998)**. Bénéficiant de la confiance municipale, le premier réalise plusieurs groupes scolaires au cours des années 1950<sup>129</sup> dans un style à la fois rigoureux et élégant qui introduit une certaine modernité dans le paysage architectural arlésien. Il utilise cette même écriture dans les quelques programmes de logements sociaux<sup>130</sup> qu'il est amené à construire avant sa cessation d'activité en 1962. Il revient à Emile Sala, qui rachète son agence, de poursuivre cet effort d'ouverture à la création contemporaine. Parisien de naissance, diplômé de l'ENSA de Paris (atelier de Roger-Henri Expert), ayant d'abord exercé en Savoie, en Haute-Savoie, dans le Nord et en région parisienne, Emile Sala rejoint Arles en 1961. Il y travaille un temps avec Georges Imbert<sup>131</sup> avant de lui succéder définitivement en 1962. A Arles, utilisant tour à tour les possibilités offertes par la maçonnerie traditionnelle, le béton armé ou l'acier, Emile Sala réalise des équipements publics, notamment des écoles<sup>132</sup>, ainsi que des locaux commerciaux et industriels<sup>133</sup>. Le programme de la maison individuelle<sup>134</sup> lui permet de donner la pleine mesure de son talent. Il travaille également à des opérations de logement collectif<sup>135</sup> et à des bâtiments administratifs<sup>136</sup>, parfois en collaboration avec l'agence Van Migom-Pélissier. Au cours des années 1970, Emile Sala réalise une série d'opérations de logement individuel

---

Bâtiments administratifs : immeuble consulaire de la Chambre de Commerce et d'Industrie (1972-1974, arch. : Van Migom-Pélissier en collaboration avec Emile Sala) ; cité administrative (1974-1979, arch. : Van Migom-Pélissier en collaboration avec Emile Sala) ;

Equipements de santé et d'utilité publique : aménagement de l'hospice Chiavary (1954-1955, arch. : Van Migom-Pélissier) ; crèche municipale rue du docteur Fanton (1968-1969, arch. : Van Migom-Pélissier) ; IMP et CAT Les Abeilles (1973-1976), arch. : Van Migom-Pélissier.

<sup>128</sup> Primotel (1973-1975, arch. : Van Migom-Pélissier) ; centre commercial de Barriol (1974-1977, arch. : Van Migom-Pélissier) ; siège des établissements Guintoli (1975, arch. : Van Migom-Pélissier).

<sup>129</sup> Groupe scolaire de Pont-de-Crau (1950-1954, arch. : Georges Imbert) ; école primaire Monplaisir (1954-1956, arch. : Georges Imbert) ; école primaire Montmajour (1958, arch. : Georges Imbert).

<sup>130</sup> Groupe HLM Les Alyscamps (1954-1958, arch. : Georges Imbert) ; Groupe HLM Saint-Genest (1954-1957, arch. : Georges Imbert) ; Groupe HLM Monplaisir (1956-1957, arch. : Georges Imbert en collaboration avec Van Migom-Pélissier) ; Groupe HLM Genouillade (1959-1961, arch. : Georges Imbert) ; Groupe HLM Bigot (1960-1962, arch. : Georges Imbert).

<sup>131</sup> Résidence Les Tamaris (1960-1962, arch. : Georges Imbert et Emile Sala).

<sup>132</sup> Ecole Loubet (1972-1974, arch. : Emile Sala) ; collège de Trinquetaille (1970-1972, arch. : Emile Sala) ; école maternelle Victoria Lysles (1978, arch. : Emile Sala) ; école maternelle de Mas-Thibert (1978, arch. : Emile Sala).

<sup>133</sup> Institut de Régulation et d'Automation (1968-1969, arch. : Emile Sala) ; Hôtel Le Select (s.d. circa 1964-1970, arch. : Emile Sala) ; extension de l'hôtel Primotel (s.d. circa fin des années 1970, arch. : Emile Sala).

<sup>134</sup> Villa Bank (1971-1973, arch. : Emile Sala) ; villa Benkemoun (1971-1974, arch. : Emile Sala) ; maison Sala (1978-1979, arch. : Emile Sala).

<sup>135</sup> Les plus importantes sont La Souleïado (1967-1968, arch. : Emile Sala), Les Cèdres bleus (s.d. circa 1964-1970, arch. : Emile Sala), le groupe HLM du Trébon (CIL, 1963-1965, arch. : Emile Sala) et le grand ensemble de Griffueille (1964-1974, arch. : Van Migom-Pélissier et Emile Sala).

<sup>136</sup> Chambre de Commerce et d'Industrie (1972-1974, arch. : Van Migom-Pélissier et Emile Sala) ; Cité administrative d'Arles (1974-1979, arch. : Van Migom-Pélissier et Emile Sala).

groupé à vocation sociale<sup>137</sup>. Parallèlement, il mène des études d'urbanisme notamment celle concernant la création de la ZUP de Barriol (1968-1969) dans laquelle il édifie d'ailleurs le Centre œcuménique Emmanuel (1978, arch. : Emile Sala, Alain Jouve)<sup>138</sup>.

Entre 1950 et le milieu des années 1970, l'essentiel des commandes municipales est traité en interne, par un service technique qui, à la faveur d'une réorganisation en mars 1947, a à sa tête un ingénieur – **René Pichon (1913-1993)** – et un architecte – **Pierre Gaillard (1914-1989)**. Diplômé de l'Ecole des Arts et Métiers, le premier était arrivé à Arles au milieu des années 1930. Originaire de Haute-Provence, formé à l'Ecole des Arts décoratifs de Nice, le second avait débuté sa carrière chez Gaston Castel à Marseille<sup>139</sup>. En plus de l'entretien et de la transformation des bâtiments communaux, l'équipe de techniciens formée par René Pichon et Pierre Gaillard – le premier validant les projets élaborés par le second – réalise la plupart des équipements municipaux édifiés pendant les années de croissance. Dans un style consensuel, souvent sans grande recherche architecturale, ils réalisent de nombreux établissements scolaires<sup>140</sup> mais aussi des équipements techniques<sup>141</sup>, sportifs<sup>142</sup>, culturels<sup>143</sup> et administratifs<sup>144</sup>.

Au cours des années 1960, l'extension urbaine<sup>145</sup> et le dynamisme du secteur de la construction conduisent des praticiens extérieurs à concevoir à Arles des édifices qui, pour certains, sont porteurs de certaines innovations architecturales. Ainsi, le nîmois **Armand Pellier (1910-1989)** livre l'une de ses œuvres les plus abouties à l'hôtel Les Cabanettes (1965-1967, 1976-1978, arch. : Armand Pellier)<sup>146</sup> qui est édifié à proximité de Saliers. Subtile rencontre entre l'architecture organique, la construction vernaculaire et les formes

<sup>137</sup> Lotissement HLM La Prairie (Moulès, 1976-1977, arch. : Emile Sala) ; lotissement HLM Mas de Provence (Raphèle, 1976-1977, arch. : Emile Sala) ; lotissement HLM Mas des Salins (Salin-de-Giraud, 1976-1978, arch. : Emile Sala) ; groupe HLM Le Gaudre (Salin-de-Giraud, s.d. circa 1975-1980, arch. : Emile Sala) ; lotissement HLM (Le Sambuc, 1978-1979, arch. : Emile Sala).

<sup>138</sup> Répertoire Arles agglomération, p.803-p.806.

<sup>139</sup> THAON Bernard, « L'urbanisme arlésien : des ordres urbains discrets », ROUQUETTE Jean-Maurice (dir.) ; Histoire d'Arles, Paris, Imprimerie nationale, 2008, p.934-p.935.

<sup>140</sup> Groupe scolaire de Gageron (1946, arch. : Pierre Gaillard) ; groupe scolaire d'Albaron (1950-1952, arch. : Pierre Gaillard) ; école maternelle Montmajour (1952-1953, arch. : Pierre Gaillard) ; école maternelle de Trinquetaille (1952-1953, arch. : Pierre Gaillard) ; école de filles de la rue Bonnemant (1952-1954, arch. : Pierre Gaillard) ; école maternelle de Salin-de-Giraud (1953-1955, arch. : Pierre Gaillard) ; groupe scolaire du Trébon (1964-1966, arch. : Pierre Gaillard).

<sup>141</sup> Caserne des pompiers (1967-1968, arch. : Pierre Gaillard).

<sup>142</sup> Stade de Mas-Thibert (1950, arch. : Pierre Gaillard) ; stade de Salin-de-Giraud (1962-1963, arch. : Pierre Gaillard) ; gymnase de Salin-de-Giraud (1969, arch. : Pierre Gaillard) ; piscine municipale Guy Berthier (1969-1970, arch. : Pierre Gaillard).

<sup>143</sup> Club du Sambuc (1962, arch. : Pierre Gaillard) ; salle polyvalente de Salin-de-Giraud (1962, arch. : Pierre Gaillard) ; surélévation de la salle des fêtes (1962-1964, arch. : Pierre Gaillard) ; mairie-annexe et salle des fêtes de Mas-Thibert (1964-1965, arch. : Pierre Gaillard) ; auberge de jeunesse (1970-1971, arch. : Pierre Gaillard).

<sup>144</sup> Mairie-annexe de Salin-de-Giraud (1962-1963, arch. : Pierre Gaillard) ; bureau de Poste d'Albaron (1966-1968, arch. : Pierre Gaillard) ; bureau de poste de Moulès (1972-1974, arch. : Pierre Gaillard).

<sup>145</sup> A l'échelle de la ville, l'architecte-urbaniste Charles Delfante (né en 1926) travaille à la révision du Plan d'urbanisme entre 1958 et 1961.

<sup>146</sup> Répertoire Arles hameaux, p.171-p.174 ; Dossier monographique n°18.

contemporaines, Les Cabanettes attestent de l'émergence d'une « école méridionale » pendant les années 1960.

Les œuvres d'architectes plus jeunes, à l'image de celles de **Paul Quintrand**, illustrent elles aussi la richesse des recherches menées par les architectes provençaux. En 1961, après avoir étudié (ENSBA, atelier Expert puis atelier Vivien) et travaillé (agence de Pierre Dufau) à Paris, Paul Quintrand reprend une agence à Aix-en-Provence. Pendant une dizaine d'années, avant d'abandonner la maîtrise d'œuvre pour se consacrer exclusivement à ses activités d'enseignant et de chercheur, il élabore une œuvre très novatrice. A Arles – ville dont était originaire son père et où il avait passé une partie de sa jeunesse –, il réalise quelques petits ensembles résidentiels<sup>147</sup> qui témoignent d'une nouvelle approche du projet architectural. Avec les villas Merland (1964-1965, arch. : Paul Quintrand)<sup>148</sup> et Vaché (1965-1966, arch. : Paul Quintrand)<sup>149</sup>, il réalise surtout deux œuvres-manifestes de sa première « manière architecturale », marquée par la recherche d'une nouvelle synthèse plastique.

Dans son sillage, le maître d'œuvre arlésien **Jean Servonat** réalise la villa Tuloup (1966-1968, maître d'ouvrage : Jean Servonat<sup>150</sup>).

Dans un autre registre, le nouvel Hôtel des Postes (1959-1960, arch. : Albert Grégoire, Eugène Chirié)<sup>151</sup> conçu par **Albert Grégoire (1916- ?)** et édifié sur le boulevard des Lices sous la direction **d'Eugène Chirié (1902-1984)** ou encore l'immeuble de Crédit agricole (1962, arch. : Gilbert Bonnardel, Henri Sherjal)<sup>152</sup> de **Gilbert Bonnardel** et d'**Henri Sherjal** incarnent les deux principales tendances – la première plus monumentale, la seconde plus fonctionnaliste – en matière d'architecture administrative.

La décennie suivante, permet à un architecte confirmé – **Paul Nelson (1895-1979)** – de livrer son œuvre-testament dans le domaine de l'architecture hospitalière au travers de l'hôpital Joseph Imbert (1971-1974, arch. : Paul Nelson, André Remondet, Pierre Devinoy)<sup>153</sup> qu'il conçoit en collaboration avec **André Remondet (1908-1998)** et **Pierre Devinoy**.

Encore portée par l'euphorie économique du début des années 1970, l'urbanisation du quartier de Barriol – dernière opération urbaine de grande envergure du XXe siècle à

<sup>147</sup> Résidence Les Alpilles (1964, arch. : Paul Quintrand) ; lotissement Les Ormeaux

<sup>148</sup> Répertoire Arles hameaux, p.339-p.342.

<sup>149</sup> Répertoire Arles agglomération, p.659-p.662 ; Dossier monographique n° 19.

<sup>150</sup> Répertoire Arles hameaux, p.119-p.122.

<sup>151</sup> Répertoire Arles agglomération, p.213-p.216.

<sup>152</sup> Répertoire Arles agglomération, p.201-p.204.

<sup>153</sup> Répertoire Arles agglomération, p.861-p.864 ; Dossier monographique n° 16.

Arles – ouvre le champ de la commande à des praticiens extérieurs. Elle s'affirme ainsi comme un terrain d'expression privilégié de la diversité architecturale, principalement en matière de logement social. Si les propositions du Marseillais **Jean Delbès (1899-1990)** paraissent anachroniques<sup>154</sup>, son compatriote **Mario Fabre (né en 1933)** livre à Barriol le résultat de recherches innovantes en matière de logement individuel groupé<sup>155</sup>. Le stéphanois **Didier Guichard (?-2002)** et les parisiens de l'atelier **BCDMB (Eugène Manolakakis et associés)** y introduisent pour leur part les tendances postmodernes<sup>156</sup>. D'ailleurs, suite au succès du groupe HLM Les Gradins (1975-1977, arch. : atelier BCDMB)<sup>157</sup>, Eugène Manolakakis et ses associés obtiennent plusieurs commandes municipales<sup>158</sup> et privées<sup>159</sup> qui leur permettent de donner corps à leurs recherches en matière de déconstruction formelle. A Arles, cette tendance s'illustre également au travers de la villa Smith (1972, arch. : Paul Chemetov)<sup>160</sup> conçue par **Paul Chemetov (né en 1928)**.

En marge de ces expériences singulières, en ces temps de massification des besoins de la société en matière d'architecture, les constructions industrialisées se multiplient à Arles. Dans le quartier de Trinquetaille est ainsi édifiée au cours des années 1970, comme dans plus de cent quatre-vingt villes françaises, une piscine Tournesol (s.d. circa 1972-1975, arch. : Bernard Schoeller)<sup>161</sup> dont le concept innovant avait été mis au point par l'architecte **Bernard Schoeller** dans le cadre du concours lancé en 1969 par le secrétariat d'Etat en charge de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs.

<sup>154</sup> Le groupe de l'OPHLM des Bouches-du-Rhône à Barriol (1970-1972, arch. : Jean Delbès) reprend les mêmes principes que ceux mis en œuvre par les mêmes acteurs au groupe du Trébon (1961-1962, arch. : Jean Delbès) dix ans auparavant.

<sup>155</sup> Lotissement Les Flamants (1971-1972, arch. : Mario Fabre) ; lotissement Les Aigrettes (1972-1973, arch. : Mario Fabre).

<sup>156</sup> Groupe HLM Les Peupliers (1972-1974, arch. : Didier Guichard) ; groupe HLM Les Gradins (1975-1977, arch. : atelier BCDMB).

<sup>157</sup> Répertoire Arles agglomération, p.807-p.810 ; Dossier monographique n°23.

<sup>158</sup> Parking des Lices (1977-1978, arch. : atelier BCDMB) ; office du tourisme (1979, arch. : atelier BCDMB).

<sup>159</sup> Groupe HLM Les Haras du Bourg et copropriété les Manades (1981-1982, arch. : atelier BCDMB).

<sup>160</sup> Répertoire Arles hameaux, p.115-p.118.

<sup>161</sup> Répertoire Arles agglomération, p.725-p.728.

## **PARTIE 3**

# **UN SIÈCLE D'EXPÉRIENCES URBAINES ET ARCHITECTURALES**



Considérée du point de vue de l'histoire de l'architecture et de la ville, Arles est particulièrement représentative des mutations qui caractérisent le XXe siècle. Comme dans le reste du pays, deux problématiques sous-tendent et conditionnent en grande partie l'activité constructive : la vétusté et la pénurie en matière de logement d'une part, et la nécessité d'équiper une ville en constante transformation d'autre part. Confrontés à ces deux défis – qui revient à essayer de faire en sorte que la ville du XXe siècle soit « habitable » et « vivable » pour ses usagers –, maîtres d'ouvrages et maîtres d'œuvres lancent des initiatives parfois audacieuses, qui donnent lieu à toute une série d'expériences architecturales.

## I. HABITER LA VILLE : LE DEFI DU LOGEMENT A ARLES AU XXe SIECLE

### 1. Le premier XXe siècle : entre hôtels particuliers, architectures pittoresques et expériences de la modernité

Au tournant du siècle, la bourgeoisie locale continue de se faire édifier des hôtels particuliers dans le centre-ville (maison d'habitation du n°25 place Saint-Blaise, 1901, arch. non déterminé)<sup>162</sup> ou à proximité immédiate des boulevards Georges Clémenceau, Emile Combes ou Victor Hugo. Les plus prestigieux, à l'image de la demeure située au n°1 boulevard Georges Clémenceau (1899, arch. : Auguste et Léon Vérant), sont conçus par Auguste et Léon Vérant qui y démontrent leur maîtrise des styles historiques et l'élégance qu'il peut y avoir à les combiner. Plus tard, au cours des années 1930, la bourgeoisie locale se tourne vers la villa périurbaine, typologie architecturale qui, pendant l'Entre-deux-guerres, se substitue à l'hôtel particulier. De la même manière, les maîtres d'ouvrages s'ouvrent à des expressions architecturales plus contemporaines. Dans le quartier des Alyscamps, la rue Renaudel est à ce titre exemplaire puisque s'y bâtissent aussi bien des villas au régionalisme épuré et modernisé (n°1 et n°3 rue Pierre Renaudel, s.d. circa 1930-1935, arch. non déterminé)<sup>163</sup> que des villas Art Déco (n°12 de la rue Pierre Renaudel, 1935, arch. non déterminé)<sup>164</sup>. Cette dernière esthétique est mise particulièrement à l'honneur dans la maison d'habitation située au n°9-9bis rue Emile Fassin (s.d. circa 1920-1939, arch. : non déterminé)<sup>165</sup> dont l'intérêt réside essentiellement dans le traitement de la façade principale. Cette dernière est animée par des bow-windows et une décoration faite d'entrelacs de motifs géométriques, de frises de denticules, de pilastres cannelés et de bandeaux de végétaux stylisés traités en faible modelé. Dans la demeure qu'il se construit en 1933 au numéro 20 de la rue Pierre Saxy (1933, ent. : Julien Chavoutier)<sup>166</sup> dans le quartier du Trébon-

<sup>162</sup> Répertoire Arles agglomération, p.65-p.68.

<sup>163</sup> Répertoire Arles agglomération, p.355-p.358 ; Répertoire Arles agglomération, p.371-p.374.

<sup>164</sup> Répertoire Arles agglomération, p.351-p.354.

<sup>165</sup> Répertoire Arles agglomération, p.237-p.240.

<sup>166</sup> Répertoire Arles agglomération, p.539-p.542.

Monplaisir, Julien Chavoutier opte pour sa part pour une architecture plus sobre, exploitant les possibilités techniques et esthétiques du béton armé. Il en est de même dans la maison située au n°3 boulevard Georges Clémenceau (s.d. circa 1920-1939, arch. non déterminé)<sup>167</sup> qui constitue un bel exemple d'architecture des années 1930, à la géométrie marquée et aux lignes épurées. Sa façade, avec bow-window, est un parangon de modernité. Pourtant, elle n'est pas exempte d'ambiguïté : derrière le parapet de la terrasse du dernier étage, qui donne l'illusion d'un toit plat, se cache une toiture traditionnelle couverte de tuiles mécaniques.

Mais ces demeures bourgeoises font figures d'exceptions au sein de la production architecturale arlésienne. Le tissu pavillonnaire qui se tisse progressivement autour du centre ancien au cours de la première moitié du XXe siècle est en effet majoritairement constitué de demeures plus modestes. Souvent entourées de jardins individuels, ces maisonnettes se caractérisent par des silhouettes massées que viennent coiffer des toitures en tuiles mécaniques parfois agrémentées des tuiles faïtières décorées. Leur pittoresque repose sur une grande variété de couleurs et de textures, obtenue grâce à l'utilisation de divers matériaux : moellons, pierres de taille, briques, béton, tuiles mécaniques, carreaux de céramique émaillés ornés de motifs floraux. A Arles, elles sont nombreuses à être construites à partir de 1905 dans les faubourgs de Chabourlet (rue Renaudel, rue Marcel Sembat, rue Georges Stephenson<sup>168</sup>, etc.), des Alyscamps (rue Camille Saint-Saëns<sup>169</sup>), du Mouleyrès (rue de la Révolution, rue Mireille, etc.), du Trébon-Monplaisir (rue Thomas Edison<sup>170</sup>).

La première moitié du XXe siècle voit aussi l'apparition des premiers programmes de logements sociaux. Outre la cité industrielle de Salin-de-Giraud (1898-1924, arch. : Jules Brunfaut, Edouard Hannon) dont la typologie s'inspire des corons du Nord<sup>171</sup>, Arles possède quelques ensembles de logements ouvriers construits dans ses faubourgs, principalement pendant l'Entre-deux-guerres. Dans le quartier de Chabourlet, qui confirme sa vocation double vocation résidentielle et industrialo-artisanale, figure par exemple la cité ouvrière du

<sup>167</sup> Répertoire Arles agglomération, p.241-p.244.

<sup>168</sup> Répertoire Arles agglomération, p.379-p.392 ; Répertoire Arles agglomération, p.383-p.386.

<sup>169</sup> Répertoire Arles agglomération, p.375-p.378.

<sup>170</sup> Répertoire Arles agglomération, p.555-p.558.

<sup>171</sup> Concernant l'histoire de Salin-de-Giraud, se reporter aux ouvrages suivants : BOUTEMY (T.), "La cité usine Solvay à Salin-de-Giraud (1896-1914)", *Actes de la table ronde organisée par la CCI et MIP Provence*, Marseille, 2000 ; DAUMALIN Xavier, *Du sel au pétrole. L'industrie chimique de Marseille-Berre au XIXe siècle*, Marseille, Paul Tacussel éditeur, 2003 ; DAUMALIN Xavier, "Une usine pionnière (1895-1914)", MIOCHE Philippe (dir.), *L'usine Solvay de Salin-de-Giraud*, à paraître ; DAUMALIN Xavier, MIOCHE Philippe, "L'usine Solvay de Salin-de-Giraud", *MIP* n°10, décembre 2000 ; DAUNE F., *Une politique d'aménagement. La formation du logement et du territoire de la société Solvay*, Strasbourg, Ecole d'architecture de Strasbourg, 1985 ; DUROUSSEAU Thierry, *Une cité industrielle en Camargue*, Marseille, Parenthèses, 2011 ; SERGE A., *Les débuts d'une cité industrielle : les relations sociales de l'usine Solvay à Salin-de-Giraud de 1896 à 1907*, mémoire de maîtrise, université Aix-Marseille 1, 1995.

Répertoire Arles hameaux, p.193-p.260.

boulevard Marcelin Berthelot (s.d. circa antérieure à 1936, arch. non déterminé)<sup>172</sup>. Elle est composée de onze maisons mitoyennes d'un étage sur rez-de-chaussée, formant une bande. Disposant de jardins individuels sur l'arrière, leurs façades sur rue ne sont animées que par une discrète modénature et d'élégants petits auvents en bois coiffant les portes d'entrée. Mais le témoignage le plus probant de l'évolution du logement social pendant l'Entre-deux-guerres demeure la cité d'HBM Richepin (actuel groupe HLM Richepin, 1930-1933, arch. : Gaston Castel)<sup>173</sup> construite dans le quartier des Alyscamps, entre 1930 et 1933 par l'OPHBM du département, selon le projet de l'architecte Gaston Castel. Figurant parmi les premières réalisations initiées par l'Office, la cité Richepin constitue un témoignage de l'histoire du logement social dans les Bouches-du-Rhône, tant au niveau du contexte général de développement des cités HBM qu'au niveau de la mise au point de nouvelles typologies architecturales adaptées à ce programme, puisque Gaston Castel opte ici pour de petits immeubles collectifs plutôt que pour le modèle de la cité-jardin.

Cette dernière typologie architecturale – la cité-jardin – préside à la réalisation d'un petit ensemble résidentiel à l'ouest du faubourg de Trinquetaille, mais il ne s'agit pas à proprement parler d'un programme de logement social. La cité-jardin du Grand Gallègues (1927-1931, arch. non déterminé)<sup>174</sup> est créée à l'initiative de deux familles – les familles Laye et Canin – désireuses de lotir d'anciennes terres agricoles. Elle est composée de petits pavillons de plan carré entourés de jardins privatifs. Construits en maçonnerie traditionnelle, possédant pour la plupart des façades enduites, ils sont couverts par des toitures à double pente traitées en tuiles mécaniques et ornées de tuiles faïtières décoratives. Comme pour bien marquer qu'il ne s'agit pas ici de logement social mais d'un programme d'accession à la propriété, les pavillons sont appelés « villas » et individualisés (villa Juanita, villa Louis, villa Saint-Pierre, villa Saint-Joseph, etc.)<sup>175</sup>.

## **2. Les opérations de reconstruction (1946-1965) : le logement collectif à l'épreuve des recompositions urbaines**

A Arles comme dans beaucoup de villes sinistrées, la Seconde Guerre mondiale, avec le cortège de destructions qu'elle entraîne, ravive la crise du logement déjà latente pendant l'Entre-deux-guerres. Lors des combats pour la Libération de la Provence, Arles, en raison de sa position stratégique au bord du Rhône, est durement touchée par six bombardements aériens alliés, qui interviennent entre juin et août 1944. Au sortir de la

<sup>172</sup> Répertoire Arles agglomération, p.193-p.196.

<sup>173</sup> Répertoire Arles agglomération, p.339-p.342 ; Dossier monographique n°4.

<sup>174</sup> Répertoire Arles agglomération, p.665-p.668.

<sup>175</sup> Cette affirmation de la propriété individuelle n'empêche pas les habitants de se constituer en Association syndicale en 1929, afin de pouvoir engager des démarches auprès des pouvoirs publics pour obtenir les subventions nécessaires à l'exécution des travaux d'hygiène et de salubrité publique.

guerre, on dénombre 405 immeubles détruits représentant environ 1 000 logements. En décembre 1946, 6 240 dossiers de sinistrés ont déjà été déposés auprès de la Commission départementale de reconstruction des Bouches-du-Rhône<sup>176</sup>. D'autres sources indiquent les chiffres de 1 156 logements détruits ou inhabitables et de 1 120 logements partiellement détruits sur un total de 5 500<sup>177</sup>.

A Arles, la Reconstruction est une opération de longue haleine qui commence en 1946 pour ne s'achever qu'au milieu des années 1960. Comme dans les autres villes françaises, elle comprend essentiellement des programmes de logement mais aussi des équipements (usine des eaux, gare), des bâtiments d'utilité publique (cliniques, églises), des ouvrages d'art (ponts) ou encore des programmes commerciaux. Elle s'effectue selon un Plan de Reconstruction et d'Aménagement dressé par Pierre Vago<sup>178</sup> en 1947 et dont le contenu est définitivement adopté par les différentes instances publiques en 1951<sup>179</sup>. A l'échelle de la ville, ce plan impliquait une restructuration globale. Autour du noyau historique, l'architecte-urbaniste avait en effet déterminé quatre quartiers ayant chacun leur centre, leurs équipements socioculturels et commerciaux, leurs possibilités de développement et d'extension : Trinquetaille, Le Trébon-Monplaisir, Mouleyrès-Griffeuille, Les Alyscamps. Au sud de l'agglomération, au niveau du quartier de Barriol, Pierre Vago prévoyait la construction d'un pont et l'aménagement d'une zone industrielle desservie par la route (une voie de contournement avec un nouveau pont), le rail et l'eau.

D'un point de vue opérationnel, la reconstruction de la ville commence avant même la mise au point définitive du Plan de Reconstruction et d'Aménagement de Pierre Vago, sans attendre que les opérations de déblaiements soient terminées, dans le but de reloger au plus vite les sinistrés. Par conséquent, elle débute hors des quartiers sinistrés, sur des terrains dits « de compensation » jusque là vierges de toute construction. Ainsi, à Chabourlet, aux portes de la ville ancienne, face à l'axe "hausmannien" d'Arles (la rue Gambetta) est construite la cité de relogement Emile Zola (1946-1949, arch. : Pierre Vago)<sup>180</sup>. Cet ensemble comprenant soixante-dix logements et sept commerces est édifié par le MRU au titre des Immeubles Sans Affectation Individuelle (ISAI). Conçu par Pierre Vago, il prend la forme d'un lotissement composé de petites maisons jumelées, ordonnées selon une trame orthogonale. Côté ville, ces pavillons sont précédés par deux immeubles commerciaux se

<sup>176</sup> Commission départementale de reconstruction des Bouches-du-Rhône, *PV des séances du 29 mai 1946 et du 4 décembre 1946*.

<sup>177</sup> AM ARLES M 70.

<sup>178</sup> Pierre Vago est l'architecte-urbaniste que le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU) avait nommé architecte en chef de la reconstruction de la partie ouest du département des Bouches-du-Rhône (c'est-à-dire des villes d'Arles, de Tarascon et de Beaucaire, les frontières administratives s'adaptant alors à l'usage du territoire) à la Libération.

<sup>179</sup> AD 13 12 O 2295, Plan de Reconstruction et d'aménagement de la ville d'Arles (1947-1951, arch.-urb. : Pierre Vago).

<sup>180</sup> Répertoire Arles agglomération, p.265-p.268.

faisant face, qui marquent le seuil du nouveau quartier. Une autre opération de compensation est engagée dès le début des années 1950 au nord de la ville, au Trébon. Le long de l'avenue De Lattre de Tassigny est ainsi édifié en 1951-1952 un véritable nouveau noyau urbain comprenant l'église de la Sainte-Famille (1951-1952, arch. : Pierre Vago, Armand Roux)<sup>181</sup>, des immeubles d'habitation avec rez-de-chaussée commerciaux (1951-1952, arch. : Pierre Vago, Armand Roux)<sup>182</sup> et un groupe d'habitation comprenant cinquante-deux logements (Lou Gardian, 1951-1952, arch. : Pierre Vago, Georges Imbert, Eugène Squélard, Armand Roux)<sup>183</sup>. Formulée dans le langage architectural très épuré, pour ne pas dire radical, qui caractérise la production de Pierre Vago au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, cette opération donne une impulsion décisive au développement des quartiers nord de la ville.

Il n'en demeure pas moins que la Reconstruction arlésienne concerne essentiellement un tissu urbain constitué, situé dans le centre historique ou ses abords immédiats. Les quartiers de Trinquetaille et de Cavalerie avaient été particulièrement sinistrés au cours de l'été 1944. Leur reconstruction – entre 1948 et 1955 pour Trinquetaille<sup>184</sup>, entre 1951 et 1965 pour Cavalerie<sup>185</sup> – donne lieu à des opérations de grande envergure en termes de programme : cent quatre-vingt-quinze logements, une dizaine de locaux commerciaux, un hôtel et une église reconstruits à Trinquetaille ; treize îlots, dont onze îlots d'habitation représentant environ deux cent soixante-quinze logements, deux hôtels, une vingtaine de locaux commerciaux, trois écoles à Cavalerie. Ces opérations obéissent à des logiques différentes : à Trinquetaille, Pierre Vago ambitionne de créer un nouveau quartier dans un esprit qu'il qualifie de « *contemporain* »<sup>186</sup> ; à Cavalerie, il entend restituer une partie du tissu ancien, ce qu'il ne fait que dans une certaine mesure<sup>187</sup> car, dans la réalité, la reconstruction donne lieu à une véritable recomposition urbaine, en même temps qu'elle conduit les architectes-reconstructeurs à renouveler leur approche de l'immeuble de logement collectif.

<sup>181</sup> Répertoire Arles agglomération, p.591-p.594.

<sup>182</sup> Répertoire Arles agglomération, p.595-p.598 ; Répertoire Arles agglomération, p.599-p.602.

<sup>183</sup> Répertoire Arles agglomération, p.603-p.606.

<sup>184</sup> Répertoire Arles agglomération, p.729-p.768 ; Dossier monographique n°8.

<sup>185</sup> Répertoire Arles agglomération, p.3-p.58 ; Dossier monographique n°10.

<sup>186</sup> Mémoire descriptif, Plan d'Aménagement et de Reconstruction d'Arles (1947-1951), AD 13 12 O 2295.

<sup>187</sup> Au regard des solutions que Pierre Vago met en œuvre lors de la reconstruction du quartier Cavalerie, force est de constater que son intervention sur le centre ancien est moins mesurée qu'il ne veut bien le dire. Cette opération révèle le double décalage que l'on observe chez Pierre Vago : un décalage inévitable, dû à la reconstruction mentale, entre le discours qu'il développe dans *Une Vie intense*, ses Mémoires écrites à la fin de sa vie, et la vérité historique ; un décalage entre son discours d'architecte-urbaniste et sa pratique.

De ce point de vue, la reconstruction d'Arles est l'expression des doctrines progressistes de l'après-guerre. Ainsi, le dense tissu ancien est remplacé par un urbanisme très lâche, un urbanisme « du vide » qui se caractérise par des cœurs d'îlots aérés, ceinturés par des barres périphériques, souvent articulées selon une trame orthogonale. Pierre Vago justifie ce choix au nom de l'hygiène et de la salubrité, mais aussi au regard d'une certaine appréhension de la ville méditerranéenne dans laquelle la place serait le principal élément structurant. Au nom de cette même tradition locale, l'architecte en chef propose de doter chaque logement d'une loggia. Par contre, il ne fait aucune concession au régionalisme en terme de langage architectural. Il impose à ses collaborateurs une architecture de facture contemporaine : volumes simples, arêtes vives, surfaces planes, modénature discrète, toitures plates ou peu pentues, emploi exclusif de bâtiments à ossature en béton et de façades enduites puis peintes, façades dominées par les « pleins », recours exclusif à des baies et des percements rectangulaires, exception faite des passages piétons et automobiles<sup>188</sup>. Toutefois, à l'intérieur de ce cadre général qui garantit la cohérence de l'ensemble, Pierre Vago rend possible les déclinaisons formelles : chaque îlot possède son identité propre grâce aux variations proposées par les architectes d'opération au niveau de la composition des élévations. Ainsi, les bâtiments conçus par Pierre Vago et Armand Roux expriment une certaine radicalité. L'expressivité de ceux Georges Imbert repose essentiellement sur une mise en valeur des matériaux – le béton – et de l'ossature, ce qui rattache l'architecte au classicisme structurel d'Auguste Perret. Les immeubles d'Eugène Squélard et de Léon Hoa possèdent pour leur part une certaine plasticité, due aux jeux d'ombre et de lumière induite par la présence d'éléments en porte-à-faux. Enfin, la composition, l'ordonnancement et la modénature soignée de ceux de Jacques Van Migom témoignent d'une plus grande sensibilité aux traditions historiques et locales.

Les programmes de reconstruction concernant essentiellement la production de logement, ils focalisent l'attention des architectes sur cette question dès le sortir du conflit. Les trois décennies suivantes ne font que confirmer cette tendance faisant du logement la problématique centrale de la production architecturale.

<sup>188</sup> Dans le mémoire descriptif qui accompagne le Plan de Reconstruction et d'Aménagement, Pierre Vago précise : « *Le permis de construire peut être refusé pour des constructions ne présentant pas une simplicité de volume, une unité d'aspect et de matériaux compatibles avec une bonne économie de la construction, la tenue générale des agglomérations et l'harmonie des paysages. Peut être interdit tout pastiche d'une architecture archaïque ou pseudo régionale. Les constructions seront couvertes en terrasses ou par un toit dont la pente sera obligatoirement comprise entre 20 et 30°* ». Mémoire descriptif, Plan d'Aménagement et de Reconstruction d'Arles (1947-1951), AD 13 12 O 2295.

### 3. Formes du logement à Arles pendant les années de croissance (1950-1980)

Comme sur l'ensemble du territoire national, la question du logement sous-tend l'activité constructive arlésienne des Trente glorieuses. Cela s'explique par une croissance démographique sans précédent – Arles passe de 35 017 habitants en 1946 à 37 443 en 1954, puis à 41 932 en 1962, avant d'atteindre 45 774 habitants en 1968 et de franchir la barre de 50 000 habitants en 1975 (50 059 habitants selon l'INSEE) – ainsi que par la vétusté de son parc immobilier. Pendant trois décennies, le programme du logement va donc être donc réévalué à la lumière de nouvelles conditions d'édification : à la massification de besoins de la société vont répondre l'industrialisation des procédés de construction, l'évolution des conditions de conception (par exemple l'introduction de la conception assistée par ordinateur au tournant des années 1960 et 1970) et le renouveau des pratiques professionnelles (constitution d'équipes, renouveau des rapports entre architectes et ingénieurs, présence des Bureau d'Etudes Techniques et des bureaux de contrôles, etc.). Le logement devient ainsi un terrain d'expression privilégié pour les architectes.

La production architecturale arlésienne permet de vérifier le dynamisme de ce secteur : les logements construits entre 1950 et 1980 concernent tout autant les programmes sociaux – souvent proposés à la location, mais aussi parfois en accession à la propriété – que des programmes dit « de standing » destinés à la vente en copropriété ; ils se déclinent sous la forme de constructions individuelles (maisons mitoyennes, maisons individuelles, lotissements de maisons individuelles groupées) et d'immeubles collectifs ; enfin, ils adoptent différentes échelles, des villas individuelles aux lotissements, des petites unités résidentielles comprenant quelques dizaines de logements aux grands ensembles de plus de 500 logements, en passant par les nombreux groupes d'habitation dont la taille est comprise entre 100 et 300 logements. Face à cette variété typologique, les architectes élaborent tout un panel de réponses formelles qui témoignent de la diversité de leurs approches et, parfois, de la fécondité de leurs recherches.

#### *a. Le logement social, un laboratoire architectural et urbain*

En France, dès le début des années 1950, conscients de l'amplitude de la crise, les pouvoirs publics mènent une politique volontariste en matière de logement social. Ils engagent le pays dans un véritable effort de construction. A Arles, le premier programme de logement social est ainsi lancé par l'Office public d'Habitation à Loyer Modéré (OPHLM) des Bouches-du-Rhône en 1950. Il s'agit du groupe HLM Montmajour (1952-1953, arch. : Pierre Vago)<sup>189</sup> dont la construction est confiée à l'architecte en chef de la reconstruction de la ville,

<sup>189</sup> Répertoire Arles agglomération, p.491-p.494.

Pierre Vago. En 1953 – année à laquelle sont livrés les soixante-douze appartements du groupe Montmajour, est atteint dans le pays le cap symbolique de cent mille logements neufs construits par an. Toutefois, cela s'avère insuffisant compte tenu de l'ampleur des besoins : le déficit qu'il faudrait combler par des mises en chantier immédiates est alors évalué à trois millions de logements. La rudesse de l'hiver 1953-1954 révèle l'ampleur et la gravité de la crise. Suite au décès, à Paris, dans la rue, d'une femme récemment expulsée, l'abbé Pierre lance un appel à la radio, appel qui ne tarde pas à devenir historique. Il fait prendre conscience de la misère des plus démunis et conduit les pouvoirs publics à rendre opérationnel un dispositif de financement de logements sociaux afin de résorber durablement la crise. Bien des années seront nécessaires pour atteindre cet objectif ; néanmoins, les premiers effets de la politique en faveur du logement social sont perceptibles sur l'ensemble du territoire national dès 1954.

Certaines initiatives constituent en effet des réponses d'urgence à une crise du logement devenue intolérable. C'est par exemple le cas des cités de Logements Economiques de Première Nécessité (cités LEPN), dont Arles est une des rares villes à conserver un témoignage. Construite en 1954 par Pierre Vago à la demande de l'OPHLM des Bouches-du-Rhône, la cité LEPN d'Arles (1954, arch. : Pierre Vago)<sup>190</sup> est édifiée dans le quartier des Alyscamps, à proximité de la cité d'HBM Richepin (actuel groupe HLM Richepin, 1930-1933, arch. : Gaston Castel)<sup>191</sup>. Cet ensemble est l'une des quatre cités LEPN construites par l'architecte dans les Bouches-du-Rhône (les autres se situaient à Berre, à Martigues et à Port-Saint-Louis-du-Rhône). Il témoigne tout autant de la réflexion de Pierre Vago sur la cellule d'habitation minimale que de sa grande inventivité. Composée de vingt-cinq logements mitoyens disposés en bande, elle prend l'étonnant aspect d'une longue construction de plain-pied coiffée par une toiture dissymétrique à pentes inversées qui ramène les eaux pluviales vers les conduites d'évacuation placées au centre des appartements. La qualité des logements repose d'ailleurs essentiellement sur ces plafonds inclinés qui dynamisent l'espace intérieur. La cité LEPN d'Arles permet surtout à Pierre Vago d'expérimenter une voie originale, celle de la frugalité en architecture : économie d'espace, économie de matériaux n'empêchent pas ici de créer un espace de vie, à la fois agréable et fonctionnel.

<sup>190</sup> Répertoire Arles agglomération, p.315-p.318 ; Dossier monographique n°13.

<sup>191</sup> Répertoire Arles agglomération, p.339-p.342 ; Dossier monographique n°4.

Entre 1950 et 1980, une trentaine de groupes HLM sont édifiés à Arles par des bailleurs sociaux<sup>192</sup>, représentant un corpus d'environ 4 700 logements. Implantés à la périphérie de l'agglomération, ces nouveaux ensembles résidentiels en modifient le paysage. Dans leur grande majorité, ils sont représentatifs des théories dominantes dans la pensée urbaine des années de croissance : combinaison de tours et de barres ; implantation des bâtiments selon une trame orthogonale ; variété morphologique des immeubles (plans en T, en U, en S, en L) ; élaboration d'une trame urbaine associant rues, pour la plupart rectilignes, et places. A Arles, ces principes président à la conception de la grande majorité des groupes d'habitation, à l'exception toutefois des Peupliers (1972-1974, arch. : Didier Guichard)<sup>193</sup> ou des Gradins (1975-1977, arch. : atelier BCDMB. Eugène Manolakakis et associés)<sup>194</sup> qui, plus tardifs, témoignent de l'émergence d'une nouvelle génération de plans-masses. Chez certains architectes, ils semblent immuables : Jean Delbès les met ainsi en œuvre dans le groupe HLM Le Trébon (1961-1962, arch. : Jean Delbès)<sup>195</sup> construit au début des années 1960 pour l'OPHLM du département, puis à nouveau dix ans plus tard pour le même maître d'ouvrage dans le groupe HLM de Barriol (1970-1972, arch. : Jean Delbès)<sup>196</sup>. Cette relative homogénéité typologique n'empêche pas que soient menées des expériences singulières d'un point de vue formel. Dans les ensembles qu'il réalise au cours des années 1950 à la demande du Comité Interprofessionnel du Logement (CIL), Georges Imbert mise sur les capacités structurelles et plastiques du béton : les groupes HLM Saint-Genest (1954-

<sup>192</sup> La liste exhaustive des groupes HLM construits à Arles entre 1950 et 1980 est la suivante : groupe HLM Montmajour (1950-1953, arch. : Pierre Vago ; Répertoire Arles agglomération, p.491-p.494) ; cité LEPN (1954, arch. : Pierre Vago ; Répertoire Arles agglomération, p.315 -p.318) ; groupe HLM Monplaisir (13 HABITAT, 1954-1955, arch. : Van Migom-Pélissier ; Répertoire Arles agglomération, p.483-p.486) ; groupe HLM Les Alyscamps (SEMPA, 1954-1956, arch. : Georges Imbert, Van Migom-Pélissier ; Répertoire Arles agglomération, p.331-p.334) ; groupe HLM Saint-Genest (UNICIL, 1954-1957, arch. : Georges Imbert ; Répertoire Arles agglomération, p.689-p.692) ; groupe HLM Trinquette (1955-1958, arch. : Pierre Vago ; Répertoire Arles agglomération, p.693-p.696) ; groupe HLM Monplaisir (SEMPA, 1956-1957, arch. : Georges Imbert, Van Migom-Pélissier ; Répertoire Arles agglomération, p.487-p.490) ; groupe HLM Claude Lautier (Salin-de-Giraud, SEMPA, 1956-1957, arch. : Van Migom-Pélissier ; Répertoire Arles hameaux, p.265-p.268) ; groupe HLM Les Alyscamps 2 (SEMPA, 1956-1958, arch. : Georges Imbert ; Répertoire Arles agglomération, p.335-p.338.) ; groupe HLM Les Alyscamps (13 HABITAT, 1956-1958, arch. : Georges Imbert, Van-Migom-Pélissier ; Répertoire Arles agglomération, p.327-p.330) ; groupe HLM Genouillade (UNICIL, 1959-1961, arch. : Georges Imbert ; Répertoire Arles agglomération, p.429-p.432.) ; groupe HLM Bigot 1 (13 HABITAT, 1959-1961, arch. : Van Migom-Pélissier ; Répertoire Arles agglomération, p.319-p.322) ; groupe HLM Bigot II (13 HABITAT, 1960-1962, arch. : Georges Imbert ; Répertoire Arles agglomération, p.323-p.326) ; groupe HLM Camargue (UNICIL, 1961-1962, arch. : Van Migom-Pélissier ; Répertoire Arles agglomération, p.683-p.686) ; groupe HLM Le Trébon (13 HABITAT, 1961-1962, arch. : Jean Delbès ; Répertoire Arles agglomération, p.495-p.498) ; cité Watton-Chabert (1962-1966, arch. : Pierre Gaillard ; Répertoire Arles agglomération, p.413-p.416) ; groupe HLM Trébon (UNICIL, 1963-1965, arch. : Georges Imbert, Emile Sala ; Répertoire Arles agglomération, p.499-p.502) ; groupe HLM Griffueille (SEMPA, 1964-1974, arch. : Van Migom-Pélissier, Georges Imbert, Emile Sala ; Répertoire Arles agglomération, p.437-p.440 ; Dossier monographique n°15) ; groupe HLM Les Gardians (Salin-de-Giraud, SEMPA, 1964-1966, arch. : Van Migom-Pélissier ; Répertoire Arles hameaux, p.273-p.276.) ; groupe HLM Camargue extension (UNICIL, 1966-1968, arch. : Van Migom-Pélissier ; Répertoire Arles agglomération, p.685-p.688) ; groupe HLM et copropriété La Souleïado (1967-1968, arch. : Emile Sala ; Répertoire Arles agglomération, p.519-p.522) ; groupe HLM de Mas-Thibert (13 HABITAT, 1970, arch. : Emile Sala ; Répertoire Arles hameaux, p.59-p.62) ; groupe HLM de Barriol (13 HABITAT, 1970-1972, arch. : Jean Delbès ; Répertoire Arles agglomération, p.807-p.810) ; groupe HLM Les Peupliers (1972-1974, arch. : Didier Guichard ; Répertoire Arles agglomération, p.819-p.822) ; groupe HLM Les Roseaux (1973-1974, arch. : Van Migom-Pélissier ; Répertoire Arles agglomération, p.823-p.826) ; groupe HLM Le Gaudre (13 HABITAT, Salin-de-Giraud, s.d. circa 1975-1980, arch. : Emile Sala ; Répertoire Arles agglomération, p.269-p.272) ; groupe HLM Les Gradins (1975-1977, arch. : atelier BCDMB. Eugène Manolakakis et associés ; Répertoire Arles agglomération, p.811-p.814 ; Dossier monographique n°23) ; groupe HLM Les Haras du Bourg et copropriété Les Manades (1981-1982, arch. : atelier BCDMB. Eugène Manolakakis et associés ; Répertoire Arles agglomération, p.815-p.818).

<sup>193</sup> Répertoire Arles agglomération, p.819-p.822.

<sup>194</sup> Répertoire Arles agglomération, p.811-p.814 ; Dossier monographique n°23.

<sup>195</sup> Répertoire Arles agglomération, p.495-p.498 ; Dossier monographique n°14.

<sup>196</sup> Répertoire Arles agglomération, p.807-p.810.

1957, arch. : Georges Imbert)<sup>197</sup> et Genouillade (1959-1961, arch. : Georges Imbert)<sup>198</sup> possèdent ainsi la monumentalité de certaines architectures de l'Entre-deux-guerres. Dans la dizaine de groupes d'habitation qu'ils signent à Arles entre 1954 et 1974, Jacques Van Migom et ses collaborateurs n'ont de cesse d'exploiter au mieux les possibilités offertes par la pierre prétaillée, extraite selon des procédés industriels dans des carrières locales. Avec ses huit cent quinze logements et ses équipements collectifs, le grand ensemble de Griffeuille (1964-1974, arch. : Van Migom-Pélissier, Georges Imbert, Emile Sala)<sup>199</sup> constitue à ce titre un terrain d'expérimentation idéal en même temps qu'un « chantier-test » pour l'utilisation à grande échelle d'un tel procédé constructif. Architecte sensible à la dimension sociale de l'architecture, attentif aux débats théoriques des années 1960 qui prônent une approche pluridisciplinaire de la création architecturale, Emile Sala donne la pleine mesure de son talent à La Souleïado (1967-1968, arch. : Emile Sala)<sup>200</sup> dont la réussite tient autant à l'échelle (dimension humaine) et à la structure du plan-masse (dissociation des circulations automobiles et piétonnes) qu'à l'écriture architecturale.

Jusqu'au début des années 1970 la plupart des programmes de logement social prennent la forme de groupes d'immeubles collectifs. S'y ajoutent bientôt quelques lotissements de maisons individuelles proposées à la location ou en accession à la propriété<sup>201</sup>. Parmi eux signalons la qualité des ensembles des Flamants (1971-1972, arch. : Mario Fabre)<sup>202</sup> et des Aigrettes (1972-1973, arch. : Mario Fabre)<sup>203</sup> conçus par Mario Fabre dans le quartier de Barriol. L'architecte y démontre avec astuce et élégance que le recours à un modèle-type (maisons à patio) et à un procédé industrialisé (Fiorio) peut permettre de générer un espace urbain fonctionnel et à échelle humaine.

#### *b. Les immeubles en copropriété : un programme revisité*

Il est une autre catégorie de logement dans laquelle les recherches sont particulièrement fructueuses sur le plan architectural pendant les années de croissance : les résidences d'habitation dont les appartements sont destinés à la vente en copropriété. A Arles, la capacité de ces unités résidentielles n'excède pas cinquante logements. Leur construction est souvent initiée par des particuliers désireux de tirer parti d'une propriété

<sup>197</sup> Répertoire Arles agglomération, p.689-p.692.

<sup>198</sup> Répertoire Arles agglomération, p.429-p.432.

<sup>199</sup> Répertoire Arles agglomération, p.437-p.440 ; Dossier monographique n°15.

<sup>200</sup> Répertoire Arles agglomération, p.519-p.522.

<sup>201</sup> La liste des lotissements de maisons individuelles groupées à vocation sociale construits à Arles entre 1970 et 1980 est la suivante : lotissement HLM Les Flamants (1971-1972, arch. : Mario Fabre) ; lotissement HLM Les Aigrettes (1972-1973, arch. : Mario Fabre) ; lotissement HLM La Prairie (13 HABITAT, Moulès, 1976-1977, arch. : Emile Sala) ; lotissement HLM Mas de Provence (13 HABITAT, Raphèle, 1976-1977, arch. : Emile Sala) ; lotissement HLM Mas des Salins (13 HABITAT, Salin-de-Giraud, 1976-1978, arch. : Emile Sala) ; lotissement HLM Le Sambuc (13 HABITAT, 1978-1979, arch. : Emile Sala).

<sup>202</sup> Répertoire Arles agglomération, p.843-p.846 ; Dossier monographique n°20.

<sup>203</sup> Répertoire Arles agglomération, p.839-p.842 ; Dossier monographique n°20.

foncière, par des entrepreneurs ou par des promoteurs. Elles prennent la forme de petits immeubles collectifs ou, plus rarement, de logements individuels mitoyens comme aux Ormeaux (1965-1968, arch. : Paul Quintrand)<sup>204</sup>, petite copropriété horizontale comprenant huit villas, conçue par Paul Quintrand au milieu des années 1960.

Ce même architecte se montre particulièrement inventif aux Alpilles (1964, arch. : Paul Quintrand)<sup>205</sup>, immeuble d'habitation comprenant quinze logements répondant aux normes LOGECOS (logement économique et familial). Paul Quintrand y teste la nouvelle méthodologie du projet qu'il est en train d'élaborer. Emile Sala signe également des ensembles élégants dans le quartier du Trébon (résidence Les Cadres, s.d. circa 1965-1970, arch. : Emile Sala)<sup>206</sup> et de Trinquetaille (résidence Les Cèdres bleus, s.d. circa 1964-1970, arch. : Emile Sala)<sup>207</sup>.

Mais il faut bien reconnaître qu'à Arles les architectes Jacques Van Migom, Jean Pélissier et Michel Van Migom sont ceux qui se saisissent le mieux des nouveaux enjeux du logement collectif des classes moyennes. Au travers d'une dizaine de réalisations<sup>208</sup> très soignées, dont les résidences Le Central (s.d. 1962-1970, arch. : Van Migom-Pélissier)<sup>209</sup> et Georges Bizet (1973-1975, arch. : Van Migom-Pélissier)<sup>210</sup> sont les expressions les plus abouties, l'agence Van Migom-Pélissier prouve sa capacité à créer des unités résidentielles alliant qualités fonctionnelles, dimension urbaine et recherche formelle. Alliant souvent béton et pierre locale dans une écriture contemporaine, elles illustrent la « manière Van-Migom » parvenant à maturité.

<sup>204</sup> Répertoire Arles agglomération, p.531-p.534.

<sup>205</sup> Répertoire Arles agglomération, p.619-p.622.

<sup>206</sup> Répertoire Arles agglomération, p.623-p.626.

<sup>207</sup> Répertoire Arles agglomération, p.777-p.880.

<sup>208</sup> Parmi les résidences construites par l'agence Van Migom-Pélissier figurent notamment la résidence Monplaisir (1958-1959, arch. : Van Migom-Pélissier ; Répertoire Arles agglomération, p.635-p.638), la résidence Le Central (s.d. circa 1962-1970, arch. : Van Migom-Pélissier ; Répertoire Arles agglomération, p.277-p.280), la résidence Van Gogh (1964-1965, arch. : Van Migom-Pélissier ; Répertoire Arles agglomération, p.651-p.654), la résidence Provence (1964-1965, arch. : Van Migom-Pélissier ; Répertoire Arles agglomération, p.647-p.650), la résidence La Bonne mère (actuelle résidence Isabelle, 1964-1966, arch. : Van Migom-Pélissier ; Répertoire Arles agglomération, p.391-p.394), la résidence Montmajour (1965-1967, arch. : Van Migom-Pélissier ; Répertoire Arles agglomération, p.639-p.642), la résidence Les Iris (1973, arch. : Van Migom-Pélissier ; Répertoire Arles agglomération, p.803-p.806.), la résidence Clémenceau (1973-1975, arch. : Van Migom-Pélissier ; Répertoire Arles agglomération, p.269-p.272), la résidence et le lotissement Héritier (1973-1975, arch. : Van Migom-Pélissier ; Répertoire Arles agglomération, p.615-p.618), la résidence Daudet (Raphèle, 1976, arch. : Van Migom-Pélissier ; Répertoire hameaux, p.145-p.148). Une certaine communauté formelle laisse penser que l'agence a également conçu la résidence Lou Mireio (s.d. circa 1964-1970, arch. : Van Migom-Pélissier ? ; Répertoire Arles agglomération, p.281-p.284) ainsi qu'un ensemble situé à Trinquetaille, au n°16-18 avenue de la Gare maritime (s.d. circa 1960-1970, arch. : Van Migom-Pélissier ? ; Répertoire Arles agglomération, p.769-p.772).

<sup>209</sup> Répertoire Arles agglomération, p.277-p.280.

<sup>210</sup> Répertoire Arles agglomération, p.273-p.276.

*c. La « maison d'architecte » : un lieu d'audaces architecturales et d'expressions d'individualités*

Enfin, à partir du début des années 1970, parallèlement à la prolifération des lotissements<sup>211</sup>, la maison individuelle redevient le lieu d'audaces architecturales et d'expressions d'individualités qu'elle était déjà pendant l'Entre-deux-guerres. Plusieurs architectes, dont Paul Quintrand, Emile Sala, Jean Servonat et Paul Chemetov, vont livrer la pleine mesure de leur talent dans des maisons individuelles, grâce à la confiance et à la liberté que leur offrent d'audacieux commanditaires. Ces maîtres d'ouvrage – des professions libérales pour la plupart – désirent des maisons fonctionnelles adaptées à leur vie de famille, cossues, mais aussi en accord avec les tendances contemporaines.

Paul Quintrand livre deux villas – la villa Merland (1964-1965, arch. : Paul Quintrand)<sup>212</sup> et la villa Vaché (1965-1966, arch. : Paul Quintrand)<sup>213</sup> – qui témoignent de son évolution vers une écriture architecturale plus personnelle. La villa Merland est un grand parallélépipède blanc qui semble flotter au-dessus des rizières de la plaine agricole s'étendant à l'est d'Arles, vers l'abbaye de Montmajour. Elle porte indéniablement l'empreinte des grands architectes modernes. La référence à l'architecture de Le Corbusier, notamment à la villa Savoye (Poissy, 1928-1931, arch. : Le Corbusier) y est explicite ; celle à l'architecture de Mies van der Rohe – le plan de masse de la villa Vaché fait penser à ceux des maisons campagne en béton armé et en brique (1923-1924, arch. : Mies van der Rohe, projets non réalisés) – ou de Richard Neutra y est également perceptible. La villa Merland permet surtout de se rendre compte de la manière dont Paul Quintrand intègre les potentialités du site et les données climatiques à son projet. Le terrain sans attrait dont sont propriétaires les époux Vaché va au contraire amener Paul Quintrand à concevoir une maison-refuge fermée sur elle-même, qui préserve son intimité par rapport aux maisons qui l'entourent mais qui, en même temps, laisse entrer la nature en son sein au moyen d'un patio occupant l'angle sud-ouest de la villa. A l'extérieur comme à l'intérieur, Paul Quintrand opte pour une certaine expressivité plastique : il anime et dématérialise le cube que forme la maison en jouant sur les pleins et les vides, sur les éléments en saillie et sur ceux en retrait, sur les lignes horizontales et verticales, cela tant au niveau du plan que de l'élévation. Il instaure ainsi une tension constante entre inertie et dynamisme, massivité et légèreté, ancrage et envol. Ce parti-pris architectural fort est prolongé par un mobilier et une décoration qui empruntent beaucoup au brutalisme mais aussi à l'art cinétique des années 1960.

<sup>211</sup> Les architectes sont d'ailleurs souvent exclus de la conception des lotissements de villas individuelles.

<sup>212</sup> Répertoire Arles hameaux, p.339-p.342.

<sup>213</sup> Répertoire Arles agglomération, p.659-p.662 ; Dossier monographique n°19.

Dans les villas Bank (1971-1973, arch. : Emile Sala)<sup>214</sup> et Benkemoun (1971-1974, arch. : Emile Sala, Alain Jouve)<sup>215</sup> qu'il conçoit au début des années 1970, Emile Sala s'inspire des méthodes conceptuelles de Paul Quintrand dont il fréquente le cercle, à Arles, pendant les années 1960. Toutefois, son parti-pris formel est radicalement différent : les tracés orthogonaux sont rejetés au profit d'une architecture toute en courbes et en contre-courbes. Dans les villas Bank et Benkemoun, Emile Sala crée des espaces fluides et dynamiques, des volumes souples et extensifs, une succession de visions et d'ambiances qui, dans l'esprit d'Emile Sala, doivent permettre de restituer un « *univers féérique dont rêvent parfois les enfants* »<sup>216</sup>. Dans sa propre demeure – la maison Sala (15-15bis rue Georges Bizet, 1978-1979, arch. : Emile Sala)<sup>217</sup> – construite à la fin des années 1970 dans le quartier de Chabourlet, Emile Sala revient à une architecture plus normative : petite construction cubiste, elle respecte les alignements et les mitoyennetés. Emile Sala y fait toutefois preuve d'une grande habileté tant en termes de distribution spatiale que de décoration puisque l'aménagement intérieur est un exemple particulièrement intéressant de l'esthétique joyeuse et colorée de la fin des années 1970.

A Arles, si Paul Quintrand et Emile Sala apparaissent indéniablement comme les plus inventifs dans le domaine de l'architecture domestique, d'autres maîtres d'œuvres se singularisent. Jeune praticien local, Jean Servonat conçoit ainsi la villa Tuloup (1966-1968, maître d'œuvre : Jean Servonat)<sup>218</sup> dont l'identité repose sur une façade-rideau, très graphique, combinant grands vitrages et panneaux préfabriqués de couleur bleu roi. A la villa Smith (1972, arch. : Paul Chemetov, Léon Coraini)<sup>219</sup>, Paul Chemetov apporte pour sa part une réponse architecturale à la fois simple et ambitieuse à une commande qui reste modeste en termes de programmation<sup>220</sup> : simple car il renonce à toute ostentation formelle ; ambitieuse car il propose aux futurs habitants un espace de vie fonctionnel, en même temps qu'une véritable expérience architecturale. La villa Smith introduit donc à Arles un langage formel postmoderniste qui trouvera des prolongements, beaucoup plus tard, dans le musée départemental de l'Arles antique (1995, arch. : Henri Ciriani) conçu par Henri Ciriani.

<sup>214</sup> Répertoire Arles agglomération, p.865-p.868 ; Dossier monographique n°21.

<sup>215</sup> Répertoire Arles agglomération, p.869-p.872 ; Dossier monographique n°21.

<sup>216</sup> SALA Emile, *Note de présentation de la villa Bank*, AP Françoise Sala.

<sup>217</sup> Répertoire Arles agglomération, p.245-p.248.

<sup>218</sup> Répertoire Arles hameaux, p.119-p.122.

<sup>219</sup> Répertoire Arles hameaux, p.115-p.118.

<sup>220</sup> La villa Smith est une résidence principale conçue pour une famille de quatre personnes dont les maîtres d'ouvrage souhaitent simplement qu'elle soit de plain-pied.

## II. EQUIPER LA VILLE

Au XXe siècle, concomitamment au logement, décideurs et architectes doivent répondre à un second enjeu : doter les villes des équipements nécessaires à la vie de la population. A Arles, tout au long du siècle, sont ainsi construits des bâtiments administratifs et techniques, des écoles, des établissements de santé, des équipements culturels ou sportifs, des églises, des infrastructures commerciales. Ces architectures constituent un corpus hétérogène, tant sur le plan programmatique que formel. Principalement édifiés dans les nouveaux quartiers, ils contribuent à l'identité de la ville contemporaine.

### 1. Administrer

Face à une société en constante évolution, l'une des préoccupations majeures des différentes instances publiques – Etat, département, municipalité – va être d'offrir aux administrés des équipements publics et techniques performants.

#### *a. Les équipements publics : des édifices-palais aux temples du fonctionnalisme*

Les équipements publics, de par leur dimension symbolique forte, vont faire ainsi l'objet de fructueuses recherches sur le plan formel. On y observe le passage d'une architecture monumentale – les édifices-palais du début du siècle – à des bâtiments plus fonctionnels – les immeubles administratifs du second XXe siècle –, phénomène que l'on observe, d'une manière plus générale, dans le champ de la création architecturale.

Parmi ces équipements figurent les Hôtel des Postes, édifices dont la typologie se renouvelle à plusieurs reprises au cours du XXe siècle. Arles en conserve deux, appartenant chacun à une génération d'équipements postaux. Ainsi, l'Hôtel des Postes (1898-1900, arch. : Auguste et Léon Vérani)<sup>221</sup> conçu par Auguste et Léon Vérani et mis en service en 1900, témoigne de la prégnance de la tradition monumentale dans l'architecture postale du début du siècle. Les architectes s'emploient en effet à construire, sur la place du pouvoir communal, un palais urbain destiné à l'administration postale. Organisé rationnellement, selon une distribution-type qui est celle de la plupart des bureaux contemporains, sa façade en pierre de Fontvieille possède une ordonnance régulière qui n'est pas sans rappeler celle, classique, de l'Hôtel de ville tout proche (1676, arch. : Jacques Peytret et Jules-Hardouin Mansart). L'Hôtel des Postes qui lui succède (1959-1960, arch. : Albert Grégoire, Eugène Chirié)<sup>222</sup> est conçu par Albert Grégoire, Grand Prix de Rome et architecte des PTT du cadre de Paris, assisté dans sa tâche par l'architecte régional des PTT, Eugène Chirié. Cela suffit

<sup>221</sup> Répertoire Arles agglomération, p.91-p.94 ; Dossier monographique n°1.

<sup>222</sup> Répertoire Arles agglomération, p.213-p.216.

à comprendre que le projet<sup>223</sup> est jugé suffisamment prestigieux par l'administration postale pour que la conception de l'édifice soit confiée à un architecte du cadre de Paris et non au seul architecte régional. Et, en effet, l'édifice conçu par Albert Grégoire possède la monumentalité requise tout en s'intégrant parfaitement au site par une habile disposition spatiale tirant parti de la déclivité du terrain. D'un point de vue formel, Albert Grégoire s'inspire de la tradition constructive régionale pour proposer un édifice de volume simple, relativement trapu, revêtu de plaques de pierre locale, couvert par une toiture en tuiles rondes. L'architecte veille toutefois à donner une assise monumentale à cette inspiration vernaculaire en optant pour une division tripartite des élévations<sup>224</sup> et un décor sculpté<sup>225</sup> qui rappellent sa solide culture classique. La construction de ces deux équipements, à quelques décennies d'intervalle seulement, pose la question plus générale de la pérennité des installations postales face à l'évolution rapide des techniques de communications. De la même manière, l'aménagement de bureaux à Mas-Thibert (1906, arch. : Adolphe Logerot)<sup>226</sup>, à Albaron (1966-1968, arch. : Pierre Gaillard), puis à Moulès (mairie-annexe et bureau de Poste, 1972-1974, arch. : Pierre Gaillard)<sup>227</sup> témoigne de la politique de maillage du territoire national engagée par l'administration postale tout au long du XXe siècle, dans son souci d'offrir un service de proximité de qualité.

Dès le début des années 1930, on observe cette même volonté de la part de l'Etat qui lance un projet de sous-préfecture (1932, arch. : Gaston Castel, non réalisé), puis de la part de la municipalité qui renforce son parc immobilier après la Seconde Guerre mondiale : agrandissement de l'immeuble des recettes et finances municipales (actuel service des emplacements de marché, 1960, arch. : Georges Imbert) ; aménagement de la maison commune de Salin-de-Giraud en mairie-annexe (1962-1963, arch. : Pierre Gaillard) ; construction d'un bâtiment rassemblant une mairie-annexe et une salle des fêtes à Mas-Thibert (1964-1965, arch. : Pierre Gaillard). A l'échelle locale, ces dernières opérations rappellent que l'équipement des hameaux est l'une des priorités du pouvoir communal à partir du début des années 1960.

Deux édifices, construits par l'agence Van Migom-Pélissier en collaboration avec Emile Sala, témoignent pour leur part du renouvellement de l'architecture administrative au cours des années 1970 : l'immeuble consulaire de la Chambre de Commerce et d'Industrie

<sup>223</sup> Arles est une sous-préfecture au riche patrimoine archéologique et monumental. Elle est considérée comme l'une des principales villes du département par l'administration postale.

<sup>224</sup> La tripartition de la façade de l'Hôtel des Postes se fait selon le modèle classique : soubassement, niveaux courants, attique.

<sup>225</sup> Au niveau de la façade sur le boulevard des Lices, la quête de monumentalité se matérialise par un ordre colossal mais aussi par la présence d'un décor sculpté (*L'Abriado*, relief du sculpteur Gaston Watkin, illustre la conduite des taureaux depuis les pâturages jusqu'aux arènes sous la surveillance des gardians).

<sup>226</sup> Répertoire Arles hameaux, p.43-p.46.

<sup>227</sup> Répertoire Arles hameaux, p.67-p.70.

(1972-1974, arch. : Van Migom-Pélissier, Emile Sala)<sup>228</sup> construite à Barriol et la cité administrative (1974-1979, arch. : Van Migom-Pélissier, Emile Sala)<sup>229</sup> qui, sur le site de l'ancienne caserne Calvin, rassemble une gendarmerie nationale, un Hôtel de police, un centre de sécurité sociale et un Hôtel des impôts. Au travers d'édifices imposants, combinant de façon innovante la pierre locale et les matériaux industrialisés, les architectes cherchent à exprimer à la fois la solennité et la modernité des services publics.

### *b. Les équipements techniques*

En plus des édifices administratifs que nous venons d'évoquer, Arles se dote au XXe siècle d'un certain nombre de bâtiments à vocation plus technique. Peu nombreux pendant les premières décennies du siècle<sup>230</sup>, les destructions de la Seconde Guerre mondiale entraînent la reconstruction d'infrastructures importantes au tournant des années 1950 : la gare SNCF (1949-1952, ing. : Folcher)<sup>231</sup> ; le pont de Trinquette (s.d. circa 1948-1955) ; de l'usine des eaux (1951-1952, arch. : Pierre Vago, détruite). Cette dernière est construite en 1951-1952 sur l'esplanade située entre la gare et la place Lamartine. Cette station de traitement des eaux du Rhône utilise les technologies les plus avancées (traitement à l'ozone selon le procédé M.P. Otto). Pierre Vago veut en faire un symbole fort de la renaissance de la ville ; aussi, il opte pour des volumes cubistes et une rigueur formelle qui en font une expression de la radicalité architecturale de l'après-guerre.

Plus tard, seront édifiés le centre de protection civile (1967-1968, arch. : Pierre Gaillard)<sup>232</sup> ou encore le pont permettant à la nouvelle route nationale reliant Arles à Nîmes d'enjamber le Rhône (1970, ing. : Paul Geniet). Ces équipements affichent souvent une modernité sans concession qui témoigne d'une confiance en l'avenir presque insolente de la part des décideurs et créateurs de cette génération. Toutefois, à la fin des années 1970, il est un équipement – le parking des Lices (1977-1978, arch. : atelier BCDMB. Eugène Manolakakis et associés)<sup>233</sup> – dont la construction soulève une vague de protestations, tant pour des raisons de fond (faut-il faire entrer l'automobile jusqu'aux franges de la ville ancienne ?), de situation (il est construit à la place du jardin d'hiver, sur un site archéologique important) que de parti-pris esthétique (pour ce parking nécessairement aérien du fait de la nature du terrain, l'architecte imagine une pyramide végétalisée).

<sup>228</sup> Répertoire Arles agglomération, p.831-p.834 ; Dossier monographique n°22.

<sup>229</sup> Répertoire Arles agglomération, p.189-p.192.

<sup>230</sup> Nous n'avons trouvé la trace que d'un bâtiment à vocation « technique » construit pendant l'Entre-deux-guerres : conçu par Jean-Marie Liégeois, il faisait office de hangar, d'écurie et de logement pour le palefrenier municipal (1927-1930, arch. : Jean-Marie Liégeois).

<sup>231</sup> Répertoire Arles agglomération, p.563-p.566.

<sup>232</sup> Répertoire Arles agglomération, p.307-p.310.

<sup>233</sup> Répertoire Arles agglomération, p.261-p.264.

## 2. Eduquer : les écoles du XXe siècle

L'exemple arlésien est particulièrement représentatif de l'évolution de l'architecture scolaire en France au cours de la période contemporaine. En France, la création d'une école publique par l'Etat, au XIXe siècle<sup>234</sup>, avait entraîné d'importants besoins en matière de bâtiments scolaires et avait conduit à l'émergence d'une architecture normative<sup>235</sup>. A l'échelle du territoire national, la plupart des besoins en bâtiments scolaires sont couverts à la fin du XIXe siècle grâce à l'effort consenti par la République. Toutefois, à Arles en raison de l'étendue de la commune, cette politique volontariste se poursuit jusqu'à la Première Guerre mondiale.

Envisagée dès les années 1880, la construction de groupes scolaires dans les hameaux ne se matérialise en effet souvent qu'après 1900. Entre 1901 et 1908, Adolphe Logerot travaille ainsi à la conception des groupes scolaires de Mas-Thibert (1901-1903, arch. : Adolphe Logerot)<sup>236</sup>, de Moulès (1903-1904, arch. : Adolphe Logerot)<sup>237</sup>, de Saliers (1903-1908, arch. non déterminé, certainement Adolphe Logerot)<sup>238</sup> ainsi qu'à celui du quartier du Trébon (1901-1904, arch. : Adolphe Logerot, détruit ?). Tous ces édifices adoptent les plans-types imposés par le ministère de l'Instruction publique ainsi que l'esthétique en vogue. Le plus étonnant est que cette dynamique d'équipement des hameaux et des faubourgs arlésiens se poursuit jusqu'au milieu des années 1930 : dans le quartier de la Roquette, une nouvelle école de garçons (1921-1925, arch. : Henri Gourraud, en partie construite sous la direction de Jean-Marie Liégeois)<sup>239</sup> ouvre ses portes en 1925 ; dans le hameau de Gimeaux, le groupe scolaire (1921, arch. : Henri Gourraud, construit en 1928-1929 sous la direction de Jean-Marie Liégeois)<sup>240</sup> est achevé en 1929 ; celui de Mas-Thibert est agrandi par deux fois, en 1930 et 1938, par Jean-Marie Liégeois ; dans le quartier du Mouleyrès où la classe était jusque-là donnée dans des locaux exigus dont la ville était locataire, une nouvelle école (1932-1934, arch. : Jean-Marie Liégeois)<sup>241</sup> accueille les élèves à partir de 1934. Bien que tardifs, ces établissements conservent la typologie des écoles de la IIIe République.

<sup>234</sup> Parmi les principaux textes officiels figurent la loi Guizot sur l'enseignement primaire (1833) et les lois Ferry sur l'enseignement primaire obligatoire (1882).

<sup>235</sup> Les premiers concours de modèles datent de 1862 ; l'adoption de plans-types intervient en 1880, lors de la création du comité des bâtiments scolaires.

<sup>236</sup> Répertoire Arles hameaux, p.63-p.66.

<sup>237</sup> Répertoire Arles hameaux, p.273-p.276.

<sup>238</sup> Répertoire Arles hameaux, p.85-p.88.

<sup>239</sup> Répertoire Arles agglomération, p.147-p.150.

<sup>240</sup> Répertoire Arles hameaux, p.23-p.26.

<sup>241</sup> Répertoire Arles agglomération, p.425-p.428.

Pendant l'Entre-deux-guerres, Gaston Castel et ses adjoints du service départemental de l'architecture construisent des bâtiments scolaires d'une nouvelle génération. Dédiés à l'enseignement professionnel – école des métiers Louis Pasquet (actuel lycée Pasquet, 1927-1929, arch. : Gaston Castel, Jean Rasonglès)<sup>242</sup> ou à l'éducation des filles – collège et école primaire supérieure de jeunes filles (actuel collège Ampère, 1932-1934, arch. : Gaston Castel et Henri Lyon)<sup>243</sup> –, ils sont conçus dans un souci constant de fonctionnalité, d'hygiène et de confort. Ils témoignent également de la capacité de l'architecte en chef des Bouches-du-Rhône à manier différents répertoires stylistiques, parfois au sein du même édifice. Ainsi, à l'école des métiers Louis Pasquet, Gaston Castel et Jean Rasonglès dessinent un bâtiment administratif dont l'inspiration Art Déco traduit le caractère officiel, le prestige et la modernité de l'établissement tandis que le bâtiment des ateliers affiche sans détour son caractère industriel. Au collège de jeunes filles, les architectes adoptent une démarche plus fonctionnaliste : ils tirent parti de l'ossature en béton armé pour ouvrir très largement les façades au moyen de grandes fenêtres horizontales. La modénature étant réduite à un réseau de bandeaux saillants qui soulignent les lignes de force de l'architecture, les façades deviennent des tableaux abstraits dont l'équilibre repose des dynamiques complémentaires.

Ces mêmes impératifs de fonctionnalité, d'hygiène et de confort, doublés de nouvelles contraintes économiques, guident les architectes après la Seconde Guerre mondiale. La décennie 1950 demeure toutefois particulièrement créative en matière d'architecture scolaire : la population scolaire augmente du fait du baby-boom, entraînant une intense activité constructive qui n'est encore contrainte par aucun cadre normatif. A Arles, la reconstruction du quartier Cavalerie et du faubourg de Trinquetaille prévoit la restitution d'écoles endommagées pendant la guerre<sup>244</sup>. Parmi elles, l'école de garçons du quartier Cavalerie (actuelle école Léon Blum, 1951-1953, arch. : Georges Imbert, Pierre Vago, Jacques Van Migom)<sup>245</sup> a valeur de manifeste. Pour les architectes Pierre Vago, Georges Imbert et Jacques Van Migom, il s'agit bien de construire un établissement dont la modernité architecturale soit le symbole de méthodes pédagogiques renouvelées, d'une nouvelle architecture scolaire et de la renaissance d'un quartier. L'économie formelle

<sup>242</sup> Répertoire Arles agglomération, p.233-p.236 ; Dossier monographique n°3.

<sup>243</sup> Répertoire Arles agglomération, p.197-p.200 ; Dossier monographique n°6.

<sup>244</sup> Dans le quartier Cavalerie, il s'agit de l'école de garçons du quartier Cavalerie (actuelle école Léon Blum, 1951-1953, arch. : Georges Imbert, Pierre Vago, Jacques Van Migom ; Répertoire Arles agglomération, p.11-p.14), de l'école maternelle (actuelle école Jeanne Géraud, 1957-1958, arch. : Pierre Gaillard ; Répertoire Arles agglomération, p.51-p.54), de l'école de filles du quartier Cavalerie dont la construction avait été étudiée dès 1949 (projet non réalisé, 1949, arch. : Georges Imbert, Pierre Vago et Jacques Van Migom) avant d'être finalement reconstruite au début des années 1960 (école de filles du quartier Cavalerie, actuelle école Amédée Pichot, 1961-1963, arch. : Pierre Gaillard ; Répertoire Arles agglomération, p.47-p.50). Dans le faubourg de Trinquetaille, il s'agit de l'école maternelle (actuelle école Anaïs Gibert, 1952-1953, arch. : Pierre Gaillard ; Répertoire Arles agglomération, p.673-p.676.).

<sup>245</sup> Répertoire Arles agglomération, p.11-p.14 ; Dossier monographique n°11.

souhaitée par les architectes s'incarne dans une construction à la volumétrie simple. Les bâtiments sont des parallélépipèdes d'un (aile ouest) et deux (aile est) étages. Leurs façades sont planes, simplement animées par une discrète modénature. La présence de l'ossature en béton est exprimée par la travéation régulière des fenêtres. Toute quête de monumentalité est bannie : les architectes privilégient l'utilisation de matériaux simples, résistants et peu onéreux, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du bâtiment. Toutefois, quelques touches néo-régionalistes (génoise, toiture en tuiles) viennent adoucir l'esthétique moderniste de l'ensemble. Peut-être introduits par Georges Imbert ou plus certainement par Jacques Van Migom, ces éléments contribuent à créer un lien visuel avec le tissu architectural ancien. Dans le cadre du 1% artistique récemment créé (1951), les architectes associent au projet une céramiste – Guidette Carbonell (1910-2008) – qui réalise des panneaux décoratifs pour le hall d'entrée et le réfectoire. Ils souhaitent également faire intervenir le sculpteur Émile Gilioli (1911-1977) mais son relief abstrait, qui devait orner la façade sur la rue Léon Blum, ne sera pas finalement pas réalisé.

Aux programmes de reconstruction financés par les crédits de dommages de guerre, s'ajoute un effort sans précédent de la part de la municipalité. Ancien instituteur devenu directeur d'école, Charles Privat est particulièrement attentif à l'équipement scolaire de la ville. Pendant les premières années de son mandat, il en fait même une priorité. Son mandat est ainsi marqué par une campagne de construction sans précédent : près d'une quinzaine d'écoles maternelles et primaires sont édifiées entre 1950 et 1963 sur l'ensemble du territoire communal.

La plupart de ces projets sont confiés à l'architecte municipal (Pierre Gaillard) qui y travaille en étroite collaboration avec l'ingénieur dirigeant les services techniques municipaux (René Pichon)<sup>246</sup>. L'équipe municipale réalise des bâtiments fonctionnels qui, parfois, ne sont

<sup>246</sup> Dans le centre ancien, l'équipe municipale réalise l'école de filles de la rue Laurent Bonnemant (actuelle école Marie Curie, 1952-1954, arch. : Pierre Gaillard ; Répertoire Arles agglomération, p.151-p.154), l'école maternelle Cavalerie (actuelle école Jeanne Géraud, 1957-1958, arch. : Pierre Gaillard ; Répertoire Arles agglomération, p.51-p.54), l'école de filles Cavalerie (actuelle école Amédée Pichot, 1961-1963, arch. : Pierre Gaillard ; Répertoire Arles agglomération, p.47-p.50). Dans le quartier du Trébon-Monplaisir, elle signe les plans de l'école maternelle Montmajour (actuelle école Pauline Kergomard, 1952-1953, arch. : Pierre Gaillard ; Répertoire Arles agglomération, p.507-p.510) et du groupe scolaire du Trébon (1964-1966, sculpt. : René Coutelle, arch. : Pierre Gaillard ; Répertoire Arles agglomération, p.503-p.506). A Trinquetaille, elle conçoit l'école maternelle Anaïs Gibert (1952-1953, arch. : Pierre Gaillard ; Répertoire Arles agglomération, p.673-p.673). Enfin, l'équipe municipale construit de nouveaux établissements scolaires dans les hameaux : école d'Albaron (1950-1952, arch. : Pierre Gaillard ; Répertoire Arles hameaux, p.7-p.10) ; école de Saliers (1951-1953, 1958, arch. : Pierre Gaillard ; Répertoire Arles hameaux, p.159-p.162) ; école maternelle Farfantello à Salin-de-Giraud (1953-1955, arch. : Pierre Gaillard ; Répertoire Arles hameaux, p.257-p.260) ; école de Gageron (1946 : achèvement d'un chantier commencé en 1941, 1957 : agrandissement, arch. : Pierre Gaillard ; Répertoire Arles hameaux, p.13-p.16) ; école du Sambuc (1946-1948, 1955, arch. : Pierre Gaillard ? ; Répertoire Arles hameaux, p.33-p.36) ; école de Raphèle (actuel groupe scolaire Louis Pergaud, s.d. circa 1970-1980, arch. : Pierre Gaillard ; Répertoire Arles hameaux, p.129-p.132.). Enfin, les services municipaux assurent les travaux d'entretien, d'aménagement et d'agrandissement des établissements existants : aménagement de l'école du Mouleyrès (à partir de 1947, arch. : Pierre Gaillard) ; agrandissement du groupe scolaire de Trinquetaille (1950-1960, arch. : Pierre Gaillard) ; agrandissement du groupe scolaire de Saliers (1951-1952, 1958, arch. : Pierre Gaillard) ; entretien et aménagement du collège

pas dénués d'élégance comme en témoignent les écoles maternelles de Montmajour (actuelle école Pauline Kergomard, 1952-1953, arch. : Pierre Gaillard)<sup>247</sup>, de Trinquetaille (actuelle école maternelle Anaïs Gibert, 1952-1953, arch. : Pierre Gaillard)<sup>248</sup>, de Salin-de-Giraud (actuelle école maternelle Farfantello, 1953-1955, arch. : Pierre Gaillard)<sup>249</sup> ou encore le groupe scolaire du Trébon (1964-1966, sculpt. : René Coutelle, arch. : Pierre Gaillard)<sup>250</sup>.

Charles Privat fait également appel à Georges Imbert à qui il confie, outre la reconstruction de l'école de garçons du quartier Cavalerie (actuelle école Léon Blum, 1951-1953, arch. : Pierre Vago, Jacques Van Migom, Georges Imbert)<sup>251</sup>, la construction de nouveaux groupes scolaires à Pont-de-Crau (1950-1953, arch. : Georges Imbert)<sup>252</sup>, à Monplaisir (1954-1958, arch. : Georges Imbert)<sup>253</sup>, aux Alyscamps (1955-1956, arch. : Georges Imbert)<sup>254</sup> et à Montmajour (actuelle école primaire Marie Mauront, 1964-1965, 1969-1972, arch. : Georges Imbert et Emile Sala)<sup>255</sup>. De cette manière, Charles Privat soutient un praticien libéral récemment installé à Arles, mais surtout il fait le choix d'une architecture affichant sans détour son aspiration à la modernité.

Au début des années 1960, après s'être imposées dans le domaine du logement, la standardisation et l'industrialisation touchent la construction scolaire : à partir de 1963, les subventions ne sont accordées qu'aux écoles composées des éléments obligatoires définis par les fiches techniques ministérielles. Dès lors, l'adoption de modèles-types et la centralisation des décisions entravent parfois la créativité architecturale car le rôle du maître d'œuvre se borne souvent à implanter des bâtiments industrialisés. Pour autant, Jacques Van Migom, Jean Pélissier et Michel Van Migom arrivent à intégrer les directives ministérielles à leur projet et à livrer des œuvres très abouties au collège Van Gogh (1967-1970, arch. : Van Migom-Pélissier)<sup>256</sup> et au groupe scolaire de Griffeuille (1968-1969, arch. : Van Migom-Pélissier)<sup>257</sup>. Par contre, quelques années plus tard, dans le quartier de Barriol (groupe scolaire de Barriol, 1973-1976, bâtiment industrialisé procédé Costamagna, arch. d'opération : Van Migom-Pélissier)<sup>258</sup>, leur rôle consiste simplement à implanter et à combiner les classes préfabriquées conçues selon le procédé Costamagna. De la même

---

Ampère (à partir de 1954, arch. : Pierre Gaillard) ; entretien et aménagement du groupe scolaire de Mas-Thibert (à partir de 1954, arch. : Pierre Gaillard).

<sup>247</sup> Répertoire Arles agglomération, p.507-p.510.

<sup>248</sup> Répertoire Arles agglomération, p.673-p.676.

<sup>249</sup> Répertoire Arles hameaux, p.257-p.260.

<sup>250</sup> Répertoire Arles agglomération, p.503-p.506.

<sup>251</sup> Répertoire Arles agglomération, p.11-p.14 ; Dossier monographique n°11.

<sup>252</sup> Répertoire Arles hameaux, p.111-p.114.

<sup>253</sup> Répertoire Arles agglomération, p.475-p.478 ; Dossier monographique n°12.

<sup>254</sup> Répertoire Arles agglomération, p.343-p.346.

<sup>255</sup> Répertoire Arles agglomération, p.507-p.510.

<sup>256</sup> Répertoire Arles agglomération, p.421-p.424 ; Dossier monographique n°17.

<sup>257</sup> Répertoire Arles agglomération, p.441-p.444.

<sup>258</sup> Répertoire Arles agglomération, p.827-p.830.

manière, à Trinquetaille, Emile Sala supervise la construction d'un collège industrialisé du type CES 900 (actuel collège Robert Morel, 1970-1972, bâtiment industrialisé du type CES 900, arch. d'opération : Emile Sala)<sup>259</sup> alors qu'il avait démontré quelques années auparavant sa force de proposition en matière d'architecture scolaire à l'Institut de Régulation et d'Automation (IRA, 1968-1969, arch. : Emile Sala)<sup>260</sup>.

Dès le début des années 1970, l'architecte retrouvera toute latitude de création pour concevoir trois écoles primaires et maternelles à la demande de la municipalité. Il faut dire qu'une révision des programmes de construction intervient en 1973 au plan national. Conjugée à une réflexion sur les pratiques pédagogiques (Decroly, Montessori, Freinet, etc.), sur la psychologie (Piaget, etc.) ou sur la sémiotique, elle entraîne un renouveau de l'architecture scolaire dont les témoignages les plus évidents à Arles sont les établissements construits par Emile Sala. L'école primaire Emile Loubet (1972-1974, arch. : Emile Sala)<sup>261</sup> adopte ainsi une écriture très contemporaine, dont le graphisme est souligné par une certaine complexité volumétrique et un audacieux dessin de façade. Sa plasticité résulte également de son traitement chromatique (enduit ocre-orangé, relevé par des éléments en béton brut) et de la présence de fresques polychromes de l'artiste Guy Renne (*Une variation harmonique sur une ronde d'enfants*). Avec leurs plans éclatés (orientation solaire), leurs distributions spatiales originales (les classes s'articulent autour d'un espace collectif de jeu) et leurs classes se développant sur deux niveaux, les écoles maternelles du quartier du Trébon (actuelle école Victoria Lysles, 1978, arch. : Emile Sala)<sup>262</sup> et du hameau de Mas-Thibert (1978, arch. : Emile Sala)<sup>263</sup> sont emblématiques d'une réflexion plus générale sur la capacité de l'architecture à induire de nouvelles pratiques sociales. L'école du Plan-du-Bourg (s.d. circa 1980-1982, arch. : atelier BCDMB. Eugène Manolakakis et associés ?) s'inscrit dans cette même dynamique.

<sup>259</sup> Répertoire Arles agglomération, p.669-p.672.

<sup>260</sup> Répertoire Arles agglomération, p.515-p.518.

<sup>261</sup> Répertoire Arles agglomération, p.205-p.208.

<sup>262</sup> Répertoire Arles agglomération, p.479-p.482.

<sup>263</sup> Répertoire Arles hameaux, p.55-p.58.

### 3. Soigner

A l'instar de l'école publique, la question de la santé mobilise beaucoup d'énergie et de moyens au cours du XXe siècle. A Arles, la construction d'un nouvel hôpital est envisagée dès les premières années du XXe siècle. Les équipements de santé se résument alors à un hôpital (268 lits) installé dans l'Hôtel-Dieu construit en 1573, et à un hospice de vieillards (hospice Chiavary, 104 lits, agrandi par surélévation en 1954-1955 par Van Migom-Pélissier)<sup>264</sup>. Ils sont exigus et vétustes. Certaines sources indiquent que, dès 1905-1906, un « modeste projet d'hôpital à construire dans le quartier de Pont-de-Crau avait été établi, puis abandonné »<sup>265</sup>. Pendant les années 1930, pour répondre aux nouvelles exigences de la santé publique, la municipalité transforme l'ancienne usine des eaux (1863-1867, arch. : Auguste Vérant) en dispensaire (1935, arch. : Jean-Marie Liégeois). Mais cela ne suffit évidemment pas à couvrir les besoins de la population. En 1938, la commission administrative des Hospices civils d'Arles remet donc à l'ordre du jour le projet de construction d'un nouvel hôpital. Dans cette optique, des terrains sont acquis à partir de 1937 sur le plateau de Fourchon, à environ deux kilomètres à vol d'oiseau au sud-est de la ville ancienne<sup>266</sup>.

Mener à bien cette opération sera un exercice de longue haleine. Après une série de projets restés sans suite (projet Castel, 1938 ; projet Goulard et Chané, 1941 ; concours de 1946-1947 ; projet Richet-Bourgouin, 1962-1965), le projet de construction d'un nouvel hôpital ne prend la voie de la concrétisation qu'en 1966, quand il est confié aux architectes Paul Nelson, André Rémondet et Pierre Devinoy par le ministère de la Santé. L'établissement est finalement construit entre 1971 et 1974. D'abord appelé Centre de santé d'Arles, il prend rapidement le nom d'hôpital Joseph Imbert (1971-1974, arch. : Paul Nelson, André Remondet, Pierre Devinoy)<sup>267</sup>. Le nouveau complexe hospitalier est conçu à partir d'une trame constructive (principe poteaux-poutres et pré-dalles) de 6 x 6 mètres recoupée en modules de 0,30 mètre<sup>268</sup>. Cette ossature est recouverte d'une enveloppe parasolaire constituée de panneaux de fenêtres préfabriqués, protégés du rayonnement lumineux par un système de lames en aluminium qui pivotent suivant le mouvement du soleil grâce à un radar qui les commande via des vérins hydrauliques. Paul Nelson donne au Centre de santé d'Arles la forme d'une galette (socle technique) dominée par une barre de huit étages (bâtiment d'hospitalisation), ce qui en fait un hôpital du type « hôpital-bloc », comme toutes les autres réalisations hospitalières de Paul Nelson. Cette disposition architecturale permet à

<sup>264</sup> Répertoire Arles agglomération, p.209-p.212.

<sup>265</sup> Note sur le projet de construction du nouvel hôpital, 18 avril 1963, AM ARLES M 65.

<sup>266</sup> Compte tenu de la longue genèse du projet, ces acquisitions se poursuivront jusqu'au milieu des années 1960.

<sup>267</sup> Répertoire Arles agglomération, p.861-p.864 ; Dossier monographique n° 16.

<sup>268</sup> Paul Nelson utilise cette modulation structurale, qu'il avait mise au point en 1932 pour la cité hospitalière de Lille, dans tous ses projets. Flexible, elle permet une liberté maximale de transformation.

l'architecte de réaliser ce qu'il appelle lui-même un « hôpital-arbre », se développant verticalement et fonctionnant selon un système de ramifications successives. Le sous-sol rassemble toutes les fonctions d'alimentation et d'entretien du bâtiment. Le rez-de-chaussée contient une partie dédiée à « l'homme sain », c'est à dire, outre l'aile administrative, des espaces d'accueil et de médecine. Cette partie précède les espaces de diagnostic et les salles d'intervention et de traitement. Chaque étage du bâtiment d'hospitalisation est divisé en deux unités de soin de trente lits distribuées par un couloir au centre duquel se trouve le bureau des soignants. Cette distribution<sup>269</sup>, qui est inflexible et superposable pour les six étages de médecine et de chirurgie, diffère au premier (maternité) et au huitième (pédiatrie) étages. Ultime réalisation hospitalière de Paul Nelson, le Centre de santé d'Arles réunit toutes ses aspirations en matière d'architecture hospitalière. S'il n'a pas l'innovation technique ou architecturale qu'on l'on peut parfois lui prêter, il constitue indéniablement l'aboutissement d'une réflexion engagée par l'architecte depuis le début des années 1930. Manifeste autant que testament, le Centre de santé d'Arles est une œuvre majeure de Paul Nelson, architecte qui fait figure de précurseur en matière d'architecture hospitalière, même s'il n'est pas le seul à qui revient le mérite d'avoir mis au point les typologies de l'hôpital du XXe siècle.

A Arles, la construction d'un nouvel hôpital public est sans conteste la grande affaire du XXe siècle. Toutefois, la construction de quelques cliniques privées donne également lieu à des expériences intéressantes. A la clinique Jeanne d'Arc (1971, arch. : Van Migom-Pélissier)<sup>270</sup>, Jacques Van Migom, Jean Pélissier et Michel Van Migom reprennent le principe de séparation entre espaces médicaux (rez-de-chaussée) et espaces d'hébergement (chambres réparties dans les étages) cher à Paul Nelson, mais donnent au bâtiment la forme d'une barre infléchie dont la plasticité repose sur l'association du béton et d'un parement en pierre locale. Ils adoptent le même parti esthétique aux Abeilles (1973-1976, arch. : Van Migom-Pélissier)<sup>271</sup>, institut médico-pédagogique et centre d'aide par le travail qu'ils construisent dans la campagne arlésienne à l'initiative du réseau associatif (Association Les Abeilles et fondation Claude Pompidou).

<sup>269</sup> Le sous-sol rassemble toutes les fonctions d'alimentation et d'entretien du bâtiment (cuisine, blanchisserie, locaux techniques). Le rez-de-chaussée contient une partie dédiée à « l'homme sain », c'est à dire, outre l'aile administrative, des espaces d'accueil et de médecine préventive (vaste espace d'information, d'éducation et de prévention : auditorium de 250 places dont la forme de trilobite témoigne, comme la métaphore de l'arbre, de l'inspiration organique de Paul Nelson ; hall pouvant servir pour des expositions ; boutiques). Cette partie précède les espaces de diagnostic (consultations externes) et les salles d'intervention et de traitement (radio et bloc opératoire, urgences, soins intensifs urgence, coronaires). Chaque étage du bâtiment d'hospitalisation est divisé en deux unités de soin de trente lits (dix chambres à un lit et de dix chambres à deux lits) distribuées par un couloir au centre duquel se trouve le bureau des soignants. Cette distribution, qui est inflexible et superposable pour les six étages de médecine et de chirurgie, diffère au premier (maternité) et au huitième (pédiatrie) étages

<sup>270</sup> Répertoire Arles agglomération, p.417-p.420.

<sup>271</sup> Répertoire Arles hameaux, p.315-p.318.

#### 4. Rassembler

Le XXe siècle marque, à beaucoup d'égards, l'avènement d'une société plus individualiste. Paradoxalement, c'est une période qui donne une large place aux architectures permettant aux individus de se rassembler pour des raisons aussi diverses que prier, faire du sport ou se distraire.

##### *a. Architecture religieuse*

Si pendant l'Entre-deux-guerres le programme religieux ne donne pas lieu à la construction de beaucoup de lieux de culte en Arles, deux peuvent toutefois être signalés. Le premier est l'église du hameau de Salières (1930, arch. : Léon Véran)<sup>272</sup> construite par Léon Véran en 1930. L'édifice, qui fait lointainement référence à l'architecture gothique, reste d'une facture simple, ce qui ne l'empêche pas de posséder un impressionnant maître-autel. Le second est la chapelle Saint-Trophime de Salin-de-Giraud (1934-1935, arch. non déterminé)<sup>273</sup>, dont l'architecture est beaucoup plus novatrice. Bâtiment à usage d'église et de salle paroissiale, elle est édifiée sur un terrain appartenant à la compagnie Alais, Frogès et Camargue, qui la cofinance avec l'association diocésaine d'Aix-en-Provence. La chapelle, à nef unique, est couverte par une voûte surbaissée, en berceau brisé. Réalisée en matériau léger (bois), elle repose sur des murs rythmés, sur leur face extérieure, par des contreforts saillants. L'intérieur est baigné par la lumière colorée des vitraux en pavés de verre, dont les teintes chatoyantes à dominante chaude (rouge-jaune) dans le fond de la chapelle, font progressivement place à un bleu céleste au fur et à mesure que l'on s'approche du chœur.

Deux édifices construits au sortir de la Seconde Guerre mondiale par Pierre Vago, dans le cadre de la reconstruction de la ville, marquent l'avènement du fonctionnalisme dans le champ de l'architecture religieuse. A l'église de la Sainte-Famille (1951-1952, arch. : Pierre Vago, Armand Roux)<sup>274</sup> qu'il édifie dans le quartier du Trébon comme à celle, tout juste postérieure, de Saint-Pierre de Trinquette (1952-1953, arch. : Pierre Vago)<sup>275</sup>, l'architecte est à la fois ambitieux dans son intention de renouveler l'architecture religieuse, radical dans le sens où ses parti-pris esthétiques sont sans concession, et modeste car il fait le choix d'une architecture de la discrétion. Assemblages de volumes de béton quasiment opaques, les églises arlésiennes de Pierre Vago possèdent la même sobriété formelle que les autres immeubles de reconstruction. Leur syncrétisme repose sur l'heureux équilibre entre références méditerranéennes (clocher-campanile, claustra prenant la forme de brise-

<sup>272</sup> Répertoire Arles hameaux, p.163-p.166.

<sup>273</sup> Répertoire Arles hameaux, p.193-p.196.

<sup>274</sup> Répertoire Arles agglomération, p.591-p.594.

<sup>275</sup> Pierre Vago signe seul le projet même si Jacques Van Migom apparaît un temps comme collaborateur. Répertoire Arles agglomération, p.757-p.760 ; Dossier monographique n°9.

soleils verticaux en béton) et vocabulaire architectural puriste (lignes pures, arêtes vives, absence de modénature). Les façades deviennent des compositions graphiques qui révèlent leur complexité sous le soleil, quand les ombres viennent donner du corps à cette architecture qui s'abstrait. Les espaces liturgiques, bien que traités dans le même souci d'économie formelle, se révèlent plus plastiques, grâce notamment à un fructueux dialogue entre l'architecture et les autres champs d'expression artistique : dans les deux édifices, Pierre Vago fait en effet appel à des artistes<sup>276</sup> qui, à l'image d'Alfred Manessier (1911-1993), sont reconnus pour leur contribution au renouvellement de l'art sacré.

Les programmes de Reconstruction ne compensent toutefois pas le discrédit qui pèse sur l'architecture religieuse au XXe siècle, discrédit induit par la crise de la foi que traversent les sociétés occidentales en général et la société française en particulier. A Arles aucune église n'est construite après le début des années 1950. Il faut attendre la fin des années 1970 et la création d'une nouvelle zone urbaine – Barriol – pour que la construction d'un nouveau lieu de culte soit envisagée. Il ne s'agit d'ailleurs plus d'une église mais, conformément à la volonté municipale, d'un centre œcuménique (actuelle église de L'Emmanuel, 1978, arch. : Emile Sala, Alain Jouve)<sup>277</sup> qui puisse être utilisé par toutes les communautés. Sa construction est toutefois initiée et fortement soutenue par les catholiques qui souhaitaient qu'une communauté – les Sœurs de la Providence – soit présente dans cette cité naissante. Conçu comme un équipement socioculturel<sup>278</sup>, rien n'inscrit l'édifice dans la trame urbaine discontinue du nouveau quartier : pas de parvis ni de clocher ou de tour ; pas de mise en perspective ni de lien avec les bâtiments environnants ; pas d'aménagement paysager. Le centre de l'Emmanuel comprend une salle polyvalente servant de lieu de rassemblement et de célébration à la population du quartier, un oratoire, une salle de réunion et le logement de Sœurs. La salle principale octogonale<sup>279</sup> est couverte par une charpente en bois. Elle est éclairée par de grandes baies triangulaires placées au sommet de murs en béton brut. Dépourvue d'accès monumental<sup>280</sup>, rien ne laisse présager de la qualité de cet espace. Lors des célébrations, la salle devient nef et l'oratoire placé derrière l'autel devient abside. Cette flexibilité de l'espace liturgique, tout comme la modestie de son traitement<sup>281</sup>, inscrit la démarche d'Emile Sala dans le courant fonctionnaliste qui,

<sup>276</sup> A la Sainte-Famille, Pierre Vago réunit Herzelle qui réalise les vitraux, Lancelot Dulac qui signe les fresques, Albert Dubos qui sculpte le Christ. A Saint-Pierre de Trinquetaille, Alfred Manessier (1911-1993) réalise les deux grandes verrières (1953) et les vingt-deux petites verrières hautes (posées en 1975) de la nef ; Jean-Luc Perrot (1926-1995) réalise les vitraux du baptistère ; Albert Dubos sculpte le crucifix de l'abside.

<sup>277</sup> Répertoire Arles agglomération, p.803-p.806.

<sup>278</sup> Le programme stipule d'ailleurs la présence d'une « salle polyvalente » servant aux rassemblements et aux célébrations.

<sup>279</sup> Ses dimensions sont les suivantes : diamètre : 15,43 m ; faces : 6,55 m.

<sup>280</sup> La large porte qui permet d'y accéder au centre œcuménique Emmanuel pourrait être celle d'un garage.

<sup>281</sup> Au Centre œcuménique Emmanuel, les murs sont revêtus d'un crépi de ciment, le sol de carreaux de grès, les plafonds traités en lambris de bois du nord. Dans la salle de célébration, on note aussi la présence ostentatoire de la chaudière à gaz tandis que le mobilier d'origine se résume à des chaises en plastique et à quelques objets liturgiques

pendant le second XXe siècle, fait passer l'église du statut de monument à celui d'équipement.

### *b. Architectures du loisir*

Dans le paysage urbain arlésien, l'avènement d'une société des loisirs se matérialise dès les premières années du XXe siècle par la rénovation du théâtre municipal (théâtre construit par G. Bourdon, 1839-1840, rénové en 1902, arch. : Adolphe Logerot). Entre 1902, sous la direction de l'architecte municipal Adolphe Logerot, le théâtre est sécurisé (remplacement d'un escalier, création d'un balcon) mais également doté d'un nouveau décor intérieur (peint. : Apy) et d'une galerie extérieure (ferronnier : Pierre Riquel) apportant un peu de fantaisie à une façade aux lignes plutôt classiques. Concomitamment, l'architecte municipal dresse les plans d'un élégant kiosque à musique à édifier sur l'esplanade des Lices (1901-1903, arch. : Adolphe Logerot)<sup>282</sup>. Dans cette structure octogonale, Adolphe Logerot combine un soubassement de pierre, une ossature métallique aux lignes souples et une toiture aérienne en bois. Très attendue par la population, elle est inaugurée le 7 juin 1903 devant cinq mille spectateurs, avec la participation des sociétés chorales d'Arles, de Raphèle, de Pont-de-Crau et de Marseille.

Les Arlésiens doivent toutefois attendre le début des années 1930 pour disposer d'un équipement municipal qui soit un véritable lieu de rassemblement, capable de servir d'écrin aux réceptions, bals et spectacles donnés dans la ville. La salle des fêtes (1930-1932, arch. : Gaston Castel, Marius Dallest, surélévation en 1962-1964, arch. : Pierre Gaillard)<sup>283</sup>, dont rêvait Joseph Morizot depuis son élection, sera finalement construite sur la promenade des Lices entre 1930 et 1932, par les architectes marseillais Gaston Castel et Marius Dallest. A la fois expression de la vogue de l'esthétique Art Déco, nouveau monument urbain et œuvre d'art totale, elle participe du mouvement général de modernisation de la cité. Gaston Castel et Marius Dallest imaginent en effet un véritable complexe de loisirs comportant, outre la salle de spectacle, un solarium, un théâtre en plein-air (théâtre de verdure) et un jardin public doté d'une pergola décorative et d'une aire de jeux.

Le régime de Vichy, qui encourage le développement des pratiques sportives, révèle de manière criante le manque d'infrastructures sportives de la ville d'Arles. Plusieurs rapports, établis entre 1940 et 1943, font état de cette situation. Dès 1943, la ville décide d'entreprendre plusieurs actions pour tenter d'y remédier. Parmi elles figure l'aménagement

<sup>282</sup> Répertoire Arles agglomération, p.229-p.232.

<sup>283</sup> Répertoire Arles agglomération, p.285-p.288 ; Dossier monographique n°5.

d'un stade aux Alyscamps. Grâce à la volonté de Charles Privat, et sous la houlette des architectes Jacques Van Migom, Jean Pélissier et Michel Van Migom, ce projet aboutira à la construction d'un grand complexe sportif comprenant un terrain d'honneur servant aux compétitions, un terrain d'entraînement, des pistes d'athlétisme, des clubs de tennis et de basket, un gymnase et une piscine : le centre sportif et scolaire Fernand Fournier (1948-1964, arch. : Van Migom-Pélissier)<sup>284</sup>, dont l'exemplarité tient autant à la cohérence de son plan de masse qu'à la qualité de son écriture architecturale. L'ensemble exprime en effet avec force et sensibilité les possibilités structurelles et esthétiques du béton armé.

Les infrastructures sportives construites pendant les décennies suivantes concernent en priorité les hameaux<sup>285</sup>. Aucune n'a l'innovation du centre sportif et scolaire Fernand Fournier, à l'exception toutefois de la piscine Tournesol (bâtiment industrialisé, 1971-1972, arch. : Bernard Schoeller)<sup>286</sup> dont Arles possède l'un des quelques cent quatre-vingt exemplaires réalisés en France, par la société de construction Durafour entre 1972 et 1984, dans le cadre de l'opération « Mille piscines » lancé par le Secrétariat d'Etat à la jeunesse aux Sports et aux loisirs.

En matière de divertissement, les décennies d'après-guerre sont marquées par une évolution décisive des pratiques : la télévision, qui entre progressivement dans les foyers, entraîne par exemple la désaffection des cinémas arlésiens de l'Entre-deux-guerres<sup>287</sup>. D'une manière générale, les années 1950 et 1960 donnent plutôt lieu à la construction d'équipements socio-culturels. A Arles, ils sont peu nombreux<sup>288</sup>, souvent situés dans les hameaux (Saliers, Le Sambuc, Salin-de-Giraud, Mas-Thibert) et de piètre qualité architecturale.

<sup>284</sup> Répertoire Arles agglomération, p.311-p.314 ; Dossier monographique n°7.

<sup>285</sup> Stade Guigues (Mas-Thibert, 1950, arch. : Pierre Gaillard) ; stade Michel Cavouclis (Salin-de-Giraud, 1962-1963, arch. Pierre Gaillard) ; gymnase (Salin-de-Giraud, 1969, arch. : Pierre Gaillard) ; gymnase Jean Vilar (Raphèle, 1972-1973, arch. : Pierre Gaillard).

<sup>286</sup> Répertoire Arles agglomération, p.725-p.729.

<sup>287</sup> Outre les Folies arlésiennes, le music-hall local, Arles possédait semble-t-il au moins deux cinémas – cinéma Le Capitole (s.d. circa 1930-1950, arch. non déterminé) ; cinéma Le Fémina (s.d. circa 1919-1939, arch. non déterminé) – dont on peut encore lire la présence dans l'espace urbain actuel.

<sup>288</sup> Nous en avons inventorié trois : club-senior (Le Sambuc, 1962, arch. : Pierre Gaillard), salle polyvalente (Salin-de-Giraud, 1962, arch. : Pierre Gaillard), foyers des jeunes de Saliers, Salin-de-Giraud, Le Sambuc (1967, bâtiments industrialisés : établissement Vissol).

## 5. Echanger et accueillir. Le temps des architectures commerciales

En l'espace d'un siècle, Arles passe d'une économie basée sur une activité agricole, manufacturière et relevant de la petite industrie, à une économie tertiaire reposant notamment sur la mise en valeur de son riche patrimoine monumental (création de création d'un secteur sauvegardé en 1966) et naturel (création du parc régional de Camargue en 1970). Dans le domaine de l'architecture, cela se traduit par une importance toute particulière donnée aux programmes commerciaux.

Si les Nouvelles Galeries (1912, arch. non déterminé)<sup>289</sup> édifiées sur la place Antonelle en 1912 affichent ostensiblement le néoclassicisme de certains grands magasins parisiens, l'aménagement de la succursale arlésienne de la Banque de France (1923-1925, arch. : Alphonse Defrasse, arch. collaborateur : Léon Véran)<sup>290</sup>, par l'architecte Grand Prix de Rome Alphonse Defrasse, donne lieu à la création d'un ensemble cossu, répondant aux exigences du plan-type des succursales provinciales de la Banque de France, mais intégrant des éléments plus novateurs à l'image de la voûte surbaissée en béton translucide qui permettait d'éclairer zénithalement la salle des guichets<sup>291</sup>. Certaines façades des années 1930, à l'image de celles du Crédit rural (rue Plan de la cour, 1927, arch. : Léon Véran)<sup>292</sup> ou de la halle des Lices (actuelle Banque Populaire, s.d. circa 1920-1935, arch. non déterminé)<sup>293</sup>, possèdent le raffinement des constructions Art Déco. Les bâtiments commerciaux des années de croissance affichent pour leur part le dépouillement d'un fonctionnalisme triomphant dont témoignent, par exemple, la maison de la presse Le Soir (1957, arch. : Georges Imbert)<sup>294</sup> ou encore le Crédit agricole (1962, arch. : Gilbert Bonnardel, Henri Sherjal)<sup>295</sup>. Ce fonctionnalisme est parfois enrichi d'une œuvre d'artiste comme au supermarché SUMA (1965, arch. : Alfred Bourret, Daniel Cheron, sculpt. : Jean Amado)<sup>296</sup> dont l'angle concave reçoit un étonnant relief de Jean Amado.

Force est de constater qu'à Arles le renouveau de l'architecture commerciale s'observe dans les hôtels, plus que dans les banques ou les boutiques. Dans l'histoire de la ville, l'aménagement d'un hôtel de luxe dans l'ancien couvent des Carmélites (dit aussi

<sup>289</sup> Répertoire Arles agglomération, p.129-p.132.

<sup>290</sup> Répertoire Arles agglomération, p.141-p.144.

<sup>291</sup> Une loi du 17 novembre 1897 oblige la Banque de France à posséder une succursale dans tous les chefs-lieux de département. Architecte des bâtiments civils et des palais nationaux, Alphonse Defrasse (1860-1939, Grand Prix de Rome en 1886) est nommé architecte de la Banque de France et le restera jusqu'en 1936. Entre 1899 et 1930, il aménage par exemple les succursales de Neuilly-sur-Seine, Levallois-Perret, Ivry-sur-Seine, Melun, Châlons-en-Champagne, Boulogne-Billancourt, Sélestat, Orléans, Suresnes, Narbonne, La Flèche, Bordeaux, Hyères (vers 1922), Clichy (vers 1923), Nancy, Metz, Montbéliard. Alphonse Defrasse crée un plan-type pour les succursales, plan-type qu'il adapte aux bâtiments existants quand cela est nécessaire.

<sup>292</sup> Répertoire Arles agglomération, p.99-p.102.

<sup>293</sup> Répertoire Arles agglomération, p.95-p.98.

<sup>294</sup> Répertoire Arles agglomération, p.107-p.110.

<sup>295</sup> Répertoire Arles agglomération, p.201-p.204.

<sup>296</sup> Répertoire Arles agglomération, p.527-p.530.

"couvent de la Charité") par l'architecte marseillais Étienne Bentz à la demande de la Société anonyme des hôtels modernes de Provence, a une forte portée symbolique. L'hôtel Jules César<sup>297</sup>, qui ouvre ses portes en 1928, n'est pourtant pas une création pure mais résulte de l'aménagement d'un bâtiment existant. Cette opération fait suite à une idée audacieuse, dont la paternité revient à l'architecte : en 1921, Etienne Bentz propose à la municipalité de doter la ville d'un établissement hôtelier de premier ordre, en mettant en valeur un élément important du patrimoine arlésien. Cette idée, bientôt soutenue par le maire Joseph Morizot, fera l'objet de nombreux projets (dont un cosigné par l'architecte Léon Véran et le peintre Léo Lelée) avant de prendre la voie de la concrétisation en 1926. Etienne Bentz traite le projet dans un esprit néo-provençal. Il redessine l'interface entre la ville ancienne et l'hôtel au moyen d'une façade dans laquelle il réussit une alliance assez improbable entre la monumentalité de l'architecture classique et le pittoresque des constructions vernaculaires. L'empreinte classique, dont témoigne le nom même de l'établissement (hôtel Jules César), s'exprime dans le portique de colonnes doriques, le bossage du soubassement et le curieux bas-relief qui orne le mur reliant l'hôtel et la chapelle des Carmélites. Il s'agit d'un médaillon représentant Jules César, fondateur de la colonie d'Arles. Il est accompagné d'inscriptions latines (*Sta viator : Arrête-toi, voyageur*) dont la signature « latinisée » de l'architecte (*E. Bentz, arletensis, architector, aedificator*)<sup>298</sup>. Le régionalisme s'exprime pour sa part au travers des génoises, des ferronneries décoratives ou encore des jarres en terre cuite disposées devant l'entrée. Le traitement des espaces intérieurs procède de la même logique – monumentalisation et de modernisation du style provençal<sup>299</sup> – comme en témoignent aujourd'hui encore la décoration en grande partie conservée du salon et de la salle à manger. Dans cette dernière pièce, se trouvent encore les lambris originels ainsi que deux natures mortes, des huiles sur toiles peintes en 1930 par Marcel Dyff.

La Reconstruction prend en compte, et même anticipe, le développement touristique de la ville. Dès 1952, l'architecte de la ville – Pierre Gaillard – est sollicité pour étudier la construction d'un office du tourisme (non réalisé). Il faut dire que grâce à l'intelligence de Pierre Vago en termes de programmation urbaine, de nombreux hôtels avaient été intégrés aux opérations de reconstruction. Ils sont construits dans le centre historique ou dans ses abords immédiats<sup>300</sup>. Le contexte économique difficile avec lequel doivent composer les

<sup>297</sup> Répertoire Arles agglomération, p.217-p.220.

<sup>298</sup> L'identité du sculpteur n'a pas pu être déterminée, mais il semble que le programme iconographique relève de la volonté de l'architecte.

<sup>299</sup> Certaines sources (GARANGON René, "L'hôtel Jules César d'Arles", *Bulletin des Amis du vieil Arles*, n°49, juin 1983, p.3-p.5) indiquent que le décorateur marseillais Apy aurait réalisé des peintures murales. Nous n'en avons trouvé la trace ni dans le bâtiment, ni mention dans les archives.

<sup>300</sup> La plupart des hôtels construits pendant la Reconstruction se trouvent dans le centre-ville : Hôtel Rhodania (s.d. circa 1948-1960, arch. : non déterminé) ; hôtel de France (1955, arch. : Van Migom-Pélissier) ; hôtel rue Voltaire (actuel hôtel des Acacias, 1954-1959, arch. : Van Migom-Pélissier) ; hôtel place Voltaire (actuel hôtel Voltaire, s.d. circa 1953-1955, arch. : Georges

architectes-reconstructeurs explique que ces hôtels adoptent une certaine simplicité formelle : quelques-uns privilégient un fonctionnalisme rigoureux et austère ; d'autres un langage néo-provençal peu convaincant. Au sein de ce corpus, seul se singularise l'établissement de la place Voltaire (actuel hôtel Voltaire, s.d. circa 1953-1955, arch. : Georges Imbert)<sup>301</sup>. Conçu par l'architecte Georges Imbert, il affiche une modernité sans concession, mais cohérente et harmonieuse.

En France, typologies et architectures hôtelières évoluent considérablement au cours des années 1960. Arles ne fait pas exception, comme en témoigne la construction des Cabanettes (1965-1967, 1976-1978, arch. : Armand Pellier)<sup>302</sup>, en terre camarguaise, à proximité du hameau de Saliers. L'initiative de ce projet revient à Marc (1918-1983) et Louise Berc (née en 1920). Ce couple d'hôteliers-restaurateurs, qui pressent le développement du tourisme et la mutation des loisirs, ambitionne de créer un complexe touristique d'un nouveau genre<sup>303</sup>. Pour donner corps à leurs rêves, ils font appel à un architecte singulier, Armand Pellier, qui avait déjà aménagé à leur demande l'hôtel du Globe à Saint-Gilles-du-Gard. Si, pour des raisons budgétaires, l'ambitieux programme initial ne sera réalisé que partiellement (restaurant, hôtel de quatorze chambres, appartement destiné à la famille Berc, piscine, aile de quatorze garages), les Cabanettes n'en demeurent pas moins représentatives du renouveau de l'architecture hôtelière. Cela tient en grande partie à la liberté que les maîtres d'ouvrage octroient à l'architecte qui crée ici une de ses œuvres majeures. Les Cabanettes se présentent sous la forme de trois bâtiments relativement bas et étroits, conçus comme des arcs de cercles concentriques articulés. Séparés par un jardin et un bassin à l'ouest, ils communiquent à l'extrémité est. Tout ce qui fait l'essence de l'architecture si personnelle d'Armand Pellier s'y trouve réuni : plasticité de la matière (qu'il s'agisse de la pierre du Pont-du-Gard, du béton, du bois, du fer ou de la céramique) ; travail sur le volume et son inscription dans l'espace ; rapports d'échelles et de proportions (tracés régulateurs). S'y ajoute une recherche d'ordre organique qui vise à intégrer l'édifice dans son site, non pas dans une logique d'osmose mais simplement d'ancrage, de dialogue et d'enrichissement mutuels. Comme toutes les architectures d'Armand Pellier, Les Cabanettes

---

Imbert). Un seul se trouve dans les abords immédiats de la ville ancienne, dans le quartier des Alyscamps : hôtel-café Capitani, 1958-1960, arch. : Van Migom-Péllissier.

<sup>301</sup> Répertoire Arles agglomération, p.35-p.38.

<sup>302</sup> Répertoire Arles hameaux, p.171-p.174.

<sup>303</sup> Le programme initial comprenait un restaurant gastronomique, un hôtel de quatorze chambres, un appartement destiné aux propriétaires, une piscine, un club hippique, un club nautique et un enclos circulaire en bois dédié aux jeux taumachiques (*bouvau*). Signe du temps, une place importante était donnée à l'automobile avec deux parkings destinés aux clients du restaurant, une aile de quatorze garages destinés aux clients de l'hôtel et un parking à bateaux. Enfin, la construction de l'hôtel devait s'accompagner d'un aménagement paysager : construction d'un bassin avec jet d'eau, plantation de bosquets de tamaris, création d'un patio doté d'un bassin.

ne s'effacent pas mais, au contraire, naissent et vivent dans le paysage<sup>304</sup>.

Si l'architecture proposée par Emile Sala à l'hôtel Le Sélect (actuel hôtel Cheval blanc, s.d. circa 1964-1970, arch. : Emile Sala)<sup>305</sup> est moins audacieuse, elle n'en demeure pas moins intéressante. Tirant parti de la situation avantageuse de l'établissement (angle du boulevard Georges Clémenceau et de l'avenue Sadi Carnot) et de la double exposition du bâtiment, Émile Sala soigne particulièrement la plasticité des façades, en associant béton et revêtement de pierre locale dans des compositions graphiques. D'un point de vue fonctionnel, l'établissement est doté de tous les équipements dignes d'une hôtellerie de standing, dont une piscine sur le toit. Avec la construction du Sélect, Arles confirme sa vocation touristique, puisque le centre-ville est désormais doté d'un second hôtel de standing, après le Jules César qui avait ouvert ses portes en 1928. Le Primotel (actuel Mercure Etap Hôtel, 1973-1975, arch. : Van Migom-Pélissier)<sup>306</sup>, bâtiment à l'esthétique fonctionnaliste construit au milieu des années 1970 dans le quartier de Barriol, s'adresse pour sa part à une clientèle d'hommes d'affaires (l'immeuble consulaire de la CCI se trouve à proximité) et de touristes plus modestes. A Arles, il devient ainsi le symbole de l'avènement d'un tourisme de masse qui redéfinit les programmes hôteliers. La construction d'une auberge de jeunesse (1970-1971, arch. : Pierre Gaillard)<sup>307</sup> dans le quartier des Alyscamps témoigne elle aussi de la volonté municipale de s'adapter aux nouvelles pratiques touristiques, de même que l'office du tourisme (1979, arch. : atelier BCDMB. Eugène MANOLAKAKIS et associés)<sup>308</sup> construit en 1979 sur l'esplanade des Lices.

En dehors des travaux d'embellissements urbains, le signe le plus explicite du glissement d'Arles vers son destin de ville patrimoniale, culturelle et touristique est donc la multiplication des établissements hôteliers, dont la conception, nous l'avons vu, donne lieu à d'intéressantes expériences architecturales tout au long du XXe siècle.

<sup>304</sup> Intégrant les données physiques, climatiques et plastiques du site, Armand Pellier prolonge ainsi la voie ouverte par Frank Lloyd Wright (1867-1953), notamment dans ses œuvres de maturité, ou encore les recherches développées par Rudolph Schindler (1887-1953) et Richard Neutra (1890-1970) dans leurs réalisations californiennes de l'Entre-deux-guerres.

<sup>305</sup> Répertoire Arles agglomération, p.221-p.224 ; Dossier monographique n°18.

<sup>306</sup> Répertoire Arles agglomération, p.851-p.854.

<sup>307</sup> Répertoire Arles agglomération, p.303-p.306.

<sup>308</sup> Répertoire Arles agglomération, p.257-p.260.



# CONCLUSION



## **L'architecture du XXe siècle à Arles : une architecture à découvrir, un patrimoine en devenir**

Arles constitue un terrain d'étude privilégié pour aborder l'architecture et l'urbanisme du XXe siècle. La ville possède en effet de nombreux témoignages de son histoire récente : l'essor de la commune au cours du XXe siècle, la diversification et les mutations successives de ses activités économiques, les destructions qu'elle a subi pendant la Seconde Guerre mondiale, sa reconstruction, sa croissance sans précédent pendant les Trente glorieuses, son affirmation en tant que ville à vocation culturelle, se lisent tant au niveau de sa morphologie urbaine qu'au niveau des édifices ou des groupes d'édifices qui la composent.

La ville d'Arles possède un patrimoine riche et abondant, témoignant de son histoire. Si le patrimoine des périodes antique, médiévale et moderne est relativement bien connu et documenté, celui de la période contemporaine, en particulier celui du XXe siècle, reste à découvrir. Ce patrimoine est un **patrimoine en devenir qui mérite d'être identifié, respecté et valorisé.**



# SOURCES



## I. SOURCES D'ARCHIVES

### 1. Archives nationales. Centre d'archives contemporaines (Fontainebleau)

- AN CAC 19771065 art 188, Dossier de demande d'agrément de Jean Pélissier auprès du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme.
- AN CAC 19771065 art 252, Dossier de demande d'agrément de Pierre Vago auprès du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme.
- AN CAC 19771065 art. 126, Dossier de demande d'agrément de Léon Hoa auprès du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme.
- AN CAC 19771065 art. 126, Dossier de demande d'agrément de Léon Hoa auprès du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme.
- AN CAC, Fonds Ministère des PTT, 1978259/38.

### 2. Centre d'archives d'architecture du XXe siècle (Paris)

- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Vago, 064 lfa 98.1.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Vago, 064 lfa 98.2.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Vago, 064 lfa 98.4.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Vago, 064 lfa 98.5.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Vago, 064 lfa 99.3.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Vago, 064 lfa 99.4.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Vago, 064 lfa 99.5.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Vago, 064 lfa 99.6.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Vago, 064 lfa 99.7.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Vago, 064 lfa 228.8.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Vago, 064 lfa 228.10.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Vago, 064 lfa 283.5.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Vago, 064 lfa 403.10.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Vago, 064 lfa 403.17.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Vago, 064 lfa 403.18.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Vago, 064 lfa 405.4.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Vago, 064 lfa 405.12.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Vago, 064 lfa 616.

### 3. Musée de la Poste (Paris)

- Musée de la Poste, Fonds iconographique provenant de la direction nationale de l'immobilier.

### 4. Médiathèque de l'architecture et du patrimoine (Charenton-le-Pont)

- MEDIATHEQUE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE, Série Plans et édifices des Bouches-du-Rhône, documents n°0684499 (001) et n° 0684499 (002).

### 5. Archives départementales des Bouches-du-Rhône (Marseille)

#### Fonds OPAC (7 ETP)

- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 350.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 351.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 354.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 358.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 361.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 362.

- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 363.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 374.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 397.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 398.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 399.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 400.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 401.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 402.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 445.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 447.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 448.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 449.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 450.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 451.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 452.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 453.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 454.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 455.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 456.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 458.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 459.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 460.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 461.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 462.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 463.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 464.

#### Fonds Figuré (6 Fi)

- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 0413.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 0420 à 423.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 0628.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 1158.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 1159.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 1468.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 1469.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 1470.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 1471.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 1473.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 1474.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 1475.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 1477.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 1478.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 2469.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 2470.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 2879.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 2880.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 2882.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 4308.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 4312.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 4481 à 4488.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 4536 à 4540.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 4542.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 4560.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 4561.

- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 5520/10.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 5520/15.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 5520/5.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 5520/7.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 5520/8.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 5542.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 5629/7.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 5629/8.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 5880.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 5886.
- AD 13, Fonds figuré, 6 Fi 7791.

Fonds Véran (18 F)

- AD 13, Fonds Véran (18 F).

Série 1 J

- AD 13 1 J 220 : Exposition catholique de Marseille (1935).

Fonds André Dunoyer de Segonzac (74 J)

- AD 13, Fonds André Dunoyer de Segonzac, 74 J 256.
- AD 13, Fonds André Dunoyer de Segonzac, 74 J 384.

Fonds Chirié (75 J)

- AD 13, Fonds Chirié, 75 J 362-363.
- AD 13, Fonds Chirié, 75 J 770-772.
- AD 13, Fonds Chirié, 75 J 773-775.
- AD 13, Fonds Chirié, 75 J 776.

Fonds Castel (86 J)

- AD 13, Fonds Castel, 86 J 559.
- AD 13, Fonds Castel, 86 J 1150.
- AD 13, Fonds Castel, 86 J 1151.
- AD 13, Fonds Castel, 86 J 1152.

Fonds Laupières (150 J)

- AD 13, Fonds Laupières, 150 J 153.

Fonds Santé publique et hygiène (5M)

- AD 13, Fonds Santé publique et hygiène, 5 M 401.
- AD 13, Fonds Santé publique et hygiène, 5 M 430.
- AD 13, Fonds Santé publique et hygiène, 5 M 436.
- AD 13, Fonds Santé publique et hygiène, 5 M 442.
- AD 13, Fonds Santé publique et hygiène, 5 M 443.
- AD 13, Fonds Santé publique et hygiène, 5 M 444.
- AD 13, Fonds Santé publique et hygiène, 5 M 445.
- AD 13, Fonds Santé publique et hygiène, 5 M 446.
- AD 13, Fonds Santé publique et hygiène, 5 M 447.
- AD 13, Fonds Santé publique et hygiène, 5 M 659.

Série 8 M

- AD 13, 8 M 120 : Expositions commerciales (1886-1910).

Fonds Immeubles, bâtiments et mobilier départementaux, Service départemental d'architecture (4 N)

-AD 13, Fonds Immeubles, bâtiments et mobilier départementaux, Service départemental d'architecture (1803–1949), 4 N 232-4 N 234.

Fonds Bâtiments communaux (3 O)

-AD 13, Fonds Bâtiments communaux, 3 O 5/2.

-AD 13, Fonds Bâtiments communaux, 3 O 5/8.

-AD 13, Fonds Bâtiments communaux, 3 O 58.

-AD 13, Fonds Bâtiments communaux, 3 O 5884 : Foire de Lyon. Foire Marseille. Pavillons (1914-1941).

-AD 13, Fonds Bâtiments communaux, 3 O 5886 : Parc Chanot. Jardin d'enfants. Parc des expositions (1924-1939).

Fonds Urbanisme (12 O)

-AD 13, Fonds Urbanisme, 12 O 0014

-AD 13, Fonds Urbanisme, 12 O 0021.

-AD 13, Fonds Urbanisme, 12 O 0195.

-AD 13, Fonds Urbanisme, 12 O 0227.

-AD 13, Fonds Urbanisme, 12 O 0269.

-AD 13, Fonds Urbanisme, 12 O 0271.

-AD 13, Fonds Urbanisme, 12 O 0272.

-AD 13, Fonds Urbanisme, 12 O 0273.

-AD 13, Fonds Urbanisme, 12 O 0274.

-AD 13, Fonds Urbanisme, 12 O 0275.

-AD 13, Fonds Urbanisme, 12 O 0338.

-AD 13, Fonds Urbanisme, 12 O 0403.

-AD 13, Fonds Urbanisme, 12 O 0627.

-AD 13, Fonds Urbanisme, 12 O 1552.

-AD 13, Fonds Urbanisme, 12 O 1840.

-AD 13, Fonds Urbanisme, 12 O 1843.

-AD 13, Fonds Urbanisme, 12 O 1844.

-AD 13, Fonds Urbanisme, 12 O 2184.

-AD 13, Fonds Urbanisme, 12 O 2237.

-AD 13, Fonds Urbanisme, 12 O 2295.

-AD 13, Fonds Urbanisme, 12 O 2323.

-AD 13, Fonds Urbanisme, 12 O 2377.

Fonds du Conseil général (3 T)

-AD 13, Fonds du Conseil général, 3 T 119/20, "L'oeuvre du Conseil Général des Bouches-du-Rhône" par R. Busquet : notices historiques (manuscrits et tapuscrits), 1932.

Archives contemporaines (série W)

-AD 13, Chambre de Commerce. Foire de Marseille, 148 W 326.

-AD 13, Dossiers de permis de construire 1968, 1800 W 2 (permis n°93919).

-AD 13, Fonds Conseil général/construction (1941-1969), 103 W 376 à 103 W 389.

-AD 13, Fonds Conseil général/Construction (1977), 1241 W 10.

-AD 13, Fonds Equipement. Dommages de guerre, 50 W 121 à 123.

-AD 13, Permis de construire, 165 W 111.

-AD 13, Permis de construire, 165 W 15.

-AD 13, Permis de construire, 165 W 195.

-AD 13, Permis de construire, 165 W 228.

-AD 13, Permis de construire, 165 W 233.

-AD 13, Permis de construire, 165 W 26.

-AD 13, Permis de construire, 165 W 284.

-AD 13, Permis de construire, 165 W 285.

- AD 13, Permis de construire, 165 W 30.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 316.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 317.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 32.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 365.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 38
- AD 13, Permis de construire, 165 W 443.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 444.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 449 (accord préalable et permis).
- AD 13, Permis de construire, 165 W 547.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 566.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 58.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 621.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 625.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 635.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 641.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 644.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 646.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 66.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 718.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 73.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 745.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 774.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 820.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 836.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 861.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 897.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 9.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 92
- AD 13, Permis de construire, 165 W 921.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 923.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 937.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 940.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 962.
- AD 13, Permis de construire, 165 W 99.

Fonds Institutions et établissements de bienfaisance et Habitations à Bon Marché (X)

- AD 13, Fonds Institutions et établissements de bienfaisance et Habitations à Bon Marché, X 2 bis 6319.

## **6. Archives municipales d'Arles (Arles)**

Fonds figurés (Fi)

- AM ARLES, Fonds figuré, 1 Fi 190/3.
- AM ARLES, Fonds figuré, 2 Fi 10.
- AM ARLES, Fonds figuré, 3 Fi 21.
- AM ARLES, Fonds figuré, 3 Fi 23.
- AM ARLES, Fonds figuré, 3 Fi 24.

Série Bâtiments communaux, monuments et établissements publics (M)

- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 3.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 4.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 15.

- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 16 bis.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 17.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 17.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 19.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 19 bis.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 20.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 20 bis.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 21.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 22.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 23.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 23 bis.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 23-1.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 23.2.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 23-4.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 23.5.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 23-6.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 23-7.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 23-8.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 24.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 25.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 26.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 27.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 28.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 29.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 29-3.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 30.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 31.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 32.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 33.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 33 bis.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 34.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 38.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 39.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 40.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 40 bis.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 41.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 42.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 42 bis.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 43.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 47.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 48.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 48 bis.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 49.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 50 ter.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 51.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 52.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 53.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 53 bis.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 54.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 55.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 56.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 56 bis.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 57.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 58.

- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 58 ter.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 58-4.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 59.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 59 bis.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 59 ter.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 59-4.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 59-5.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 59-6.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 60.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 61.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 62 bis.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 62 ter.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 64.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 63.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 65.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 66.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 67.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 69.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 70.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 71.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 73.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 72.
- AM ARLES, Série Édifices communaux, monuments et établissements publics, M 74.

Fonds Van Migom-Pélissier (15 S)

- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 0663.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 0726.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 0739.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 0854.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 0968.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1026
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1027.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1028.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1030.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1134.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1181.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1255.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1318.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1359.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1365.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1388.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1395.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1407.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1409.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1443.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1456.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1513.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1515.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1516.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1523.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1549.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1611.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1617.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1624.

- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1625.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1637.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1647.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1655.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1665.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1669.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1670.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1671.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1709.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1713.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1721.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1749.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1752.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1754.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1800.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1822.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1823.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1835.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1858.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1862.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1908.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 1929.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 2001.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 2039.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 2 NUM 5/1.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 2 NUM 5/2.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 2 NUM 5/3.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, 15 S 2 NUM 5/5.
- AM ARLES, Fonds Van Migom-Pélissier, Références de Michel Van Migom, document non coté.

#### Fonds Sala (non inventorié)

- AM ARLES, Fonds Sala, « Chemise bleue », dossier non coté.
- AM ARLES, Fonds Sala, Dossier Ecole de Mas-Thibert, dossier non coté.
- AM ARLES, Fonds Sala, Dossier Ecole Loubet, dossier non coté.
- AM ARLES, Fonds Sala, Dossier IRA, dossier non coté.
- AM ARLES, Fonds Sala, Dossier Les Peupliers ZUP Barriol, dossier non coté.
- AM ARLES, Fonds Sala, Dossier Photographie des réalisations, dossier non coté.
- AM ARLES, Fonds Sala, Dossier Publication, dossier non coté.
- AM ARLES, Fonds Sala, Dossier Villa Bank, dossier non coté.
- AM ARLES, Fonds Sala, Dossier Villa Benkemoun, dossier non coté.
- AM ARLES, Fonds Sala, Liste de références 1948-1970, dossier non coté.

#### Permis de construire

- AM ARLES, Permis de construire, PC n°0436.
- AM ARLES, Permis de construire, PC n°4102.
- AM ARLES, Permis de construire, PC n°4445.
- AM ARLES, Permis de construire, PC n°4902.
- AM ARLES, Permis de construire, PC n°5485.
- AM ARLES, Permis de construire, PC n°70 112.

#### Autres

- AM ARLES, DGST 232.

-AM ARLES, Fonds urbanisme, O 31.

## **7. Archives municipales de Tarascon (Tarascon)**

-AM TARASCON, Dossier Reconstruction, non coté Commission départementale de Reconstruction des Bouches-du-Rhône, PV des séances du 29 mai 1946 et du 4 décembre 1946.

## **8. Archives privées**

-AP 13 HABITAT, Agence Arles sud.  
-AP Bank.  
-AP Arnal.  
-AP Association diocésaine Emmanuel.  
-AP Barré.  
-AP Centre Hospitalier d'Arles.  
-AP Centre Médico-Psycho-Pédagogique de la Roquette.  
-AP CIL des Bouches-du-Rhône.  
-AP Famille Berc-Boucard.  
-AP Sala Françoise.  
-AP Vaché Georges.  
-AP Groupe scolaire Pont-de-Crau.  
-AP Institut de Régulation et d'Automatisme.  
-AP Fabre Mario.  
-AP Paroisse d'Arles, Dossier Chapelle Sainte-Trophime.  
-AP Quintrand Paul.  
-AP Pierre et Simone Benkemoun.  
-AP Smith.  
-AP SMTDR.  
-AP Solvay.  
-AP Denante Sylvie.  
-AP Durousseau Thierry.  
-AP Tuloup.  
-AP CAUE du Gard.

## **9. Service du Patrimoine de la ville d'Arles (Arles)**

-Fonds documentaire et iconographique du Service du Patrimoine de la ville d'Arles.

## **10. Service régional d' l'inventaire (Marseille)**

-Service régional de l'inventaire, photographie IVR93\_90130634XA\_T.

## II. SOURCES IMPRIMEES

### 1. Contexte local et régional

- CHARLES-ROUX Charles (dir.), *Exposition coloniale nationale de Marseille 1906. Rapports généraux*, Marseille, typographie et lithographie Barlatier, 1907.
- CHARLES-ROUX Charles (dir.), *L'Exposition coloniale de Marseille 1906. Album commémoratif*, Paris, Phototype Berthaud frères, 1906.
- MASSON Paul (dir.), *Les Bouches-du-Rhône. Encyclopédie départementale*, Deuxième partie : *Le bilan du XIXe siècle*, Tome VI : *La vie intellectuelle*, Marseille, Archives départementales des Bouches-du-Rhône, 1914.
- MASSON Paul (dir.), *Les Bouches-du-Rhône. Encyclopédie départementale*. Troisième partie : *Le sol et les habitants*. Tome XIV : *Monographies communales. Marseille-Aix-Arles*, Paris/Marseille, Librairie Honoré Champion/Archives départementales des Bouches-du-Rhône.

### 2. Approches monographiques

- B. J.-P., "Le quartier de la Cavalerie, totalement détruit pendant la guerre, se relève de ses ruines", *Le Méridional*, 30 septembre 1960.
- BOUSCARLE Fanny, « Courbes et verticales », *Art et Décoration*, n°196, 2ème trimestre 1976, p.121-p.125.
- CALVI M., « Matériau des architectes romains. La pierre du Pont-du-Gard aujourd'hui », *Le Mausolée : Art et techniques des roches de qualité, revue mensuelle*, juin 1968, n°382, 36ème année, p.1289-1325.
- CARTIER Jean-Albert, « La 6ème saison de l'Art sacré », *Combat*, 12 septembre 1953.
- GOYSSAUD Antony, "La salle des Fêtes d'Arles", *La Construction Moderne*, n°8, 48ème année, 20 novembre 1932, p.118-128 et planches 30 à 32.
- MISTRAL Louis, "En 147 jours, à l'américaine, l'îlot 34, magnifique bâtiment, a été édifié rue Cavalerie et les clefs ont été remises aux propriétaires", *Le Provençal*, 30 septembre 1960.
- MISTRAL Louis, "Le nouvel Hôtel des Postes d'Arles a été inauguré officiellement par M. Bokanowsky, ministre des PTT", *Le Provençal (édition Arles)*, dimanche 20 mai 1960, p.3.
- NELSON Paul, « Un centre pour la santé de la communauté », *La Vie collective*, volume 37, n°435, octobre 1971.
- NELSON Paul, *Centre de santé d'Arles*, s.d. circa 1974, document dactylographié.
- OREAM, "Maisons à patio : Mallebarger (Port-Saint-Louis-du-Rhône) ; Les Flamants (Arles)", *Cahiers de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne*, n°36-37, 1972.
- S.N. « Le nouvel hôpital pourrait être mis en service en 1973 », *Le Méridional*, 29 novembre 1969.
- S.N., "Un immeuble en Arles", *Melponène*, L'actualité de la Grande masse de l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux-Arts, n°19 : expérience d'un atelier d'été (Université permanente d'architecture et d'urbanisme, Provence, Côte d'Azur), Paris, octobre-décembre 1965, document non paginé.
- S.N., « Arles », *Le Maître de la reconstruction*, 3ème année, n°2, p.2
- S.N., « Arles », *Urbanisme*, n°45-48, 1956, p.278-p.279.
- S.N., « Construction du nouvel hôpital », *Le Provençal*, 23 avril 1970.
- S.N., « Encore une promesse tenue », *La Liberté*, 23 septembre 1967.
- S.N., « Hôtel des Postes et Télégraphes à Arles », *Nouvelles annales de la Construction*, n°117 : *Edifices administratifs et financiers*, 18ème année, Paris, Charles Béranger éditeur, 1902.
- S.N., « Pfarrkirche St-Pierre in Arles. Architekt Pierre Vago Paris », *Deutsche Architektur*, septembre 1957.
- S.N., « Son excellence monseigneur de Provençères a posé, à Trinquetaille, la première

- pierre de la nouvelle église », *Le Méridional*, 6 juin 1952.  
 -S.N., « Une piscine en forme de bateau », *Piscine*, n°20, avril 1970, p.55-p.57.  
 -S.N., article sans titre, *Forum Républicain*, 64ème année, n°44, 2 novembre 1929.  
 -S.N., article sans titre, *Le Provençal*, édition d'Arles, 2 février 1938.  
 -S.N., article sur la reconstruction du quartier Trinquetaille, *Deutsche Architektur*, septembre 1957, page non déterminée.  
 -SALA Marc-Emile, *Marc-Emile Sala, architecte DPLG*, Aix-en-Provence, Imprimerie Roubaud, s.d. circa 1975.  
 -SOULILLOU Albert, « L'Exposition de l'Urbanisme et du tourisme à Marseille. Une croisière Mistral des urbanistes vue à vol d'oiseau d'Avignon à Arles », *Journée du bâtiment*, 26 octobre 1948, p.1-p.2.  
 -VAGO Pierre, "Arles. Reconstruction", *Techniques et architecture*, 15ème série, n°2, septembre 1955, p.59-p.62.  
 -VAGO Pierre, « Arles. Reconstruction de l'église Saint-Pierre », *L'Architecture d'Aujourd'hui*, date non déterminée, p.103-p.105.  
 -VAGO Pierre, « Eglise Saint-Pierre d'Arles », revue non déterminée, p.14-p.15.  
 -VAGO Pierre, « L'urbanisation d'Arles », *Bâtir*, numéro et date non déterminés, Bruxelles.  
 -VAGO Pierre, « L'urbanisation d'Arles », *Chantiers*, n°3, juin 1947, p.96-p.99.  
 -VAN MIGOM Jacques, PELISSIER Jean, VAN MIGOM Michel, *40 ans d'architecture et Provence. 1937-1977. Jacques Van Migom-Jean Péliissier-Michel Van Migom*, Arles, 1977.  
 -VATAIN F., « Mise en service de l'hôpital général du centre de santé pour 1973 », *La Marseillaise*, 29 novembre 1969.  
 -VOISIN A., « Une visite à la salle des fêtes d'Arles », *Sud Magazine*, n°64, 4ème année, 1er-16 septembre 1931, p.5-p.7.  
 Roubaud, s.d. circa 1975.

### III. BIBLIOGRAPHIE

#### 1. Arles et le contexte régional

##### a. Etudes historiques

- BAUDAT Michel, « La nouvelle structuration de l'espace religieux au XXe siècle », ROUQUETTE Jean-Maurice (dir.), *Histoire d'Arles*, Paris, Imprimerie nationale, 2008, p.987-p.990.  
 -BAUDAT Michel, *Arles, ville sainte. Les églises célèbres et oubliées*, Arles, Actes Sud, 2002.  
 -BERTRAND Régis, "Le cimetière d'Arles-ville", Site internet Patrimoine d'Arles.  
 -CAYLUX Odile (dir.), *Arles, le guide : Musées, Monuments, Promenades*, Paris, Editions du patrimoine, 2001.  
 -CAUE des Bouches-du-Rhône, *Le Moulin de France (Martigues, 1968, arch. : atelier BCDMB)*, Fiche-affiche, 2005.  
 -CHIAVASSA Isabelle (dir.), GASNAULT François (dir.), *Les Castel. Une agence d'architecture au XXe siècle*, Marseille, Parenthèses/Archives départementales des Bouches-du-Rhône, 2009.  
 -COLCOMBET Jacques, "Historique des Papeteries Etienne", Bulletin des amis du vieil Arles, n°68, Arles, septembre 1989, p.40-p.42.  
 -COURTET France, « Le développement urbain et démographique de la ville d'Arles de la fin de la guerre à nos jours », ROUQUETTE Jean-Maurice (dir.), *Histoire d'Arles*, Paris, Imprimerie nationale, 2008, p.993-p.1020.  
 -GONGES G., BRUN J.-P., ROTH-CONGES A., BERTUCCHI G., BREMOND J., PITON J., "L'évolution d'un quartier suburbain d'Arles : L'Esplanade", *Provence historique*, Fascicule 167-168, 1992, p.119-p.133.

- KOUKAS Nicolas, « Le choc de la seconde guerre mondiale, ROUQUETTE Jean-Maurice (dir.), *Histoire d'Arles*, Paris, Imprimerie nationale, 2008, p.967-p.984.
- KOUKAS Nicolas, *La résistance à Arles 1940-1944*, Mémoire de maîtrise d'Histoire sous la direction de Robert Mencherini, Université d'Avignon, 1996-1997.
- NOET Laurent, *Louis Botinelly, sculpteur provençal : catalogue raisonné*, Paris, Mare et Martin, 2006, p.86.
- ROUQUETTE Jean-Maurice (dir.), *Histoire d'Arles*, Paris, Imprimerie nationale, 2008.
- SIGNORILE Marc, "La vie musicale au XIXe siècle", ROUQUETTE Jean-Maurice (dir.), *Histoire d'Arles*, Paris, Imprimerie nationale, 2008, p.906.
- THAON Bernard, « L'urbanisme arlésien : des ordres urbains discrets », ROUQUETTE Jean-Maurice (dir.), *Histoire d'Arles*, Paris, Imprimerie nationale, 2008, p.921-p.938.

### *b. Approches monographiques*

- A-Corros, Dossier d'expertise n°32, Arles, entreprise A-Corros, 2008.
- ABRAM Joseph, *Paul Nelson. Architectures*, Arles, 1994, notice accompagnant l'exposition au Centre de Santé d'Arles, septembre-octobre 1994.
- AGOSTINI Marina, DUROUSSEAU Thierry, *Les Flamants*, Marseille, CAUE 13, 2009.
- AUVILAIN Elsa, DEGOND Armonie, *L'Ecole Léon Blum*, projet tuteuré de Licence professionnelle Restauration et conservation du patrimoine bâti, Université de Provence, Département d'Histoire de l'Art, Antenne d'Arles, 2008-2009.
- BLANCHET-VAQUE Christine, « A la lumière du Midi. Les verrières de Manessier à l'église Saint-Pierre-de-Trinquetaille », COUSINOU Olivier (dir.), *Manessier en Provence*, catalogue d'exposition (musée Cantini, Marseille, 27 juin-28 septembre 2008), Gand, Editions Snoeck, Ducaju et Zoon, 2008.
- BLANCHET-VAQUE Christine, *De l'Eglise à l'Etat. La commande des vitraux religieux en France de 1945 à 2000*, Thèse de doctorat d'Histoire de l'Art contemporain sous la direction de Claude Massu, Université Aix-Marseille I, Aix-en-Provence, 2004.
- BODET Frédéric, LACQUEMANT Karine, *Guidette Carbonell. Céramiques et tapisseries*, catalogue d'exposition (musée des Arts décoratifs, Paris, 2007 ; La Piscine, Roubaix, 2007-2008 ; musée de la céramique, Rouen, 2008), Paris, Norma, 2007.
- BONILLO Jean-Lucien, « Centre hospitalier Joseph Imbert », *Label Patrimoine du XXe siècle en PACA*, 2008, DRAC PACA CRMH.
- BONILLO Jean-Lucien, « Le centre hospitalier Joseph Imbert », *Patrimoine XXe en région PACA*, Région PACA, Ministère de la Culture et de la communication, 2002.
- BONILLO Jean-Lucien, LAMOURDEDIEU Michel, « Centre hospitalier Joseph Imbert », *Représentations et transformations de l'architecture des trente glorieuses*, Laboratoire INAMA, EAML, MELT-PUCA, février 2003.
- BOUTEMY (T.), "La cité usine Solvay à Salin-de-Giraud (1896-1914)", *Actes de la table ronde organisée par la CCI et MIP Provence*, Marseille, 2000.
- CASTELLANI Eric, « L'église Saint-Pierre de Trinquetaille pendant la guerre », ROUQUETTE Jean-Maurice (dir.), *Histoire d'Arles*, Paris, Imprimerie nationale, 2008, p.986.
- CAUE du Gard, A. *Pellier*, brochure de présentation d'un projet de publication, Nîmes, CAUE du Gard, 2009.
- CAUE du Gard, *Joseph Massota. Armand Pellier. Regards d'architecture en 1995*, brochure d'exposition, Nîmes, CAUE du Gard, 1995.
- CLAVEYROLAS Hélène, *Les vitraux d'Alfred Manessier dans les édifices historiques*, Paris, Editions Complicités, 2006.
- DANIEL Philippe, « La reconstruction de l'après-guerre et le plan Vago », BAUDAT Michel, *Espace et urbanisme d'Arles des origines à nos jours*, Arles, Groupe archéologique arlésien, 2000, p.111-p.116.
- DAUMALIN Xavier, "Une usine pionnière (1895-1914), MIOCHE Philippe (dir.), *L'usine Solvay de Salin-de-Giraud*, à paraître.
- DAUMALIN Xavier, *Du sel au pétrole. L'industrie chimique de Marseille-Berre au XIXe*

siècle, Marseille, Paul Tacussel éditeur, 2003.

-DAUMALIN Xavier, MIOCHE Philippe, "L'usine Solvay de Salin-de-Giraud, *MIP* n°10, décembre 2000.

-DAUNE F., *Une politique d'aménagement. La formation du logement et du territoire de la société Solvay*, Strasbourg, Ecole d'architecture de Strasbourg, 1985.

-DUROUSSEAU Thierry, *Le PN*, Fiche-affiche du CAUE, CAUE des Bouches-du-Rhône, 2009.

-DUROUSSEAU Thierry, *Une cité industrielle en Camargue*, Marseille, Parenthèses, 2011.

-GARAGNON René, "L'hôtel Jules César d'Arles", *Bulletin des amis du vieil Arles*, n°49, juin 1983, p.3-p.5.

-GARAGNON René, « Odéon, Van Gogh et les Folies-Arlésiennes », *Bulletin des Amis du Vieil Arles*, n°90, septembre 1995, p.14-pp.18.

-GUILLET Camille, *Les deux vies de la cathédrale Lustucru. Rapport préliminaire d'une recherche historique effectuée à propos de la friche industrielle Lustucru*, Arles, A-Corros, juin 2009.

-LLANTA Anne-Marie, PEYZIEU Jean, PROHIN Robert, *Pellier. Un rêve de pierre*, notice de présentation d'un projet de documentaire, Nîmes, CAUE du Gard, 2006.

-REBUTTINI Sylvie, THAON Bernard, *Auguste Vérant. Un architecte arlésien au XIXe siècle*, Arles, Actes Sud/Ville d'Arles, 2003.

-REIMBOLD Olivier (dir.), MEMAIN Nicolas, LIEUTIER Danièle, *Répertoire numérique du fonds de l'Office Public d'Aménagement et de Construction Sud*, Marseille, Archives départementales des Bouches-du-Rhône, 2007.

-S.N., *Armand Pellier*, catalogue d'exposition, Nîmes, 1991.

-SERGE A., *Les débuts d'une cité industrielle : les relations sociales de l'usine Solvay à Salin-de-Giraud de 1896 à 1907*, mémoire de maîtrise, université Aix-Marseille 1, 1995.

-VAGO Pierre, *Une Vie intense*, Bruxelles, AAM, 2000.

## 2. Histoire de l'architecture et de la ville au XXe siècle

### a. Ouvrages généraux

-BERSTEIN Pierre (dir.), MILZA Serge (dir.), *Histoire du XX<sup>ème</sup> siècle. Tome 1 : La fin du monde européen 1900-1945*, Paris, Hatier, 1996.

-BERSTEIN Serge (dir.), MILSA Pierre (dir.), *Histoire du XX<sup>ème</sup> siècle. Le monde entre guerre et paix (1945-1973)*, Paris, Hatier, 1996.

### b. Dictionnaires et chronologies

-COLLECTIF, *Dictionnaire des architectes*, Paris, Encyclopedia Universalis/Albin Michel, 1999.

-JOLY Pierre (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de l'architecture moderne et contemporaine*, Paris, Philippe Sers, 1987.

-MIDANT Jean-Paul (dir.), *Dictionnaire des architectes du XX<sup>ème</sup> siècle*, Paris, Hazan/IFA, 1996.

-MONNIER Gérard, *Les grandes dates de l'architecture en Europe*, Paris, PUF, collection Que-sais-je ?, n°3439, 1999.

-OUDIN Bernard, *Dictionnaire des architectes de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Seghers, 1970 (édition originale), 1994 (nouvelle édition).

c. *Etudes historiques*

- ABRAM Joseph, MONNIER Gérard (dir.), *L'architecture moderne en France. Tome 2 : du chaos à la croissance (1940-1966)*, Paris, Picard, 1999.
- BENEVOLO Leonardo, *Histoire de l'architecture moderne. Tome 2 : Avant-garde et mouvement moderne (1890-1930)*, Paris, Dunod, collection Espace et architecture, 1979 (édition originale), 1998 (nouvelle édition).
- BENEVOLO Leonardo, *Histoire de l'architecture moderne. Tome 3 : Les conflits et l'après-guerre*, Paris, Dunod, collection Espace et architecture, 1980 (édition originale), 1999 (nouvelle édition).
- DAGEN Philippe, HAMON Françoise, *Histoire de l'art. Epoque contemporaine XIX<sup>ème</sup>-XX<sup>ème</sup> siècles*, Paris, Flammarion, 1995.
- DAL CO Francesco, TAFURI Manfredo, *Architecture contemporaine*, Paris, Gallimard/Electa, collection Histoire de l'architecture, 1982.
- EMERY Marc, *Un siècle d'architecture moderne 1850-1950*, Horizons de France, 1971.
- EPRON Jean-Pierre (dir.), *Architecture une anthologie. Tome 1 : La culture architecturale*, Paris/Liège, IFA/ Mardaga, 1992.
- EPRON Jean-Pierre (dir.), *Architecture, une anthologie. Tome 2 : Les architectes et le projet*, Paris/Liège, IFA/Mardaga, 1992.
- EPRON Jean-Pierre (dir.), *Architecture, une anthologie. Tome 3 : La commande en architecture*, Paris/Liège, IFA/Mardaga, 1993.
- FRAMPTON Kenneth, *Histoire critique de l'architecture moderne*, Paris, Philippe Sers, 1980 (édition anglaise), 1985 (édition française).
- JULLIAN René, *Histoire de l'architecture en France de 1889 à nos jours : un siècle de modernité*, Paris, Philippe Sers, 1984.
- KLEIN Richard (dir.), MONNIER Gérard (dir.), *Les années ZUP. Architectures de la croissance (1960-1973)*, Paris, Picard, 2002.
- KLEIN Richard, MONNIER Gérard (dir.), *Les architectures de la croissance I*, Villeneuve d'Ascq, Ecole d'architecture de Lille Région Nord, 1998.
- KLEIN Richard, MONNIER Gérard (dir.), *Les architectures de la croissance II*, Villeneuve d'Ascq, Ecole d'architecture de Lille Région Nord, 1999.
- LEMOINE Bertrand, RIVOIRARD Philippe, *L'architecture des années trente*, Lyon/Paris, La Manufacture/DAAVP, 1987.
- LOUPIAC Claude, MENGIN Christine, MONNIER Gérard (dir.), *L'architecture moderne en France. Tome I : 1889-1940*, Paris, Picard, 1997.
- LOYER François, *Histoire de l'architecture française de la Révolution à nos jours*, Paris, Mengès/Editions du Patrimoine, 1999.
- LUCAN Jacques, *Architecture en France (1940-2000). Histoires et théories*, Paris, Le Moniteur, 2001.
- LUCAN Jacques, *France architecture 1965-1988*, Milan/Paris, Electa/Moniteur, 1989.
- MONNIER Gérard, *L'architecture du XX<sup>ème</sup> siècle*, Paris, PUF, collection Que sais-je ?, n°3112, 1997.
- MONNIER Gérard, *L'architecture moderne en France 1918-1950. Une histoire critique*, Paris, Philippe Sers, 1991.
- MONNIER Gérard, *L'architecture moderne en France. Tome 3 : De la croissance à la compétition (1967-1999)*, Paris, Picard, 2000.
- RAGON Michel, *Histoire de l'architecture et de l'urbanisme moderne. Tome 2 : Naissance de la cité moderne (1900-1940)*, Paris, Seuil, collection Point, 1986.
- RAGON Michel, *Histoire de l'architecture et de l'urbanisme moderne. Tome 3 : De Brasalia au post-modernisme (1940-1991)*, Paris, Seuil, collection Point, 1986.

#### d. Approches thématiques

- BARJOT Dominique (dir.), BAUDOUI Rémi (dir.), VOLMAN Danièle (dir.), *La reconstruction en Europe 1945-1949* (actes du colloque international de Caen organisé par le Mémorial de Caen et le Centre de recherche d'histoire quantitative, 20-22 février 1997), Bruxelles, Complexe, 1997.
- COLLECTIF, *Reconstructions et modernisation : la France après les ruines 1918 1945*, catalogue de l'exposition des Archives nationales (janvier-mai 1991), Paris, Archives nationales, 1991.
- COULAUD Hervé, LECLERC Bénédicte, *Un siècle d'architecture postale en France. Architectes et architecture de 1889 à 1985*, Paris, Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer, Délégation à la Recherche et à l'Innovation, 1989.
- DIEUDONNE Patrick (dir.), *Villes reconstruites. Du dessin au destin, volume II : La ville seconde, retour à la vie ordinaire, les autres reconstructions* (actes du colloque organisé par la ville de Lorient/Institut de géoarchitecture de Brest, 1993), Paris, L'Harmattan, 1994.
- EPRON Jean-Pierre (dir.), VAYSSIERES Bruno (dir.), *Les trois reconstructions : 1919-1940-1945*, Paris, IFA, collection Dossiers et documents n°4 : Comte rendu des rencontres des 19 et 20 mai 1983 à l'IFA, décembre 1983.
- KOOP Anatole, « Les architectes et la Reconstruction », *Les Cahiers de la recherche architecturale n°8 : Les bâtisseurs de la cité moderne. De l'art urbain à l'urbanisme*, Marseille, Parenthèses, avril 1981, p.76-p.87.
- KOOP Anatole, BOUCHER Frédéric, PAULY Danièle, *L'architecture de la reconstruction en France 1945-1953*, Paris, Le Moniteur, 1981.
- LAINE Michel, *Les constructions scolaires en France*, Paris, PUF, 1996.
- LE ROUX Muriel (dir.), *Histoire de La Poste. De l'administration à l'entreprise*, Paris, ENS/Editions de la rue d'Ulm, 2002.
- MINISTERE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES, *Instructions sur le service des locaux*, Tomes 1 & 2, Paris, Imprimerie nationale, 1938.
- Monuments historiques*, n°184 : Postes, Paris, novembre-décembre 1992.
- POUVREAU Benoît, *Eugène Claudius-Petit (1907-1989). Un politique en architecture*, Paris, Le Moniteur, 2004.
- SADDY Pierre, « Les bombardements et la reconstruction », *Les Cahiers de la recherche architecturale n°8 : Les bâtisseurs de la cité moderne. De l'art urbain à l'urbanisme*, Marseille, Parenthèses, avril 1981, p.88-p.103.
- VAYSSIERES Bruno, *Reconstruction- déconstruction : Le hard-french ou l'architecture des Trente Glorieuses*, Paris, Picard, collection Villes et sociétés, 1988.
- VOLDMAN Danièle, *La reconstruction des villes françaises de 1940 à 1954. Histoire d'une politique*, Paris, L'Harmattan, 1997.

#### IV. BASES DE DONNÉES

- Mérimée, Ministère de la Culture.
- Patrimoine XXe siècle en PACA, DRAC PACA CRMH, Ministère de la Culture.

#### V. SOURCES ORALES

- Entretien avec Jean-Maurice Rouquette (2010).
- Entretien avec Mario Fabre (2010).
- Entretien avec Monsieur et Madame Arnal (2010).
- Entretien avec Monsieur et Madame Bank (2010).
- Entretien avec Monsieur et Madame Benkemoun (2010).
- Entretien avec Monsieur et Madame Smith (2010).
- Entretien avec Monsieur et Madame Tuloup (2010).

- Entretien avec Monsieur et Madame Vaché (2010).
- Entretiens avec Françoise Sala (2009-2011).
- Entretiens avec Messieurs Zocco et Copello (UNICIL, 2010).
- Entretiens avec Monsieur Grosso (hôpital Joseph Imbert, 2009-2010).
- Entretiens avec Paul Quintrand (2009-2010).